|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | WIPO-F | **F** |
| WO/PBC/25/11 | | |
| ORIGINAL : anglais | | |
| DATE : 23 juin 2016 | | |

**Comité du programme et budget**

**Vingt‑cinquième session**

**Genève, 29 août – 2 septembre 2016**

Rapport de gestion financière pour l’exercice biennal 2014‑2015

*établi par le Secrétariat*

1. Le rapport de gestion financière de l’Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) pour l’exercice biennal 2014‑2015 est transmis au Comité du programme et budget conformément à l’article 6.7 du Règlement financier de l’OMPI et de son règlement d’exécution selon lequel ce rapport doit être communiqué à tous les États intéressés.

2. Il convient de noter que le rapport de gestion financière ne fait pas l’objet d’un audit externe.

3. Le paragraphe de décision ci‑après est proposé.

*4. Le Comité du programme et budget a recommandé aux assemblées des États membres de l’OMPI d’approuver le rapport de gestion financière pour l’exercice biennal 2014‑2015 (document WO/PBC/25/11).*

[Le rapport de gestion financière pour l’exercice biennal 2014‑2015 suit]

Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle

**Rapport de gestion financière  
pour l’exercice biennal 2014‑2015**

**Préface**

Au cours de l’exercice biennal 2014‑2015, on a enregistré une progression de la plupart des flux de recettes par rapport à l’exercice biennal précédent, bien que la situation de l’économie mondiale soit restée irrégulière et incertaine sur l’ensemble de la planète. En dehors du système de La Haye, les flux de recettes ont dépassé les montants prévus.

L’Organisation a dégagé pendant l’exercice biennal un excédent budgétaire de 133,1 millions de francs suisses. Les dépenses par rapport aux montants alloués sur les réserves pour plusieurs projets ont totalisé 40,3 millions de francs suisses tandis que les ajustements IPSAS effectués pour aligner les résultats de l’OMPI sur une base budgétaire en fonction des résultats conformément aux normes IPSAS se sont élevés à 22,5 millions de francs suisses. Pour l’Organisation, il en a résulté au total un excédent de 70,3 millions de francs suisses.

Le présent rapport de gestion financière présente les résultats de l’Organisation pour l’exercice 2014‑2015 au moyen d’une comparaison avec le budget et avec les résultats par rapport au budget pour l’exercice biennal précédent. Il donne également les détails des résultats financiers de l’Organisation en 2014‑2015 et de sa situation financière à la fin de 2014 et 2015, conformément aux normes IPSAS

Le Directeur général :



Francis Gurry

**Rapport de gestion financière  
pour l’exercice biennal 2014‑2015**

Le présent rapport de gestion financière est exprimé en francs suisses et présente les résultats financiers de l’OMPI et des unions administrées par l’OMPI[[1]](#footnote-2)\*.

Les premières pages récapitulent les résultats, qui affichent un excédent de recettes de 133,1 millions de francs suisses (pré‑IPSAS), la situation des différentes unions et celle des réserves et des principales provisions. Ce résumé est suivi par le détail de la situation financière de l’Organisation durant l’exercice biennal et de ses actifs et passifs à la fin de 2014 et 2015. Conformément à l’introduction par l’OMPI en 2010 des normes IPSAS, l’Organisation produit désormais pour chaque année de l’exercice biennal une série d’états financiers, qui est soumise à un audit externe. Des copies des états financiers vérifiés avec les rapports du vérificateur externe des comptes sont disponibles sous la forme de documents distincts de l’Organisation.

Les informations financières sont suivies de détails en ce qui concerne les contributions pour l’exercice biennal 2014‑2015. La répartition de 388 millions de francs suisses entre les États membres durant l’exercice biennal au titre des arrangements de Madrid et de La Haye est expliquée dans un chapitre distinct.

Par souci de transparence, les fonds fiduciaires ouverts par les États membres ont été traités comme une entité à part entière, indépendante des comptes de l’OMPI, et sont présentés dans un chapitre distinct.

Le Directeur général :



Francis Gurry

**Table des matières**

[Principaux paramètres financiers et autres 6](#_Toc454974855)

[Résumé des résultats par union 7](#_Toc454974856)

[Tableau 1 Fonds de réserve et de roulement par union à la fin de 2015 7](#_Toc454974857)

[Tableau 2 Recettes et dépenses par union au cours de l’exercice biennal 2014‑2015 (sur une base budgétaire)\* 7](#_Toc454974858)

[Tableau 3 Projets spéciaux financés sur les réserves à la fin de 2015 8](#_Toc454974859)

[BUDGET 9](#_Toc454974860)

[Tableau 4 Budget approuvé et virements par programme – exercice biennal 2014‑2015 10](#_Toc454974861)

[Tableau 5 Nombre de postes par programme pour l’exercice biennal 2014‑2015 11](#_Toc454974862)

[Dépenses 12](#_Toc454974863)

[Tableau 6 Budget et dépenses par programme – exercice biennal 2014‑2015 12](#_Toc454974864)

[Tableau 7 Budget et dépenses par programme – exercice biennal 2014‑2015 13](#_Toc454974865)

[Dépenses de personnel 13](#_Toc454974866)

[Évolution annuelle des dépenses de personnel 14](#_Toc454974867)

[Évolution des voyages et des bourses par année 15](#_Toc454974868)

[Services contractuels 15](#_Toc454974869)

[Évolution des dépenses pour services contractuels par année 16](#_Toc454974870)

[Dépenses de fonctionnement 17](#_Toc454974871)

[Évolution des dépenses de fonctionnement par année 17](#_Toc454974872)

[Matériel et fournitures 18](#_Toc454974873)

[reCettEs 20](#_Toc454974874)

[Tableau 8 Recettes pour l’exercice biennal 2014‑2015 20](#_Toc454974875)

[placEMENTS 2014‑2015 21](#_Toc454974876)

[Risques financiers 21](#_Toc454974877)

[Tableau 9 Placements en 2014 et 2015 22](#_Toc454974878)

[États financiers 24](#_Toc454974879)

[État I État de la situation financière 25](#_Toc454974880)

[État II État de la performance financière 26](#_Toc454974881)

[État III État des variations des actifs nets 27](#_Toc454974882)

[État IV État des flux de trésorerie 28](#_Toc454974883)

[ÉTAT V État de comparaison des montants budgétaires et des montants réels – recettes 29](#_Toc454974884)

[ÉTAT V État de comparaison des montants budgétaires et des montants réels – dépenses 30](#_Toc454974885)

[Analyse de l’état de la situation financière 31](#_Toc454974886)

[Résumé des actifs et des passifs 32](#_Toc454974887)

[Analyse de l’état de la performance financière 39](#_Toc454974888)

[État de la position financière par source de financement 44](#_Toc454974889)

[État de la performance financière par source de financement 45](#_Toc454974890)

[CONTRIBUTIONS ET FONDS DE ROULEMENT 46](#_Toc454974891)

[Tableau 10 et tableau 10*bis* Contributions selon le système de contribution unique 46](#_Toc454974892)

[Tableau 11 Contributions reçues d’avance 53](#_Toc454974893)

[Tableau 12 Fonds de roulement au 31 décembre 2015 54](#_Toc454974894)

[RÉPARTITION MADRID ET LA HAYE 59](#_Toc454974895)

[Union de Madrid – Émoluments supplémentaires – 2014 59](#_Toc454974896)

[Union de Madrid – Compléments d’émoluments – 2014 61](#_Toc454974897)

[Union de Madrid – Total des émoluments en 2014 63](#_Toc454974898)

[Union de Madrid – Émoluments supplémentaires – 2015 64](#_Toc454974899)

[Union de Madrid – Compléments d’émoluments – 2015 66](#_Toc454974900)

[Union de Madrid – Total des émoluments en 2015 68](#_Toc454974901)

[Protocole relatif à l’Arrangement de Madrid – Taxes individuelles – 2014 69](#_Toc454974902)

[Protocole relatif à l’Arrangement de Madrid – Taxes individuelles – 2015 71](#_Toc454974903)

[Union de La Haye – Taxes étatiques et taxes de désignation – 2014 73](#_Toc454974904)

[Union de La Haye – Taxes étatiques et taxes de désignations – 2015 74](#_Toc454974905)

[Unions de Madrid et de La Haye – Répartition 2014 75](#_Toc454974906)

[Unions de Madrid et de La Haye – Répartition 2015 77](#_Toc454974907)

[Unions de Madrid et de La Haye – Récapitulation 2014‑2015 79](#_Toc454974908)

[Fonds fiduciaire 81](#_Toc454974909)

# Principaux paramètres financiers et autres



Toute différence avec les chiffres présentés dans les tableaux figurant dans le présent rapport est due au fait que les montants ont été arrondis.

# Résumé des résultats par union

Le résumé des résultats financiers par union, y compris les soldes de clôture des fonds de réserve et de roulement, figure dans le tableau 1 ci‑dessous.

L’exercice biennal 2014‑2015 s’est soldé par un excédent global de 70,2 millions de francs suisses sur la base des normes IPSAS. Le total des fonds de réserve et de roulement s’élevait à 279,1 millions de francs suisses au terme de l’exercice biennal.

## Tableau 1 Fonds de réserve et de roulement par union à la fin de 2015

*(en milliers de francs suisses)*



*\**Toute différence avec les chiffres figurant dans les états financiers tient au fait que les montants ont été arrondis.

*\*\*Fonds de réserve et de roulement (FRR)*

*\*\*\*L’Union de Madrid a assuré le financement de la contribution de l’Union de La Haye de 3 millions de francs suisses au programme de modernisation informatique des systèmes d’enregistrement de Madrid et de La Haye. Cette somme sera remboursée par l’Union de La Haye à l’Union de Madrid dès que le niveau des réserves de l’Union de La Haye le permettra.*

Le tableau 2 ci‑dessous établit une comparaison entre les résultats budgétaires de l’exercice 2014‑2015 et le budget approuvé par les unions pour l’exercice 2014‑2015. Sur les cinq unions, le PCT, Madrid et les unions financées par des contributions ont affiché des excédents budgétaires, supérieurs aux estimations budgétaires. Les unions de La Haye et de Lisbonne ont terminé l’exercice biennal avec des déficits inférieurs à ceux qui étaient prévus. L’allocation des dépenses directes et indirectes aux unions a été réalisée conformément à la méthodologie adoptée par les assemblées des États membres de l’OMPI dans le cadre de l’approbation du programme et budget pour l’exercice biennal 2014‑2015 (annexe III).

## Tableau 2 Recettes et dépenses par union au cours de l’exercice biennal 2014‑2015 (sur une base budgétaire)\*

*(en milliers de francs suisses)*



*\**Toute différence avec les chiffres figurant dans les états financiers tient au fait que les montants ont été arrondis.

Le résumé des projets spéciaux financés au moyen des réserves qui étaient en cours d’exécution durant l’exercice biennal 2014‑2015 est présenté ci‑dessous dans le tableau 3. Le solde total restant pour les projets à la fin de 2015 s’élevait à 23,7 millions de francs suisses. Conformément aux recommandations du vérificateur externe des comptes, les états financiers annuels pour 2015 font apparaître une réserve distincte pour les projets spéciaux financés au moyen des réserves (État I des états financiers pour 2015).

## Tableau 3 Projets spéciaux financés sur les réserves à la fin de 2015

*(en milliers de francs suisses)*



*\*Le projet de renforcement des normes de sûreté et de sécurité concernant les bâtiments existants de l’OMPI a été achevé en 2015. Le solde non utilisé du budget alloué au projet sera réaffecté aux réserves conformément au rapport final du projet (WO/PBC/24/12).*

*\*\*La provision additionnelle d’un montant maximal de 3,5 millions de francs suisses au titre du budget ordinaire pour 2014‑2015 a été approuvée à titre exceptionnel par les assemblées des États membres de l’OMPI en octobre 2015 pour les dépenses liées à l’achèvement et la clôture du projet de nouvelle salle de conférence (document A/55/13). Tout solde non utilisé de cette provision ne peut faire l’objet d’un report à l’exercice budgétaire suivant.*

*\*\*\*Compte tenu des ajustements liés à l’annulation d’engagements non liquidés pour des périodes antérieures pour les projets de construction comptabilisés sur la rubrique des recettes diverses.*

# BUDGET

**Budget 2014‑2015**

Le programme et budget pour l’exercice biennal 2014‑2015 a été approuvé par la cinquante‑deuxième série de réunions des assemblées des États membres en décembre 2013 (document A/52/15). Le budget total a été approuvé à hauteur de 674 millions de francs suisses, les dépenses de personnel représentant 447 millions de francs suisses et les dépenses autres que celles de personnel se montant à 227 millions de francs suisses. Le budget final après virements s’est élevé à 674 millions de francs suisses, les dépenses de personnel représentant 439,4 millions de francs suisses et les dépenses autres que celles de personnel se montant à 234,6 millions de francs suisses (tableau 7).

**Transferts**

Les virements de ressources financières effectués entre les programmes durant l’exercice biennal 2014‑2015 sont résumés dans le tableau 4. Ces virements ont été effectués conformément à la règle 5.5 du Règlement financier et du règlement d’exécution de l’OMPI, où il est dit que : “le Directeur général peut procéder à des virements d’un programme du programme et budget à un autre pour chaque exercice financier à raison d’un maximum de 5% du montant correspondant à la dotation biennale du programme bénéficiaire ou de 1% du budget total, le montant le plus élevé étant retenu, lorsque ces virements sont nécessaires au bon fonctionnement des services”. Les principaux virements effectués d’un programme à un autre durant l’exercice biennal 2014‑2015 ont été les suivants :

* virement de 3,5 millions de francs suisses en faveur du programme 29 (Nouvelle salle de conférence), approuvé à titre exceptionnel par les assemblées des États membres de l’OMPI en octobre 2015 pour les dépenses nécessaires pour l’achèvement et la clôture du projet de nouvelle salle de conférence (document A/55/13);
* virement de 3,4 millions de francs suisses en faveur du programme 25 (Technologies de l’information et de la communication), dont 3 millions de francs suisses au titre des dépenses autres que les dépenses de personnel. Les ressources additionnelles autres que les ressources en personnel étaient principalement destinées : i) à la mise en œuvre d’une infrastructure résiliente pour les bureaux extérieurs de l’OMPI; ii) à l’acquisition de licences pour la gestion des contenus à l’échelle de l’organisation et la base de données de gestion des configurations; iii) à l’achat d’ordinateurs portables pour équiper le bâtiment CAM de l’OMPI et en faire un “site de secours” en cas de situation d’urgence locale; iv) aux coûts relatifs à l’étude sur l’identification et la gestion des accès; v) à l’achat de solutions assurant la sécurité informatique afin d’améliorer les capacités de protection et de réponse aux incidents; et vi) au remplacement de divers équipements informatiques tels que téléphones mobiles, ordinateurs portables et écrans;
* virement net de 2,2 millions de francs suisses en faveur du programme 6 (systèmes de Madrid et de Lisbonne), comprenant une augmentation des dépenses autres que les dépenses de personnel de 2,6 millions de francs suisses, compensée par une réduction des dépenses de personnel de 0,4 million de francs suisses. Les ressources additionnelles autres que les ressources en personnel étaient principalement destinées à : i) appuyer l’initiative de réforme du système de Madrid, notamment l’expansion du programme de bourses octroyées dans ce cadre; ii) convoquer une conférence diplomatique pour l’adoption d’un Arrangement de Lisbonne révisé sur les appellations d’origine et les indications géographiques; iii) appuyer les travaux dans le domaine informatique; et iv) prendre en charge la participation de délégués supplémentaires aux assemblées des unions de Madrid et de La Haye suite à la croissance de ces systèmes;
* virement de 1,9 million de francs suisses en faveur du programme 21 (Direction générale), comprenant une augmentation des dépenses de personnel de l’ordre de 1 million de francs suisses et une augmentation des dépenses autres que les dépenses de personnel de 0,9 million de francs suisses. L’augmentation des dépenses de personnel découlait principalement : i) du transfert de postes au programme suite à la fusion des activités événementielles avec la fonction du protocole; ii) de la création du rôle de coordonnateur pour la poursuite des opérations; et iii) du renforcement du Bureau du conseiller juridique pour faire face à l’augmentation de la demande de services juridiques. L’augmentation des dépenses autres que les dépenses de personnel découlait principalement des besoins supplémentaires en vue d’assurer un engagement accru et efficace auprès des États membres;
* virement de 0,5 million de francs suisses en faveur des programmes 3 (Droit d’auteur et droits connexes), 5 (Système du PCT), 9 (Afrique, pays arabes, Asie et Pacifique, pays d’Amérique latine et des Caraïbes, pays les moins avancés) et 14 (Services d’accès à l’information et aux savoirs) pour divers projets relevant du Plan d’action pour le développement suite à leur approbation par le CDIP. Le budget global après virements pour les projets relevant du Plan d’action pour le développement dans le cadre du budget ordinaire s’élevait à 2,1 millions de francs suisses pour l’exercice biennal 2014‑2015.

On trouvera de plus amples détails sur le transfert des ressources par programme dans le Rapport sur l’exécution du programme pour l’exercice biennal 2014‑2015.

## Tableau 4 Budget approuvé et virements par programme – exercice biennal 2014‑2015

 *\*Toute différence dans les chiffres tient à ce que ceux des états financiers ont été arrondis.*

*\*\*Le Directeur général peut procéder à des virements d’un programme du programme et budget à un autre pour chaque exercice financier à raison d’un maximum de 5% du montant correspondant à la dotation biennale du programme bénéficiaire ou de 1% du budget total, le montant le plus élevé étant retenu, lorsque ces virements sont nécessaires au bon fonctionnement des services (article 5.5 du Règlement financier et de son règlement d’exécution).*

## Tableau 5 Nombre de postes par programme pour l’exercice biennal 2014‑2015



# Dépenses

Le montant global des dépenses sur une base budgétaire pour l’exercice biennal 2014‑2015 s’élevait à 642,6 millions de francs suisses. Cela représente un taux d’utilisation de 95,3% du budget approuvé de 674 millions de francs suisses.

Le tableau 6 ci‑dessous présente une vue d’ensemble, pour l’exercice biennal 2014‑2015, du budget approuvé, du budget final après virements, du total des dépenses et des taux d’utilisation par programme. On trouvera dans le Rapport sur l’exécution du programme pour l’exercice biennal 2014‑2015 des explications détaillées sur l’utilisation des ressources par programme et par résultats escomptés.

## Tableau 6 Budget et dépenses par programme – exercice biennal 2014‑2015

*(en milliers de francs suisses)*



Le tableau 7 ci‑dessous offre une vue d’ensemble du budget approuvé et du budget final après virements pour l’exercice biennal 2014‑2015 ainsi que des dépenses réelles par catégorie de coûts.

## Tableau 7 Budget et dépenses par programme – exercice biennal 2014‑2015

*(en milliers de francs suisses)*



\*Toute différence avec les chiffres figurant dans les états financiers tient au fait que les montants ont été arrondis.

\*\*Dans les états financiers, les frais bancaires ne figurent pas dans les dépenses de fonctionnement mais sont présentés séparément à la rubrique Coûts financiers.

## Dépenses de personnel

Au total, les frais de personnel pour l’exercice biennal 2014‑2015 se sont élevés à 423,9 millions de francs suisses. Ils étaient inférieurs de 5,2% par rapport au budget approuvé pour l’exercice biennal 2014‑2015 et de 3,5% par rapport au budget final après virements pour 2014‑2015.

Par rapport à l’exercice biennal précédent, les dépenses de personnel en 2014‑2015 ont représenté 11,3 millions de francs suisses (2,7%) de plus que celles de l’exercice biennal 2012‑2013 (423,9 millions de francs suisses contre 412,6 millions). Cette augmentation est principalement attribuable à l’impact des augmentations réglementaires, tels les avancements d’échelon, les régularisations de fonctions de nature continue et une provision supplémentaire pour les prestations dues au personnel après la cessation de service, notamment l’assurance maladie après la cessation de service.

Le budget approuvé pour 2014‑2015 contenait des provisions pour “l’utilisation des 96 postes restants, sur les 156 postes dont la création a été approuvée en principe par les États membres durant l’Assemblée générale de 2010 (document de référence WO/CC/63/5)”. Sur les 156 postes au titre de la régularisation, 124 postes ont été pourvus ou faisaient l’objet d’une mise au concours à la fin de 2015.

Le tableau ci‑dessous montre l’évolution annuelle des dépenses de personnel depuis 2008. Les hausses enregistrées en 2013 et 2015 étaient dues aux imputations exceptionnelles effectuées le dernier mois de l’exercice biennal concerné pour les prestations au personnel après la cessation de service en vue de renforcer la prise en charge des obligations au titre de l’assurance maladie après la cessation de service.

## Évolution annuelle des dépenses de personnel

*Évolution annuelle des dépenses de personnel*

*(en millions de francs suisses)*



*\*Les dépenses de personnel n’incluent pas les stagiaires, conformément au classement des dépenses de personnel au cours de l’exercice biennal 2014‑2015.*

**Stages et bourses de l’OMPI**

Les dépenses totales pour les stages et les bourses de l’OMPI se sont élevées à 5,6 millions de francs suisses pour l’exercice biennal 2014‑2015, soit une diminution de 0,4 million de francs suisses (6,4%) par rapport au budget final après virements.

**Voyages et bourses**

Les dépenses totales pour les voyages et les bourses se sont élevées à 26,1 millions de francs suisses pour l’exercice biennal 2014‑2015, soit une diminution de 5,6 millions de francs suisses (17,6%) par rapport au budget final après virements.

La baisse des dépenses était due à plusieurs facteurs, notamment : i) la baisse du prix moyen des billets d’avion au cours de l’exercice biennal 2014‑2015 résultant de la mise en œuvre de nouveaux moyens technologiques tel l’outil de réservation de voyages en ligne; ii) l’organisation de plus de manifestations et activités parallèles dans les pays qui a entraîné une diminution des frais de voyage; iii) l’annulation et le report de certaines manifestations ou activités planifiées à la demande de certains États membres, en particulier au titre du programme 9 (Afrique, pays arabes, Asie et Pacifique, pays d’Amérique latine et des Caraïbes, pays les moins avancés); et iv) le fait qu’aucune session de l’IGC n’a été tenue en 2015, les États membres n’étant pas parvenus à s’entendre sur un programme de travail pour l’IGC en 2015 à l’Assemblée générale de l’OMPI tenue en octobre 2014. Parmi les programmes qui ont réalisé les économies les plus importantes au titre des voyages et des bourses figurent le programme 9 (Afrique, pays arabes, Asie et Pacifique, pays d’Amérique latine et des Caraïbes, pays les moins avancés), le programme 5 (Système du PCT), le programme 3 (Droit d’auteur et droits connexes) et le programme 4 (Savoirs traditionnels, expressions culturelles traditionnelles et ressources génétiques).

## Évolution des voyages et des bourses par année

**Évolution des voyages et des bourses par année**

*(en millions de francs suisses)*



*\*Les dépenses comprises dans cette catégorie couvrent les éléments suivants :*

*• missions de fonctionnaires : frais de voyage et indemnités journalières de subsistance pour tous les fonctionnaires en voyage officiel;*

*• voyages des tiers : frais de voyage et indemnités journalières de subsistance pour tous les tiers, y compris les frais de voyage de fonctionnaires nationaux, de participants et de conférenciers se rendant à des réunions organisées sous l’égide de l’OMPI;*

*• bourses (autres bourses en 2014‑2015) : frais de voyage, indemnités journalières de subsistance, droits d’inscription et autres dépenses afférentes à la participation de stagiaires à des cours, séminaires et stages.*



Le total des dépenses pour les voyages et les bourses en 2014‑2015 a représenté 4,8 millions de francs suisses, soit 15,5%, de moins que les dépenses pour 2012‑2013 (26,1 millions de francs suisses en 2014‑2015 contre 30,9 millions en 2012‑2013).

## Services contractuels

Le total des dépenses pour services contractuels s’est élevé à 126,7 millions de francs suisses pour l’exercice biennal 2014‑2015, soit une diminution de 8,9 millions de francs suisses (6,6%) par rapport au budget final après virements pour 2014‑2015.

Les programmes ayant réalisé les économies les plus importantes au titre des services contractuels étaient le programme 5 (Système du PCT), le programme 25 (Technologies de l’information et de la communication) et le programme 27 (Services de conférence et services linguistiques). La plupart des économies concernaient les services contractuels de personnes et les autres services contractuels. Les économies réalisées dans le cadre du programme 5 étaient dues principalement i) à la baisse des coûts de traduction et ii) au report de l’achèvement de certains projets relatifs au système informatique du PCT à l’exercice biennal 2016‑2017. Les économies réalisées au titre du programme 27 résultaient principalement de la maîtrise des coûts dans le domaine de la traduction suite à la renégociation des contrats avec les traducteurs externes et à l’utilisation d’outils de traduction et de terminologie assistées par ordinateur. La sous‑utilisation des crédits alloués aux services contractuels dans le cadre du programme 25 a été largement compensée par une hausse des dépenses relatives aux locaux et à l’entretien (location et entretien du matériel informatique).

## Évolution des dépenses pour services contractuels par année

*(en millions de francs suisses)*



*\*Les services contractuels comprennent les types de dépenses suivants :*

*• conférences : rémunération, frais de voyage et indemnités journalières de subsistance des interprètes; location de salles de conférence et de matériel d’interprétation; rafraîchissements et réceptions; frais afférents à tout autre service directement lié à l’organisation d’une conférence;*

*• honoraires d’experts : rémunération, frais de voyage, indemnités journalières et honoraires versés aux conférenciers;*

*• publications : travaux d’impression et de reliure faits à l’extérieur; revues; papier et impression; autres travaux d’impression : tirages à part d’articles parus dans les revues; brochures; traités; recueils; manuels; formulaires de travail et autres travaux d’impression divers; production de CD‑ROM, de cassettes vidéo, de bandes magnétiques et autres formes de publication électronique;*

*• contrats de louage de services et de prestataires de services commerciaux (jusqu’en 2014) : rémunération versée aux titulaires de contrats de louage de services et aux prestataires de services commerciaux.*

*Services contractuels de personnes (pour 2014‑2015) rémunération versée pour des services contractuels de personnes.*

*• Autres services contractuels (pour 2014‑2015) : comprend tous les autres services contractuels conclus avec des prestataires de services commerciaux et non commerciaux.*



Le total des dépenses pour services contractuels en 2014‑2015 a représenté une hausse de 15,6 millions de francs suisses, soit 14%, par rapport aux dépenses pour 2012‑2013 (126,7 millions de francs suisses en 2014‑2015 contre 111,1 millions de francs suisses en 2012‑2013). La hausse était due principalement i) à l’augmentation du volume des travaux de traduction dans le cadre du programme 5 (système PCT), ii) à l’augmentation des coûts d’hébergement des infrastructures informatiques auprès du Centre international de calcul des Nations Unies (CIC), iii) aux dépenses supplémentaires à l’appui de l’initiative de réforme du système de Madrid et iv) aux ressources supplémentaires allouées au développement et à la prise en charge des plateformes logicielles des organismes de gestion collective du droit d’auteur.

## **Dépenses de fonctionnement**

Le total des dépenses de fonctionnement s’est élevé à 53,1 millions de francs suisses pour l’exercice biennal 2014‑2015, un résultat conforme au budget final après virements pour 2014‑2015.

## Évolution des dépenses de fonctionnement par année

Évolution des dépenses de fonctionnement par année

*(en millions de francs suisses)*



*\*Cette catégorie comprend les types de dépenses suivants :*

*• locaux et entretien : acquisition, location, amélioration et entretien des locaux à usage de bureaux et location ou entretien de matériel et de mobilier, remboursement d’emprunt pour la nouvelle construction, consultants extérieurs en gestion pour la nouvelle construction;*

*• communications : frais de téléphone, Internet, télégraphe, télex, télécopie et courrier, y compris les frais de port et de transport de documents.*

*• représentation : dépenses pour les réceptions officielles;*

*• frais administratifs et bancaires : frais bancaires; ajustements de change; contribution de l’OMPI à l’Association du personnel (dans les états financiers de 2015, les frais bancaires ne sont pas comptabilisés au titre des dépenses de fonctionnement, ils sont présentés séparément dans la rubrique “Coûts financiers”);*

*• services communs du système des Nations Unies : assistance médicale, contributions à des activités administratives communes au sein du système des Nations Unies, activités financées en commun par le système des Nations Unies, Tribunal administratif.*

*\*\*Montrées sans les dépenses de la ligne Construction, qui est une catégorie distincte.*

*\*\*\*La ligne “communications et autres” a été ventilée en catégories de coûts détaillées à partir de 2012‑2013. La comparaison s’effectue donc au niveau du total partiel correspondant.*



Le total des dépenses de fonctionnement pour 2014‑2015 a représenté une augmentation de 3,1 millions de francs suisses, soit 6,2%, par rapport aux dépenses pour 2012‑2013 (53,1 millions de francs suisses en 2014‑2015 contre 50 millions de francs suisses en 2012‑2013). Cette augmentation était due principalement à la provision supplémentaire de 3,5 millions de francs suisses dans le cadre du budget ordinaire, approuvée à titre exceptionnel par les assemblées des États membres de l’OMPI en octobre 2015 pour les dépenses nécessaires à l’achèvement et à la clôture du projet de nouvelle salle de conférence (document A/55/13), compensée par une diminution des frais de communication et des frais postaux.

## ****Matériel et fournitures****

Le total des dépenses relatives au matériel et fournitures s’est élevé à 7,2 millions de francs suisses pour l’exercice biennal 2014‑2015, soit une diminution de 1 million de francs suisses, ou 12,6%, par rapport au budget final après virements pour 2014‑2015.

Le programme ayant réalisé les économies les plus importantes au titre du matériel et des fournitures a été le programme 24 (Services d’appui généraux), dans le domaine de la fourniture de matériel et de mobilier de bureau, ainsi que dans celui de l’entretien des locaux.

**Évolution des dépenses de matériel et de fournitures par année**

*(en millions de francs suisses)*



*\*Cette catégorie comprend les types de dépenses suivants :*

*• mobilier et matériel : mobilier et machines de bureau; matériel informatique (ordinateurs personnels, ordinateurs portables, imprimantes, serveurs, etc.); matériel utilisé pour les conférences; matériel de reproduction des documents; matériel de transport;*

*• fournitures : papier et fournitures de bureau; fournitures de reproduction interne (offset, microfilms, etc.); livres de bibliothèque et abonnements à des revues et périodiques; uniformes; fournitures de traitement de données; logiciels et licences informatiques.*



Le total des dépenses au titre du matériel et des fournitures en 2014‑2015 a représenté une augmentation de 0,7 million de francs suisses, soit 10,8%, par rapport aux dépenses de 2012‑2013 (7,2 millions de francs suisses en 2014‑2015 contre 6,5 millions de francs suisses en 2012‑2013). L’augmentation est imputable essentiellement à l’achat de matériel informatique et a été compensée par une baisse des coûts des fournitures et du matériel.

# reCettEs

## Tableau 8 Recettes pour l’exercice biennal 2014‑2015

*(en millions de francs suisses)*



*Le montant total des recettes effectives pour le système de Lisbonne au cours de l’exercice 2014‑2015 s’est élevé à 57 000 francs suisses, alors que le montant prévu au budget s’établissait à 8000 francs suisses.*

Au total, les recettes sur une base budgétaire se sont élevées à 775,7 millions de francs suisses, soit une augmentation de 62,4 millions de francs suisses (ou 8,8%) par rapport au budget approuvé pour 2014‑2015.

Les recettes tirées des contributions se sont élevées à 34,9 millions de francs suisses, une réduction de 0,2 million de francs suisses, ou 0,6%, par rapport au budget approuvé. Ceci est le résultat net du passage de la Belgique à une classe de contribution moins élevée (de III à IV) et du passage du Samoa à une classe de contribution plus élevée (de S*ter* à S*bis*).

Les recettes provenant des taxes du système PCT se sont élevées à 597,2 millions de francs suisses, soit une augmentation de 51,6 millions de francs suisses (ou 9,5%) par rapport à l’estimation inscrite au budget de 545,6 millions de francs suisses. Le nombre de demandes internationales selon le PCT déposées durant l’exercice biennal 2014‑2015 a été de 432 318, soit une hausse de 2,3% par rapport à l’estimation budgétaire pour l’exercice biennal. Sur la base des derniers chiffres, les demandes internationales déposées selon le PCT ont augmenté de 4,4% en 2014 et ont gagné 1,7% supplémentaire en 2015.

Les recettes provenant des taxes du système de Madrid ont représenté 121,5 millions de francs suisses, soit une progression de 6,8 millions de francs suisses ou 6% par rapport à l’estimation inscrite au budget de 114,6 millions de francs suisses. Le nombre d’enregistrements et de renouvellements dans le cadre du système de Madrid s’est élevé à 148 598 durant l’exercice biennal 2014‑2015, soit une augmentation de 5% par rapport à l’estimation inscrite au budget. Cette progression a été due essentiellement au nombre plus élevé que prévu de renouvellements qui ont dépassé l’estimation budgétaire de 11%. Le nombre d’enregistrements a augmenté de 2% durant l’exercice biennal par rapport au budget biennal.

Les recettes provenant des taxes du système de La Haye ont atteint 7,2 millions de francs suisses, soit 1,3 million de francs suisses (ou 15,6%) de moins que l’objectif de 8,6 millions de francs suisses inscrit au budget. Les enregistrements et renouvellements dans le cadre du système de La Haye ont été au nombre de 12 181, soit 8% de moins que l’estimation budgétaire. Ce déficit a été dû principalement à la diminution de 9% du nombre d’enregistrements, compensée par une augmentation de 6% du nombre de renouvellements par rapport aux objectifs inscrits au budget pour l’exercice biennal.

L’augmentation des recettes diverses par rapport aux montants prévus au budget est principalement attribuable aux effets de change favorables des opérations financières de l’OMPI par rapport aux dépenses et à la réévaluation des avoirs bancaires de l’Organisation ainsi qu’à l’incidence positive des ajustements comptables pour les années précédentes (annulation des provisions pour charges).

# placEMENTS 2014‑2015

Avant l’introduction de taux d’intérêt négatifs en janvier 2015 par la Banque nationale suisse, tous les placements de l’OMPI étaient effectués conformément à la politique initiale de l’OMPI en matière de placements que les États membres ont approuvée à la quarante‑neuvième session des assemblées (document A/49/14) en 2011. Lorsque les taux négatifs ont été introduits, l’Organisation a continué de détenir la plupart de ses fonds destinés aux placements auprès de l’Administration fédérale des finances (AFF) conformément à la politique, et a aussi commencé à effectuer des placements dans des dépôts à court terme (avec une échéance ne dépassant pas 35 jours) auprès de ses principaux partenaires bancaires. Il s’agissait de tirer parti des facilités offertes qui permettaient à l’Organisation de placer des fonds à des taux d’intérêt zéro ou très légèrement positifs, évitant ainsi les taux d’intérêt négatifs. Les institutions concernées ne possédaient pas la notation minimum requise par la politique mais il convient parallèlement de noter qu’il n’était plus possible de placer des fonds supplémentaires auprès de l’AFF.

Suite à l’introduction de la politique révisée, la majeure partie des fonds de l’Organisation destinés aux placements a été conservée auprès de l’AFF dans l’attente d’un éventuel retrait d’ici à décembre 2015, conformément à la demande reçue de l’AFF. D’autres fonds placés en dépôt à des taux zéro ou très légèrement positifs ont été investis auprès d’institutions satisfaisant aux notations minimales révisées stipulées dans la nouvelle politique en matière de placements. Suite à une demande formulée par l’Organisation, l’AFF a prolongé le délai pour le retrait des fonds jusqu’à décembre 2017.

## Risques financiers

L’OMPI a élaboré des politiques de gestion des risques conformément à son règlement financier et son règlement d’exécution. Elle est exposée à certains risques financiers, y compris en matière de crédit, de taux d’intérêt, de liquidité et de change. La politique révisée de l’OMPI en matière de placements répartit les liquidités de l’Organisation dans les trois catégories distinctes suivantes :

*Trésorerie d’exploitation* – liquidités nécessaires pour répondre aux besoins opérationnels quotidiens et assurer une liquidité suffisante pour respecter le seuil recommandé pour les réserves;

*Fonds propres* – la part la plus importante des liquidités de l’OMPI qui sont investies à moyen terme; et

*Trésorerie stratégique* – liquidités investies à long terme pour assurer le financement des obligations de l’Organisation au titre des prestations de l’assurance maladie après la cessation de service.

Le profil de risque acceptable varie d’une catégorie de trésorerie à l’autre. Concernant la trésorerie d’exploitation, l’objectif principal de la politique révisée en matière de placements est de réduire le risque au minimum tout en conservant la liquidité nécessaire pour répondre aux besoins de trésorerie. La capacité à générer un rendement sur les fonds n’est prise en compte qu’à partir du moment où ces deux conditions sont remplies. S’agissant des fonds propres, il est reconnu et admis que certains risques doivent être pris de manière à atteindre les objectifs de placement. La trésorerie stratégique fait l’objet de placements à long terme en vue d’une croissance du capital et d’un rendement global positif au fil du temps. Ces liquidités viseront à préserver le capital sur le long terme, à répondre aux besoins de trésorerie du passif sous‑jacent et à obtenir un rendement moyen égal ou supérieur au taux d’actualisation utilisé pour calculer la valeur du passif sous‑jacent. Il est accepté que ces objectifs génèrent un certain niveau de risque et qu’il puisse ne pas être possible d’atteindre en permanence tous les objectifs. Tous les niveaux de tolérance au risque sont déterminés et approuvés par le Directeur général sur la base des recommandations du Comité consultatif des investissements.

*Risque de crédit*

Les placements sont effectués auprès de banques ayant reçu la note A‑2/P‑2 (court terme) ou A/A3 (long terme) ou une note supérieure. Les placements dans des émissions d’entreprises ayant une notation à court terme de A‑3/P‑3 ou une notation à long terme de BBB/Baa3 sont également autorisés. Les comptes débiteurs proviennent presque exclusivement des États membres représentant des gouvernements souverains, c’est pourquoi les risques de crédit sont considérés comme mineurs.

*Risque de taux d’intérêt*

Dans l’environnement actuel de taux d’intérêt négatifs sur les placements en francs suisses, l’Organisation court le risque de voir son capital s’éroder. Le Secrétariat a surveillé attentivement les soldes de trésorerie et a noué des relations avec d’autres banques (se donnant ainsi des moyens supplémentaires d’éviter les taux négatifs) afin de réduire ce risque au minimum. L’Organisation n’a pas recours à des instruments financiers pour se protéger contre le risque de taux d’intérêt.

*Risque de liquidité*

L’Organisation n’est pas exposée à un risque de liquidité important, car elle dispose de fonds de trésorerie disponibles qui sont reconstitués à partir des résultats de ses opérations.

*Risque de change*

L’Organisation est exposée à un risque de change lié à l’évolution des cours de change. Les placements à court, moyen et long terme sont, dans la mesure du possible, gérés par mise en adéquation des devises détenues, des prévisions d’entrées de trésorerie et des prévisions de sorties de fonds par monnaie et par période. L’Organisation n’a pas recours à des instruments financiers dérivés pour se protéger contre le risque de change.

## Tableau 9 Placements en 2014 et 2015

| Placements de l’OMPI en 2014 et 2015 | | | | |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Montant en francs suisses | Période | Banque | Taux % | Point de référence |
| 359 962 258,61 | 1er – 31 janvier 2014 | AFF | 0,85 | 0,85 |
| 359 962 258,61 | 1er – 28 février 2014 | AFF | 0,55 | 0,55 |
| 359 962 258,61 | 1er – 31 mars 2014 | AFF | 0,55 | 0,55 |
| 359 962 258,61 | 1er – 3 avril 2014 | AFF | 0,55 | 0,55 |
| 349 977 258,61 | 4 – 30 avril 2014 | AFF | 0,55 | 0,55 |
| 349 977 258,61 | 1er – 30 mai 2014 | AFF | 0,50 | 0,50 |
| 349 977 258,61 | 2 – 30 juin 2014 | AFF | 0,40 | 0,40 |
| 349 977 258,61 | 1er – 31 juillet 2014 | AFF | 0,35 | 0,35 |
| 349 977 258,61 | 1er – 18 août 2014 | AFF | 0,30 | 0,30 |
| 354 967 258,61 | 19 – 29 août 2014 | AFF | 0,30 | 0,30 |
| 354 965 433,56 | 1er – 30 septembre 2014 | AFF | 0,25 | 0,25 |
| 354 965 433,56 | 1er – 31 octobre 2014 | AFF | 0,30 | 0,30 |
| 354 965 433,56 | 3 – 28 novembre 2014 | AFF | 0,30 | 0,30 |
| 354 965 433,56 | 1er – 15 décembre 2014 | AFF | 0,15 | 0,15 |
| 379 965 433,56 | 16 – 31 décembre 2014 | AFF | 0,15 | 0,15 |
| 381 462 995,31 | 1er – 30 janvier 2015 | AFF | 0,15 | 0,15 |
| 381 462 995,31 | 2 – 27 février 2015 | AFF | 0,00 | 0,00 |
| 381 462 995,31 | 2 – 31 mars 2015 | AFF | 0,00 | 0,00 |
| 381 462 995,31 | 1er – 30 avril 2015 | AFF | 0,00 | 0,00 |
| 381 462 995,31 | 1er – 29 mai 2015 | AFF | 0,00 | 0,00 |
| 381 462 995,31 | 1er – 30 juin 2015 | AFF | 0,00 | 0,00 |
| 381 462 995,31 | 1er – 21 juillet 2015 | AFF | 0,00 | 0,00 |
| 388 962 995,31 | 22 – 31 juillet 2015 | AFF | 0,00 | 0,00 |
| 388 962 995,31 | 3 – 31 août 2015 | AFF | 0,00 | 0,00 |
| 388 962 995,31 | 1er – 30 septembre 2015 | AFF | 0,00 | 0,00 |
| 388 962 995,31 | 1er – 30 octobre 2015 | AFF | 0,00 | 0,00 |
| 364 962 995,31 | 2 – 3 novembre 2015 | AFF | 0,00 | 0,00 |
| 374 962 995,31 | 4 – 30 novembre 2015 | AFF | 0,00 | 0,00 |
| 374 962 995,31 | 1er – 31 décembre 2015 | AFF | 0,00 | 0,00 |
| 12 500 000,00 | 22 – 30 janvier 2015 | CS | 0,05 | 0,15 |
| 12 500 000,00 | 2 – 25 février 2015 | CS | 0,05 | 0,00 |
| 22 500 000,00 | 26 – 27 février 2015 | CS | 0,05 | 0,00 |
| 22 500 000,00 | 2 – 31 mars 2015 | CS | 0,05 | 0,00 |
| 22 500 000,00 | 1er – 30 avril 2015 | CS | 0,05 | 0,00 |
| 32 500 000,00 | 1er – 29 mai 2015 | CS | 0,00 | 0,00 |
| 32 500 000,00 | 1er – 17 juin 2015 | CS | 0,00 | 0,00 |
| 41 500 000,00 | 18 – 30 juin 2015 | CS | 0,00 | 0,00 |
| 41 500 000,00 | 1er – 9 juillet 2015 | CS | 0,00 | 0,00 |
| 47 000 000,00 | 10 – 31 juillet 2015 | CS | 0,00 | 0,00 |
| 47 000 000,00 | 3 – 31 août 2015 | CS | 0,00 | 0,00 |
| 47 000 000,00 | 1er – 30 septembre 2015 | CS | 0,00 | 0,00 |
| 47 000 000,00 | 1er – 30 octobre 2015 | CS | 0,00 | 0,00 |
| 47 000 000,00 | 2 – 30 novembre 2015 | CS | 0,00 | 0,00 |
| 47 000 000,00 | 1er – 31 décembre 2015 | CS | 0,00 | 0,00 |
| 25 000 000,00 | 16 – 30 mai 2014 | SG | 0,86 | 0,50 |
| 25 000 000,00 | 2 – 30 juin 2014 | SG | 0,86 | 0,40 |
| 25 000 000,00 | 1er – 15 juillet 2014 | SG | 0,86 | 0,35 |
| 25 000 000,00 | 16 – 31 juillet 2014 | SG | 0,79 | 0,35 |
| 25 000 000,00 | 1er – 29 août 2014 | SG | 0,79 | 0,30 |
| 32 500 000,00 | 1er – 30 septembre 2014 | SG | 0,55 | 0,25 |
| 32 500 000,00 | 1er – 31 octobre 2014 | SG | 0,55 | 0,30 |
| 32 500 000,00 | 3 – 28 novembre 2014 | SG | 0,59 | 0,30 |
| 32 500 000,00 | 1er – 15 décembre 2014 | SG | 0,59 | 0,15 |
| 20 000 000,00 | 15 – 30 janvier 2015 | SG | 0,82 | 0,15 |
| 20 000 000,00 | 2 – 27 février 2015 | SG | 0,82 | 0,00 |
| 20 000 000,00 | 2 – 16 mars 2015 | SG | 0,82 | 0,00 |

AFF = Administration fédérale des finances

CS = Crédit suisse

SG = Société générale

# États financiers

Pour chacune des deux années de l’exercice biennal 2014‑2015, les états financiers ont été établis conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS).

**Présentation des informations financières en application des normes IPSAS**

Étant donné que les normes IPSAS exigent la préparation d’états financiers annuels, les états financiers de l’OMPI sont préparés individuellement pour chaque année de calendrier de l’exercice biennal. Ces états financiers annuels sont présentés séparément du rapport de gestion financière et, pour voir les informations financières complètes de l’Organisation préparées en application des normes IPSAS, il convient de se référer aux états financiers annuels de l’OMPI.

En application des normes IPSAS, les états financiers comprennent les éléments suivants :

* État I État de la situation financière
* État II État de la performance financière
* État III État des variations des actifs nets
* État IV État des flux de trésorerie
* État V État de comparaison entre les crédits alloués et les dépenses réelles
* Notes relatives aux états financiers

Dans le rapport de gestion financière, les états I à V sont présentés pour l’exercice biennal 2014‑2015. Des informations financières sont fournies pour faire comprendre les différences entre le résultat de l’Organisation sur une base budgétaire et celui de l’Organisation en fonction des états financiers établis selon les normes IPSAS. D’autres extraits des états financiers annuels fournissent également de plus amples détails sur les actifs et les passifs de l’Organisation.

Il convient par ailleurs de noter que des changements ont été apportés à la présentation des chiffres comparatifs au 31 décembre 2013, afin que ces derniers soient conformes à la classification des postes adoptée dans les états financiers 2014 et 2015.

## État I État de la situation financière

**au 31 décembre 2015**

*(en milliers de francs suisses)*



## État II État de la performance financière

**pour l’exercice biennal s’achevant le 31 décembre 2015**

*(en milliers de francs suisses)*



## État III État des variations des actifs nets

**pour l’exercice biennal s’achevant le 31 décembre 2015**

*(en milliers de francs suisses)*



## État IV État des flux de trésorerie

**pour l’exercice biennal s’achevant le 31 décembre 2015**

*(en milliers de francs suisses)*



*1) À l’exclusion des intérêts perçus et des intérêts payés sur les emprunts ainsi que de l’effet des variations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie.*

## ÉTAT V État de comparaison des montants budgétaires et des montants réels – recettes

**pour l’exercice biennal s’achevant le 31 décembre 2015**

*(en milliers de francs suisses)*



*1) représente le budget approuvé pour l’exercice biennal 2014‑2015.*

*2) représente le budget final après virements pour l’exercice biennal 2014‑2015.*

*3) représente l’écart entre le budget final après virements pour l’exercice biennal 2014‑2015 et les recettes réelles sur une base comparable pour l’exercice biennal 2014‑2015.*

## ÉTAT V État de comparaison des montants budgétaires et des montants réels – dépenses

**pour l’exercice biennal s’achevant le 31 décembre 2015**

*(en milliers de francs suisses)*



*1) représente le budget approuvé pour l’exercice biennal 2014‑2015 à hauteur de 674 millions de francs suisses, qui a été approuvé par les assemblées des États membres de l’OMPI le 12 décembre 2013.*

*2) représente le budget final après virements pour l’exercice biennal 2014‑2015.*

*3) représente l’écart entre le budget final après virements pour l’exercice biennal 2014‑2015 et les dépenses réelles sur une base comparable pour l’exercice biennal 2014‑2015.*

## Analyse de l’état de la situation financière

**Évolution des actifs nets (Fonds de réserve et de roulement)**

Au 31 décembre 2015, l’Organisation avait des actifs nets (ou fonds de réserve et de roulement) sur la base des normes IPSAS de 279,1 millions de francs suisses. À la suite des excédents dégagés en 2014 et 2015, les actifs nets étaient supérieurs de 70,3 millions de francs suisses par rapport au solde de 208,8 millions de francs suisses enregistré à la fin de 2013. Le tableau ci‑dessous résume l’augmentation des actifs nets durant l’exercice biennal 2014‑2015 :

**Évolution des actifs nets (Fonds de réserve et de roulement) en 2014‑2015**



La politique de l’OMPI en matière de réserves a été révisée en 2015 et les modifications apportées incluaient la création d’une réserve distincte, dénommée réserve pour projets spéciaux. Cette réserve est désormais présentée séparément dans les états financiers. La réserve pour projets spéciaux contient les crédits alloués aux projets à financer au moyen des réserves, déduction faite des dépenses cumulées. Son solde de 23,7 millions de francs suisses au 31 décembre 2015 représente les montants restant à utiliser pour les projets déjà approuvés.

## Résumé des actifs et des passifs

Le graphique ci‑dessous fournit un résumé de l’état de la situation financière de l’OMPI au 31 décembre 2015. Les actifs totaux de 977 millions de francs suisses sont composés principalement de trésorerie et d’équivalents de trésorerie ainsi que d’actifs fixes. Le total des passifs de 697,9 millions de francs suisses est principalement constitué de montants à payer et d’encaissements par anticipation, de prestations dues au personnel et d’emprunts :

Résumé des actifs et des passifs au 31 décembre 2015



Au 31 décembre 2015, l’Organisation a un solde de trésorerie de 489,5 millions de francs suisses, soit 50,1% des actifs totaux, bien que ce chiffre comprenne des montants considérés comme réservés selon les normes IPSAS. L’Organisation détient d’importants actifs fixes (terrains, bâtiments, immeuble de placement, actifs incorporels et matériel) d’une valeur comptable nette de 417,8 millions de francs suisses. Au nombre des autres actifs que détient l’Organisation pour un montant total de 69,7 millions de francs suisses figurent les comptes débiteurs, les stocks et les paiements anticipés. Le solde le plus important est celui des débiteurs du PCT qui totalise 40,9 millions.

Les montants à payer (comptes de créanciers et montants à payer) et les encaissements par anticipation totalisent 359,8 millions et comprennent surtout des recettes différées pour les taxes du système du PCT de 217,1 millions de francs suisses. Les prestations dues au personnel de 171,5 millions de francs suisses comprennent essentiellement les obligations relatives aux prestations médicales après la cessation de service d’un montant de 137,2 millions de francs suisses, tandis que les emprunts représentent le prêt de la FIPOI, d’un montant de 19,6 millions de francs suisses, et le prêt de la BCG/BCV, d’un montant de 90,4 millions de francs suisses. D’autres obligations d’un montant total de 56,6 millions de francs suisses comprennent un montant de 55,8 millions de francs suisses détenus pour le compte de déposants et de parties contractantes.

Les actifs courants nets (actifs courants moins passifs courants) de l’Organisation représentent 88,4 millions de francs suisses au 31 décembre 2015, soit une forte augmentation de 14,6 millions de francs suisses par rapport au solde à la fin de l’exercice biennal précédent.



**Trésorerie et équivalents de trésorerie**



Le montant total des soldes de trésorerie et équivalents de trésorerie a augmenté de 79,6 millions de francs suisses entre le 31 décembre 2013 et le 31 décembre 2015. L’Organisation conserve ses comptes de dépôt auprès de l’Administration fédérale des finances (AFF). Suite à la mise en œuvre des nouvelles dispositions de l’AFF relatives à l’ouverture et à la tenue de comptes de dépôt, l’OMPI avait été informée qu’à partir de la fin de l’année 2015, elle ne pourrait plus détenir de dépôts sur ces comptes. Toutefois, suite à une demande de l’OMPI, ce délai a été prolongé jusqu’au 15 décembre 2017. Dans le cadre de cette extension, l’OMPI ne peut dépasser le solde de ses dépôts détenus à la fin du mois de septembre 2015. Le taux d’intérêt moyen sur les dépôts détenus auprès de l’AFF était de 0,421% en 2014. En 2015, le taux d’intérêt était de 0,150% en janvier, puis de 0% durant le restant de l’année.

Aux fins de la présentation IPSAS, les soldes de trésorerie sont scindés en soldes non réservés et soldes réservés. Les fonds réservés englobent les comptes courants détenus pour le compte de tiers. L’Organisation offre des facilités aux déposants de demandes selon le PCT, le système de Madrid et le système de La Haye en leur permettant de déposer des fonds qui seront utilisés pour déposer des demandes et des renouvellements futurs, et en permettant à certaines parties contractantes de transférer des fonds qu’elles ont perçus pour le compte de l’Organisation. Les fonds réservés comprennent également les taxes perçues par le Bureau international de l’OMPI agissant en tant qu’office récepteur pour le compte des parties contractantes à l’Arrangement et au Protocole de Madrid, à l’Arrangement de La Haye, et pour le compte des administrations chargées de la recherche internationale selon le PCT. En outre, les dépôts encaissés dans le cadre de procédures en cours relatives à des enregistrements de marques, indépendamment de l’estimation des encaissements par anticipation effectués par l’Organisation, représentent des fonds perçus pour le compte de tiers et sont considérés comme des fonds réservés.

L’Organisation détient des fonds alloués pour le financement à venir des obligations relatives aux prestations dues au personnel après la cessation de service, notamment en matière d’assurance maladie. Depuis 2014, ces fonds ont été détenus sur des comptes bancaires séparés et sont considérés comme des fonds réservés. Le solde de ces fonds détenus sur des comptes distincts était de 88,9 millions de francs suisses au 31 décembre 2015. En 2015, les charges appliquées au coût des postes pour le financement des prestations dues au personnel après la cessation de service ont généré des fonds supplémentaires de 13,2 millions de francs suisses. Ces fonds seront virés sur les comptes bancaires distincts en 2016.

Les comptes spéciaux détenus pour le compte de donateurs de contributions volontaires sont considérés comme des fonds réservés et déposés dans la monnaie dans laquelle les dépenses seront comptabilisées, sur la base d’accords conclus avec les donateurs.

**Immobilisations corporelles**



L’Organisation comptabilise les achats de matériel comme des actifs s’ils ont un coût total supérieur au seuil établi de 5000 francs suisses.

L’immeuble de l’Union de Madrid, qui est classé suivant les normes IPSAS dans la catégorie des immeubles de placement, est évalué à sa juste valeur de 6,2 millions de francs suisses au 31 décembre 2015. Le bâtiment a été réévalué en 2015, et sa valeur a ainsi augmenté de 1,4 million de francs suisses.

Les droits de superficie ont une valeur comptable nette de 25,6 millions de francs suisses au 31 décembre 2015. Ils continuent de diminuer de 0,4 million de francs suisses par an car ils sont amortis sur une période de 78 ans. L’Organisation a comptabilisé dans les états financiers le logiciel acheté à l’extérieur et élaboré en interne pour une valeur comptable nette totale de 3,4 millions de francs suisses au 31 décembre 2015.

La valeur des terrains et des bâtiments a augmenté durant l’exercice biennal pour s’élever à 380,5 millions de francs suisses au 31 décembre 2015. En 2014 et 2015, l’Organisation a comptabilisé les coûts concernant la construction de la nouvelle salle de conférence et les installations de sécurité, et également les coûts liés aux améliorations apportées aux bâtiments occupés. La nouvelle salle de conférence a été mise en service en 2014 et les installations de sécurité (y compris le nouveau centre d’accès, le centre des opérations de sécurité et le périmètre de sécurité) ont été achevées en 2015. Ces augmentations de la valeur des bâtiments et des installations ont été partiellement compensées par une dépréciation de 16,1 millions de francs suisses durant l’exercice biennal.

**Autres actifs**



Les autres actifs correspondent principalement aux débiteurs du PCT, avec un solde de 40,9 millions de francs suisses au 31 décembre 2015. Cela représente les demandes PCT qui ont été déposées auprès d’offices récepteurs et éventuellement reçues par l’OMPI, mais pour lesquelles un paiement correspondant d’émolument n’a pas encore été reçu par l’Organisation. Les autres créances et encaissements par anticipation au 31 décembre 2015 comprennent principalement les soldes relatifs aux taxes remboursables des États‑Unis d’Amérique d’un montant de 6,3 millions de francs suisses. Les avances sont principalement des avances accordées au personnel au titre d’allocations pour frais d’études d’un montant de 4,9 millions de francs suisses.

Les stocks comprennent principalement les publications et les fournitures papier qui représentent au total 1,5 million de francs suisses au 31 décembre 2015. Les autres actifs non courants à hauteur de 8,9 millions de francs suisses au 31 décembre 2015 représentent les montants avancés par l’OMPI à la Fondation du Centre International de Genève (FCIG) concernant la construction d’un bâtiment rue des Morillons à Genève (Suisse). L’OMPI a conclu un contrat pour louer le bâtiment à la FCIG et, dans les états financiers, une partie du montant avancé à la FCIG est traitée comme une avance sur location. Le reliquat du solde représente le prêt accordé par l’OMPI à la FCIG et est mesuré au coût amorti (8,3 millions de francs suisses au 31 décembre 2015).

**Montants à payer et encaissements par anticipation**



Les montants à payer représentent les taxes perçues par l’Organisation pour le compte des parties contractantes à l’Arrangement et au Protocole de Madrid et des parties contractantes au règlement d’exécution commun de l’Arrangement de La Haye. Le Bureau international de l’Organisation, agissant en qualité d’office récepteur du PCT, perçoit des fonds auprès des déposants pour couvrir les sommes à verser aux administrations chargées de la recherche internationale. En outre, l’Organisation perçoit des taxes à verser directement aux médiateurs, aux arbitres ou aux panélistes pour les cas traités par le Centre d’arbitrage et de médiation. L’Organisation détient temporairement ces fonds fiduciaires jusqu’à leur transfert au bénéficiaire final conformément aux différents traités administrés par l’Organisation.

Les encaissements par anticipation concernent principalement les recettes différées du système du PCT avec un solde de 217,1 millions de francs suisses au 31 décembre 2015. À ce jour, on estime à environ 155 534 le nombre de demandes déposées attendant d’être publiées. Les produits provenant du traitement de demandes de l’étranger (selon le PCT, le système de Madrid et le système de La Haye) sont comptabilisés lorsque les demandes individuelles sont publiées. Les produits provenant des taxes additionnelles par feuille relatives aux demandes déposées selon le PCT sont différés jusqu’à ce que la demande concernée soit publiée. En outre, la partie des taxes pour les demandes selon le PCT qui couvre le coût de traduction des rapports de brevetabilité non déposés en langue anglaise est différée jusqu’à ce que la traduction soit terminée.

**Prestations au personnel**



Comme le montre le tableau ci‑dessus, l’obligation de loin la plus importante des prestations au personnel pour l’Organisation est celle de l’assurance maladie après la cessation de service – AMCS), qui représente 80% de l’obligation totale au 31 décembre 2015. L’obligation AMCS a augmenté de 17,7 millions de francs suisses pendant l’exercice biennal 2014‑2015, situation décrite en détail dans le tableau ci‑dessous :



L’obligation, qui est calculée par un actuaire indépendant, traduit le futur coût total de la part des primes d’assurance maladie collectives de l’OMPI aussi bien pour les retraités de l’OMPI que pour le nombre projeté de fonctionnaires en poste de l’OMPI qui prendront leur retraite à l’avenir. Le coût des services rendus au cours de la période figurant dans le tableau ci‑dessus est l’impact net résultant des services rendus par le personnel au cours de l’exercice biennal. Le coût des intérêts est la conséquence du fait que chaque fonctionnaire en activité se rapproche de l’âge auquel il peut prétendre aux prestations au titre de l’assurance maladie après la cessation de service. Les prestations versées durant l’exercice biennal par l’Organisation sont les cotisations mensuelles (actuellement 65% des primes) que l’Organisation verse aux retraités participant à l’assurance maladie après la cessation de service.

**Emprunts**



L’Organisation a emprunté des fonds (50,8 millions de francs suisses et 8,41 millions de francs suisses approuvés en 1977 et en 1987 respectivement) auprès de la Fondation des immeubles pour les organisations internationales (FIPOI) pour construire ses bâtiments de siège à Genève (Suisse). Ces prêts étaient à l’origine soumis à intérêts mais, en 1996, le Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse a accepté de renoncer à tout nouveau paiement d’intérêts et actuellement les prêts ne donnent lieu qu’au remboursement du principal.

En février 2008, l’Organisation a conclu un contrat avec la Banque Cantonale de Genève et la Banque Cantonale Vaudoise pour un emprunt de 114 millions de francs suisses plus un montant supplémentaire éventuel de 16 millions de francs suisses destiné à financer une partie du coût de la construction du nouveau bâtiment disponible pour utilisation à compter du 28 février 2011. Le montant supplémentaire de 16 millions de francs suisses a été utilisé le 27 janvier 2011. Le taux d’intérêt a été fixé au swap de taux LIBOR du franc suisse pour une durée maximale de 15 ans, plus une marge de 0,30 à 0,70% selon la durée choisie par l’Organisation. Les paiements des intérêts durant l’exercice biennal 2014‑2015 se sont montés à 6,1 millions de francs suisses, avec un taux d’intérêt moyen pondéré de 2,6% au cours de la période visée. Outre le paiement de l’intérêt, le contrat prévoit un remboursement annuel du principal équivalent à 3% du montant total emprunté à compter du 28 février 2012, pour l’emprunt initial de 114,0 millions de francs suisses et le montant supplémentaire de 16 millions de francs suisses. En novembre 2015, l’Organisation a procédé au premier de ses versements forfaitaires échelonnés pour le remboursement du prêt, pour un montant de 24 millions de francs suisses. Un deuxième remboursement forfaitaire de 16 millions de francs suisses a été effectué en janvier 2016.

**Autres passifs**



Dans le cadre de ses activités courantes, l’Organisation peut être partie à des procédures judiciaires. Une provision pour frais d’avocat est constituée pour certaines obligations juridiques lorsqu’il est jugé probable qu’un règlement ultérieur sera nécessaire. Le montant de la provision a été estimé aussi précisément que possible en fonction des informations disponibles. Au 31 décembre 2015, la provision pour frais d’avocat s’élève à 0,8 million de francs suisses.

L’Organisation offre des facilités aux déposants de demandes selon le PCT, le système de Madrid et le système de La Haye en leur permettant de déposer des fonds sur des “comptes courants” pour lesquels l’Organisation joue le rôle de dépositaire dans l’attente de l’utilisation des fonds pour couvrir les taxes requises pour déposer des demandes individuelles et des renouvellements. Ces fonds sont détenus jusqu’au dépôt des demandes spécifiques. À la réception de la demande, la somme nécessaire est déduite du solde du compte courant et les fonds sont considérés comme des dépôts jusqu’à l’enregistrement de la demande.

En outre, l’Organisation gère des comptes bancaires en son propre nom afin de permettre à certaines parties contractantes de transférer des fonds qu’elles ont perçus pour le compte de l’Organisation. En attendant que la partie contractante informe l’OMPI que les fonds détenus sur ces comptes représentent des produits appartenant à l’Organisation, le solde inscrit sur les comptes n’est pas comptabilisé dans les recettes.

**Situation financière par secteur**

L’information sectorielle de l’OMPI est présentée dans un format qui représente les diverses unions en tant que segments composant l’Organisation. Un segment distinct a été créé pour les comptes spéciaux, qui représentent les contributions volontaires administrées par l’OMPI pour le compte de donateurs individuels pour mettre en œuvre des programmes liés à la mission de l’OMPI.

Conformément aux normes IPSAS, l’OMPI est tenue de divulguer ses actifs et passifs sectoriels pour chacun des secteurs dont se compose l’Organisation. Les actifs et les passifs de l’OMPI, autres que les réserves et le fonds de roulement représentant l’actif net, sont la propriété ou sont sous la responsabilité de l’Organisation entière et non pas des actifs ou des passifs des unions ou des segments. Les actifs et les passifs servent généralement à financer un large éventail d’activités de prestation de services dans plusieurs unions (segments). La seule exception est l’immeuble de placement à Meyrin, détenu par l’Union de Madrid. Par conséquent, les actifs et les passifs individuels ne sont pas pris en considération dans la communication des informations concernant les unions ou les segments individuels. Seuls les actifs nets, y compris les réserves et le fonds de roulement, sont représentés par un segment individuel :



## Analyse de l’état de la performance financière

**Rapprochement du résultat budgétaire et du résultat IPSAS 2014‑2015**

Le résultat budgétaire pour l’exercice biennal 2014‑2015 a été un excédent de 133,1 millions de francs suisses contre un excédent de 70,3 millions selon les états financiers aux normes IPSAS. Le graphique ci‑dessous résume les principales différences entre les deux résultats :

Passage du résultat budgétaire au résultat IPSAS pour 2014‑2015



*Différences relatives à l’entité*

Tels qu’ils sont établis en conformité avec les normes IPSAS, les états financiers de l’OMPI couvrent tous les domaines et activités de l’Organisation. L’inclusion des résultats avant les ajustements IPSAS pour les comptes spéciaux (déficit de 0,1 million de francs suisses) et les projets financés sur les réserves (déficit de 40,3 millions de francs suisses) représentent les “différences relatives à l’entité” entre le résultat budgétaire et l’excédent au titre des états financiers.

*Différences sur une base comptable*

L’application d’une comptabilité d’exercice intégrale conformément aux normes IPSAS conduit à plusieurs “différences sur une base comptable” qui ont des conséquences pour le résultat de l’exercice biennal. L’impact net des ajustements IPSAS est un déficit de 22,4 millions de francs suisses :

* En vertu des normes IPSAS, les recettes provenant des contributions volontaires au titre des comptes spéciaux sont comptabilisées au fur et à mesure que les conditions figurant dans les accords conclus avec les donateurs sont remplies et que les dépenses sont encourues conformément au programme de travail. L’ajustement consécutif se solde par une augmentation du résultat pour l’exercice biennal de 0,1 million de francs suisses.
* Dans l’application des normes IPSAS, les recettes provenant des taxes sont différées jusqu’à ce qu’elles soient jugées avoir été gagnées, ce qui, dans le cas des demandes internationales, est la date de la publication finale. Pour les demandes selon le PCT, une créance est également comptabilisée lorsqu’une demande a été déposée sans qu’aucune taxe n’ait été perçue par l’Organisation. Par ailleurs, l’OMPI comptabilise également les recettes différées pour ce qui est du financement de constructions sécuritaires par la Fondation des immeubles pour les organisations internationales (FIPOI). L’impact net total de ces ajustements est une réduction des recettes de 44,2 millions de francs suisses et ce en raison principalement d’une augmentation du solde des recettes différées provenant des taxes (PCT, système de Madrid et système de La Haye), qui est passé de 198,5 millions de francs suisses au 31 décembre 2013 à 219,2 millions au 31 décembre 2015. Durant la même période, le montant des créances provenant des taxes PCT est passé de 62,4 millions de francs suisses à 40,9 millions.
* Le résultat pour l’exercice biennal sur la base des normes IPSAS inclut la charge d’amortissement des bâtiments et du matériel ainsi que celle des actifs incorporels, le coût de ces immobilisations étant réparti sur leur durée de vie utile. Le coût total de l’amortissement pour l’exercice biennal a été de 20,1 millions de francs suisses.
* Les normes IPSAS exigent que les prestations au personnel qui n’ont pas encore été payées soient comptabilisées sous la forme d’obligations de l’Organisation. Les ajustements IPSAS alignent le montant total du passif comptabilisé dans les états financiers sur les calculs de ce passif effectués conformément aux normes IPSAS, y compris ceux qui sont effectués par des actuaires externes. Les prestations au personnel comptabilisées sous la forme d’obligations au titre des normes IPSAS (assurance maladie après la cessation de service, prime de rapatriement et voyage, somme cumulée des congés, des congés dans les foyers, des heures supplémentaires et caisse de retraite fermée) ont augmenté de 20,5 millions de francs suisses au cours de l’exercice biennal. Dans le cadre du programme et budget, une charge budgétaire de 6% est appliquée au coût de postes pour le financement de la provision au titre des prestations en matière d’assurance maladie après la cessation de service. Au cours de l’exercice biennal, cette charge a généré une provision de 13,5 millions de francs suisses, après déductions des prestations versées au personnel après la cessation de service au cours de la période (principalement la contribution de l’Organisation aux primes d’assurance maladie des retraités). À la fin de 2015, une nouvelle charge de 2% a été appliquée au coût de postes pour l’exercice biennal, générant une provision supplémentaire de 7,1 millions de francs suisses. En conséquence, l’ajustement IPSAS nécessaire pour faire concorder les prestations au personnel comptabilisées sous la forme d’obligations avec les calculs IPSAS s’élevait à 0,1 million de francs suisses, induisant une baisse correspondante des dépenses.
* En vertu des normes IPSAS, les coûts liés à la construction comme à l’amélioration de bâtiments sont comptabilisés. Cela réduit les dépenses de l’exercice biennal 2014‑2015 de 36,5 millions de francs suisses. De même, l’acquisition de certains matériels et logiciels est elle aussi comptabilisée, ce qui réduit encore les dépenses de l’exercice biennal de 3,6 millions de francs suisses
* Les autres ajustements IPSAS concernent l’augmentation de la juste valeur de l’immeuble de placement (générant une recette de 1,4 million de francs suisses), une diminution de la provision pour créances relatives aux contributions statutaires (générant une recette de 0,7 million de francs suisses) et une diminution des stocks (induisant une dépense de 0,5 million de francs suisses). L’impact net de ces ajustements est une augmentation du résultat pour l’exercice biennal de 1,6 million de francs suisses.

**Recettes**

Le graphique ci‑dessous fournit sur la base des normes IPSAS une analyse des recettes pour l’exercice biennal 2014‑2015 :

Composition des recettes en 2014‑2015 sur la base des normes IPSAS



Les ajustements relatifs à l’application des normes IPSAS qui sont apportés aux recettes ont essentiellement une incidence sur les taxes du système PCT en raison de la fluctuation des recettes différées et des soldes débiteurs.

Détail des recettes en 2014‑2015 sur la base des normes IPSAS



**Dépenses**

Le graphique ci‑dessous fournit sur la base des normes IPSAS une analyse des dépenses pour l’exercice biennal 2014‑2015 :

Composition des dépenses en 2014‑2015 sur la base des normes IPSAS



Les ajustements relatifs à l’application des normes IPSAS qui sont apportés aux dépenses sont principalement la comptabilisation des dépenses de construction (à noter que cela a une incidence sur plusieurs catégories de dépenses dont les travaux de construction, les dépenses de fonctionnement, les dépenses de personnel et les services contractuels) et la charge de dépréciation et d’amortissement.

Détail des dépenses en 2014‑2015 sur la base des normes IPSAS



**Résultats financiers par segment**

Conformément aux normes IPSAS, l’OMPI est tenue de divulguer ses recettes et ses dépenses sectorielles pour chacun des secteurs dont se compose l’Organisation. La plupart des recettes sont comptabilisées par union dans les comptes de l’OMPI. Les recettes provenant des intérêts perçus ont été réparties entre les unions sur la base des réserves de liquidités totales et les recettes courantes au cours de l’exercice biennal. Les dépenses sont comptabilisées selon le programme puis réattribuées aux diverses unions sur la base d’une méthode acceptée par l’Assemblée générale de l’OMPI dans le cadre de l’adoption du programme et budget de l’OMPI pour l’exercice biennal 2014‑2015. Les recettes et les dépenses liées aux comptes spéciaux sont comptabilisées séparément dans le système de comptabilité financière.

Les seuls frais intersegments représentent les coûts d’appui aux programmes encourus par les unions à l’appui des comptes spéciaux. Les coûts d’appui aux programmes sont imputés aux comptes spéciaux sur la base d’un pourcentage des dépenses directes totales spécifiées dans l’accord avec le donateur qui verse la contribution volontaire.



## État de la position financière par source de financement

**au 31 décembre 2015**

*(en milliers de francs suisses*)



## État de la performance financière par source de financement

**au 31 décembre 2015**

*(en milliers de francs suisses)*



# CONTRIBUTIONS ET FONDS DE ROULEMENT

## Tableau 10 et tableau 10*bis* Contributions selon le système de contribution unique

*Base de calcul des contributions*

La contribution de chaque État membre est calculée sur la base des décisions prises en 2003 par la Conférence de l’OMPI et les assemblées compétentes de certaines unions administrées par l’OMPI concernant le système de contribution unique (voir les paragraphes 166 et 167 du document A/39/15).

*Calcul des contributions*

Les montants des contributions, pour l’exercice biennal 2014‑2015, ont été approuvés le 12 décembre 2013 par les assemblées des États membres de l’OMPI et des unions administrées par l’OMPI (voir le paragraphe 21 du document A/52/6).

*Table 10 Répartition du montant total des contributions entre les différentes classes pour 2014*



|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Classe** | **États (au 1er janvier 2014)** | |
|  |  | |
| I | États membres d’unions : | Allemagne, États‑Unis d’Amérique, France, Japon, Royaume‑Uni |
| III | États membres d’unions : | Australie, Belgique, Italie, Pays‑Bas, Suède, Suisse |
| IV | États membres d’unions : | Canada, Danemark, Espagne, Fédération de Russie, Finlande, Irlande, Norvège |
| IV*bis* | États membres d’unions : | Afrique du Sud, Autriche, Chine, Mexique, Portugal, République de Corée |
| VI | États membres d’unions : | Grèce, Hongrie, Nouvelle‑Zélande, Pologne, République tchèque, Slovaquie |
| VI*bis* | États membres d’unions : | Argentine, Brésil, Bulgarie, Inde, Israël, Roumanie, Turquie |
| VII | États membres d’unions : | Arabie saoudite, Indonésie, Iran (République islamique d’), Luxembourg, Monaco, Slovénie |
| VIII | États membres d’unions : | Croatie, ex‑République yougoslave de Macédoine, Islande, Liechtenstein, Malaisie, Serbie |
| IX | États membres d’unions : | Albanie, Algérie, Andorre, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Chili, Colombie, Égypte, Émirats arabes unis, Estonie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Lettonie, Libye, Lituanie, Monténégro, Oman, Ouzbékistan, Pérou, Philippines, Qatar, République de Moldova, Saint‑Marin, Saint‑Siège, Singapour, Tadjikistan, Thaïlande, Turkménistan, Ukraine, Venezuela (République bolivarienne du) |
|  | États non membres d’unions : | Koweït |
| S | États membres d’unions : | Bahreïn, Brunéi Darussalam, Chypre, Costa Rica, Cuba, Équateur, Gabon, Guatemala, Iraq, Jordanie, Lanka, Liban, Maroc, Nigéria, Pakistan, Panama, République arabe syrienne, République dominicaine, Trinité‑et‑Tobago, Tunisie, Uruguay, Viet Nam |
| S*bis* | États membres d’unions : | Antigua‑et‑Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie (État plurinational de), Bosnie‑Herzégovine, Botswana, Cabo Verde, Cameroun, Congo, Côte d’Ivoire, Dominique, El Salvador, Fidji, Ghana, Grenade, Guyana, Honduras, Jamaïque, Kenya, Malte, Maurice, Micronésie (États fédérés de), Mongolie, Namibie, Nicaragua, Papouasie‑Nouvelle‑Guinée, Paraguay, République populaire démocratique de Corée, Sainte‑Lucie, Saint‑Kitts‑et‑Nevis, Saint‑Vincent‑et‑les Grenadines, Seychelles, Suriname, Swaziland, Tonga, Zimbabwe |
|  | États non membres d’unions : | Maldives |
| S*ter* | États membres d’unions : | Angola, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Comores, Djibouti, Gambie, Guinée, Guinée équatoriale, Guinée‑Bissau, Haïti, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Népal, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République‑Unie de Tanzanie, Rwanda, Samoa, Sao Tomé‑et‑Principe, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Tchad, Togo, Vanuatu, Yémen, Zambie |
|  | États non membres d’unions : | Afghanistan, Érythrée, Éthiopie, Kiribati, Myanmar, Somalie |

*Table 10*bis *Répartition du montant total des contributions entre les différentes classes pour 2015*



|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Classe** | **États (au 1er janvier 2015)** | |
|  |  | |
| I | États membres d’unions : | Allemagne, États‑Unis d’Amérique, France, Japon, Royaume‑Uni |
| III | États membres d’unions : | Australie, Italie, Pays‑Bas, Suède, Suisse |
| IV | États membres d’unions : | Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Fédération de Russie, Finlande, Irlande, Norvège |
| IV*bis* | États membres d’unions : | Afrique du Sud, Autriche, Chine, Mexique, Portugal, République de Corée |
| VI | États membres d’unions : | Grèce, Hongrie, Nouvelle‑Zélande, Pologne, République tchèque, Slovaquie |
| VI*bis* | États membres d’unions : | Argentine, Brésil, Bulgarie, Inde, Israël, Roumanie, Turquie |
| VII | États membres d’unions : | Arabie saoudite, Indonésie, Iran (République islamique d’), Luxembourg, Monaco, Slovénie |
| VIII | États membres d’unions : | Croatie, ex‑République yougoslave de Macédoine, Islande, Liechtenstein, Malaisie, Serbie |
| IX | États membres d’unions : | Albanie, Algérie, Andorre, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Chili, Colombie, Égypte, Émirats arabes unis, Estonie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Koweït, Lettonie, Libye, Lituanie, Monténégro, Oman, Ouzbékistan, Pérou, Philippines, Qatar, République de Moldova, Saint‑Marin, Saint‑Siège, Singapour, Tadjikistan, Thaïlande, Turkménistan, Ukraine, Venezuela (République bolivarienne du) |
| S | États membres d’unions : | Bahreïn, Brunéi Darussalam, Chypre, Costa Rica, Cuba, Équateur, Gabon, Guatemala, Iraq, Jordanie, Liban, Maroc, Nigéria, Pakistan, Panama, République arabe syrienne, République dominicaine, Sri Lanka, Trinité‑et‑Tobago, Tunisie, Uruguay, Viet Nam |
| S*bis* | États membres d’unions : | Antigua‑et‑Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie (État plurinational de), Bosnie‑Herzégovine, Botswana, Cabo Verde, Cameroun, Congo, Côte d’Ivoire, Dominique, El Salvador, Fidji, Ghana, Grenade, Guyana, Honduras, Jamaïque, Kenya, Malte, Maurice, Micronésie (États fédérés de), Mongolie, Namibie, Nicaragua, Papouasie‑Nouvelle‑Guinée, Paraguay, République populaire démocratique de Corée, Sainte‑Lucie, Saint‑Kitts‑et‑Nevis, Saint‑Vincent‑et‑les Grenadines, Samoa, Seychelles, Suriname, Swaziland, Tonga, Zimbabwe |
|  | États non membres d’unions : | Maldives |
| S*ter* | États membres d’unions : | Angola, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Comores, Djibouti, Gambie, Guinée, Guinée équatoriale, Guinée‑Bissau, Haïti, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Népal, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République‑Unie de Tanzanie, Rwanda, Sao Tomé‑et‑Principe, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Tchad, Togo, Vanuatu, Yémen, Zambie |
|  | États non membres d’unions : | Afghanistan, Érythrée, Éthiopie, Kiribati, Myanmar, Somalie, Tuvalu |

**Contributions à recouvrer au 31 décembre 2015 et arriérés des contributions des pays les moins avancés (PMA) détenteurs d’un compte spécial (gelé)**

| **État** | **Contribution unique/ Union/OMPI\*\*** | **Pas d’arriérés/années d’arriérés** | | **Montant total des arriérés (en francs suisses)** | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Afghanistan | Unique | 14+15 | |  | 2 848 |
| Afrique du Sud |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Albanie |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Algérie |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Allemagne |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Andorre |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Angola |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Antigua‑et‑Barbuda |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Arabie saoudite |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Argentine | Unique | 15\* | |  | 32 559 |
| Arménie |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Australie |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Autriche |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Azerbaïdjan |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Bahamas |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Bahreïn |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Bangladesh |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Barbade |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Bélarus |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Belgique |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Belize |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Bénin |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Bhoutan |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Bolivie (État plurinational de) | Unique | 08+09+10+11+12+13+14+15 | |  | 22 792 |
| Bosnie‑Herzégovine |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Botswana |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Brésil | Unique | 15\* | |  | 91 158 |
| Brunéi Darussalam |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Bulgarie |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Burkina Faso | Paris gelé  Berne gelé | 78+79+80+81+82+83+84+85+86+87 +88+89  77\*+78+79+80+81+82+83+84+85+86+87+88+89 | | 214 738  133 328 | 348 066 |
| Burundi | Unique  Paris  Paris gelé | 94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09+10+11+12+13+14+15  90+91+92+93  78+79+80+81+82+83+84+85+86+87+88 +89 | | 33 179  13 276  214 738 | 261 193 |
| Cabo Verde | Unique | 15\* | |  | 2 287 |
| Cambodge |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Cameroun |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Canada |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Chili |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Chine |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Chypre |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Colombie |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Comores | Unique | 06+07+08+09+10+11+12+13+14+15 | |  | 14 240 |
| Congo |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Costa Rica |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Côte d’Ivoire |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Croatie |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Cuba |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Danemark |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Djibouti | Unique | 12+13+14+15 | |  | 5 696 |
| Dominique | Unique | 10+11+12+13+14+15 | |  | 17 094 |
| Égypte |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| El Salvador |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Émirats arabes unis |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Équateur |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Érythrée |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Espagne |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Estonie |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| États‑Unis d’Amérique | Unique | 15\* | |  | 740 658 |
| Éthiopie |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Ex‑République yougoslave de Macédoine |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Fédération de Russie | Unique | 15\* | |  | 16 095 |
| Fidji |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Finlande |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| France |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Gabon |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Gambie | Unique  OMPI gelé | 14+15  83+84+85+86+87+88+89 | | 2 848  55 250 | 58 098 |
| Géorgie |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Ghana |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Grèce |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Grenade | Unique | 10+11+12+13+14+15 | |  | 17 094 |
| Guatemala | Unique | 15\* | |  | 2 030 |
| Guinée | Unique  Paris  Paris gelé  Berne  Berne gelé | 94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09+10+11+12+13+14+15  90+91+92+93  83+84+85+86+87+88+89  90+91+92+93  83\*+84+85+86+87+88+89 | | 33 179  13 276  148 779  7 460  81 293 | 283 987 |
| Guinée équatoriale | Unique | 12+13+14+15 | |  | 5 696 |
| Guinée‑Bissau | Unique  Paris  Paris gelé  Berne | 94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09+10+11+12+13+14+15  90+91+92+93  89  92+93 | | 33 179  13 276  23 213  3 858 | 73 526 |
| Guyana |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Haïti |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Honduras | Unique | 15\* | |  | 331 |
| Hongrie |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Inde |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Indonésie |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Iran (République islamique d’) |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Iraq | Unique | 15 | |  | 5 697 |
| Irlande |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Islande |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Israël |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Italie |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Jamaïque |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Japon |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Jordanie |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Kazakhstan |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Kenya |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Kirghizistan |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Kiribati |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Koweït |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Lesotho |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Lettonie |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Liban[[2]](#footnote-3)1 | Unique  Paris  Berne  Nice | 94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+13+14+15  91\*+92+93  91+92+93  91+92+93 | | 57 824  20 499  51 102  3 206 | 132 631 |
| Libéria |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Libye | Unique | 13\*+14+15 | |  | 29 790 |
| Liechtenstein |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Lituanie |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Luxembourg |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Madagascar |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Malaisie |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Malawi | Unique | 15 | |  | 1 424 |
| Maldives |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Mali | Unique  Paris gelé  Berne gelé | 15\*  84+85+86+87+88+89  76\*+77+78+79+80+81+82+83+84+85+86 +87+88+89 | | 880  132 377  163 926 | 297 183 |
| Malte |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Maroc |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Maurice |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Mauritanie | Unique  Paris  Paris gelé  Berne  Berne gelé | 94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09+10+11+12+13+14+15  90+91+92+93  77\*+78+79+80+81+82+83+84+85+86+87+88+89  90+91+92+93  74+75+76+77+78+79+80+81+82+83+84+85+86+87+ 88+89 | | 33 179  13 276  219 120  7 460  150 618 | 423 653 |
| Mexique |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Micronésie (États fédérés de) | Unique | 05\*+06+07+08+09+10+11+12+13+14+15 | |  | 28 743 |
| Monaco |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Mongolie |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Monténégro |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Mozambique |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Myanmar |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Namibie |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Népal |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Nicaragua |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Niger | Unique  Paris  Paris gelé  Berne  Berne gelé | 94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09+10+11+12+13+14+15  91+92+93  81+82+83+84+85+86+87+88+89  90\*+91+92+93  80\*+81+82+83+84+85+86+87+88+89 | | 33 179  10 120  179 097  7 165  109 915 | 339 476 |
| Nigéria | Unique  Paris | 94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09+10+11+12+13+14+15  92\*+93 | | 330 280  160 629 | 490 909 |
| Norvège |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Nouvelle‑Zélande |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Oman |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Ouganda | Unique  Paris gelé | 15  83\*+84 +85+86+87+88+89 | | 1 424  140 372 | 141 796 |
| Ouzbékistan |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Pakistan |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Panama | Unique | 15\* | |  | 464 |
| Papouasie‑Nouvelle‑Guinée |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Paraguay |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Pays‑Bas |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Pérou |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Philippines |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Pologne |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Portugal |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Qatar |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| République arabe syrienne |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| République centrafricaine | Unique  Paris  Paris gelé  Berne  Berne gelé | 94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09+10+11+12+13+14+15  90+91+92+93  76\*+77+78+79+80+81+82+83+84+85+86 +87 +88+89  90+91+92+93  80\*+81+82+83+84+85+86+87+88+89 | | 33 179  13 276  273 509  7 460  114 858 | 442 282 |
| République de Corée |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| République de Moldova |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| République démocratique du Congo | Unique  Paris  Paris gelé  Berne  Berne gelé | 94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09+10+11+12+13+14+15  90+91+92+93  81\*+82+83+84+85+86+87+88+89  90+91+92+93  81\*+82+83+84+85+86+87+88+89 | | 33 179  159 959  500 200  90 326  301 015 | 1 084 679 |
| République démocratique populaire lao |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| République dominicaine | Unique  Paris | 94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09+10+11+12+13+14+15  71\*+72+73+74+75+76+77+78+79+80+81+82+83+84+85+86 +87+88+89+90+91+92+93 | | 109 793  926 252 | 1 036 045 |
| République populaire démocratique de Corée |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| République tchèque |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| République‑Unie de Tanzanie | Paris gelé | 87\*+88+89 | |  | 59 941 |
| Roumanie |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Royaume‑Uni |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Rwanda |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Sainte‑Lucie |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Saint‑Kitts‑et‑Nevis |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Saint‑Marin |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Saint‑Siège |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Saint‑Vincent‑et‑les Grenadines | Unique | 15 | |  | 2 849 |
| Samoa |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Sao Tomé‑et‑Principe |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Sénégal |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Serbie | Paris  Berne  Nice  Locarno | 93\*  91+92+93  93  93 | | 79 996  135 984  6 447  2 247 | 224 674 |
| Seychelles |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Sierra Leone |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Singapour |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Slovaquie |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Slovénie |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Somalie | Unique  OMPI  OMPI gelé | 94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09+10+11+12+13+14+15  90+91+92+93  83+84+85+86+87+88+89 | | 33 179  4 452  55 250 | 92 881 |
| Soudan |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Sri Lanka |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Suède |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Suisse |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Suriname |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Swaziland |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Tadjikistan |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Tchad | Unique  Paris  Paris gelé  Berne  Berne gelé | 94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09+10+11+12+13+14+15  90+91+92+93  71+72+73+74+75+76+77+78+79+80+81 +82+83+84+85+86+87+88+89  90+91+92+93  72+73+74+75+76+77+78+79+80+81+82 +83+84+85+86+87+88+89 | | 33 179  13 276  250 957  7 460  156 387 | 461 259 |
| Thaïlande |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Togo | Unique  Paris gelé  Berne gelé | 02\*+03+04+05+06+07+08+09+10+11+12+13+14+15  84+85+86+87+88+89  83\*+84+85+86+87+88+89 | | 19 352  132 377  87 785 | 239 514 |
| Tonga |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Trinité‑et‑Tobago |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Tunisie |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Turkménistan |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Turquie |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Tuvalu | Unique | 15 | |  | 1 424 |
| Ukraine |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Uruguay |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Vanuatu |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Venezuela (République bolivarienne du) | Unique | 13\*+14+15 | |  | 24 145 |
| Viet Nam |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Yémen | Unique  OMPI gelé | 14+15  87\*+88+89 | | 2 848  19 142 | 21 990 |
| Zambie |  | Pas d’arriérés | |  |  |
| Zimbabwe | Unique | 14\*+15 | |  | 3 353 |
| Total incluant : | |  | |  |  |
| contributions à recouvrer |  |  | |  | 3 664 065 |
| arriérés de contributions des pays les moins avancés (PMA) détenteurs d’un compte spécial (gelé) | | | |  | 3 918 185 |
|  |  | | TOTAL |  | 7 582 250 |

\* Paiement partiel

\*\* Les montants des contributions étaient dus jusqu’en 1993 conformément aux décisions des unions de Paris, de Berne, de l’IPC, de Nice, de Locarno et de Vienne, et depuis 1994 selon le système de contribution unique. Conformément aux décisions prises par les Assemblées des unions de Paris et de Berne et par la Conférence de l’OMPI à leurs sessions de 1991, les montants des arriérés de contributions de tous les pays les moins avancés (PMA) pour les années antérieures à 1990 sont placés sur un compte spécial, dont le montant a été gelé jusqu’au 31 décembre 1989. Ces montants sont désignés respectivement par les expressions “Paris gelé”, “Berne gelé” et “OMPI gelé”.

**Total des contributions à recouvrer**

(à l’exception des arriérés de contributions des pays les moins avancés (PMA) détenteurs d’un compte spécial (gelé))



**Contributions à recouvrer des pays les moins avancés (PMA) détenteurs d’un compte spécial (gelé)**



## Tableau 11 Contributions reçues d’avance



## Tableau 12 Fonds de roulement au 31 décembre 2015

| État | | Union | Montant total facturé (en francs suisses) | Montant dû le cas échéant (en francs suisses) |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Afrique du Sud | | Paris  Berne | 75 110  29 148 |  |
| Algérie | | Paris  Nice  Madrid | 22 533  1 412  25 400 |  |
| Allemagne | | Paris  Berne  IPC  Nice  Locarno  PCT  Madrid  La Haye | 300 426  102 019  105 871  18 822  2 045  222 900  339 000  75 363 |  |
| Argentine | | Paris  Berne | 66 895  29 148 |  |
| Australie | | Paris  Berne  IPC  Nice  PCT | 112 661  43 722  43 463  7 058  91 000 |  |
| Autriche | | Paris  Berne  IPC  Nice  PCT  Madrid | 75 110  8 744  28 977  4 707  19 250  84 800 |  |
| Bahamas | | Paris  Berne | 7 508  2 915 |  |
| Barbade | | Paris | 1 882 |  |
| Belgique | | Paris  Berne  IPC  Nice  PCT  Madrid  La Haye | 112 661  43 722  43 463  7 058  9 800  127 200  28 261 |  |
| Bénin | | Paris  Berne  Nice | 7 508  2 915  470 |  |
| Brésil | | Paris  Berne  IPC  PCT | 93 593  43 722  15 283  4 200 |  |
| Bulgarie | | Paris  Berne  PCT | 22 533  8 744  200 |  |
| Burkina Faso | | Paris  Berne | 7 508  2 915 |  |
| Burundi | | Paris | 7 508 | 7 508 |
| Cameroun | | Paris  Berne | 7 508  8 744 |  |
| Canada | | Paris  Berne | 112 661  43 722 |  |
| Chili | | Berne | 8 744 |  |
| Chine | | Paris | 28 250 |  |
| Chypre | | Paris  Berne | 16 831  8 744 |  |
| Congo | | Paris  Berne | 7 508  2 915 |  |
| Costa Rica | | Berne | 2 915 |  |
| Côte d’Ivoire | | Paris  Berne | 7 508  8 744 |  |
| Cuba | | Paris | 22 533 |  |
| Danemark | | Paris  Berne  IPC  Nice  Locarno  PCT | 75 110  29 148  28 977  4 707  1 364  41 000 |  |
| Égypte | | Paris  Berne  IPC  Madrid  La Haye | 22 533  2 915  6 701  25 400  5 652 |  |
| Espagne | | Paris  Berne  IPC  Nice  Locarno  Madrid  La Haye | 75 110  58 296  28 977  4 707  1 364  84 800  18 840 |  |
| États‑Unis d’Amérique | | Paris  IPC  Nice  PCT | 187 765  72 435  11 764  754 900 |  |
| Fédération de Russie | | Paris  IPC  Nice  Locarno  PCT  Madrid | 187 765  72 435  11 764  3 409  24 750  211 800 |  |
| Fidji | | Berne | 2 915 |  |
| Finlande | | Paris  Berne  IPC  Nice  Locarno  PCT | 75 110  29 148  28 977  4 707  1 364  34 200 |  |
| France | | Paris  Berne  IPC  Nice  Locarno  PCT  Madrid  La Haye | 187 765  72 871  72 435  11 764  3 409  110 700  211 800  47 102 |  |
| Gabon | | Paris  Berne | 7 508  2 915 |  |
| Ghana | | Paris | 7 508 |  |
| Grèce | | Paris  Berne | 37 556  8 744 |  |
| Guinée | | Paris  Berne | 7 508  2 915 | 7 508  2 915 |
| Haïti | | Paris | 14 903 |  |
| Hongrie | | Paris  Berne  Nice  Locarno  PCT  Madrid | 37 556  8 744  2 354  681  22 150  42 200 |  |
| Inde | | Berne | 29 148 |  |
| Indonésie | | Paris  La Haye | 22 533  5 652 |  |
| Iran (République islamique d’) | | Paris | 22 533 |  |
| Iraq | | Paris | 22 533 |  |
| Irlande | | Paris  Berne  IPC  Nice  Locarno | 75 110  29 148  28 977  4 707  1 364 |  |
| Islande | | Paris  Berne | 16 831  8 744 |  |
| Israël | | Paris  Berne  IPC  Nice | 22 533  8 744  8 691  1 412 |  |
| Italie | | Paris  Berne  IPC  Nice  Locarno  PCT  Madrid | 112 661  43 722  43 463  7 058  3 409  16 500  127 200 |  |
| Japon | | Paris  Berne  IPC  PCT | 187 765  58 296  72 435  194 600 |  |
| Jordanie | | Paris | 7 508 |  |
| Kenya | | Paris | 22 533 |  |
| Liban | | Paris  Berne  Nice | 20 646  8 744  1 412 |  |
| Libye | | Paris  Berne | 22 533  8 744 |  |
| Liechtenstein | | Paris  Berne  Nice  PCT  Madrid  La Haye | 7 508  2 915  470  1 500  8 400  1 884 |  |
| Luxembourg | | Paris  Berne  IPC  Nice  PCT  Madrid  La Haye | 7 508  2 915  2 895  470  650  8 400  1 884 |  |
| Madagascar | | Paris  Berne | 7 508  8 744 |  |
| Malawi | | Paris | 7 508 |  |
| Mali | | Paris  Berne | 3 812  2 915 |  |
| Malte | | Paris  Berne | 7 508  2 915 |  |
| Maroc | | Paris  Berne  Nice  Madrid  La Haye | 22 533  8 744  1 412  25 400  5 652 |  |
| Maurice | | Paris | 7 508 |  |
| Mauritanie | | Paris  Berne  PCT | 7 508  2 915  50 | 384 |
| Mexique | | Paris  Berne | 75 110  29 148 |  |
| Monaco | | Paris  Berne  IPC  Nice  PCT  Madrid  La Haye | 7 508  2 915  2 895  470  200  8 400  1 884 |  |
| Mongolie | | Paris | 1 882 |  |
| Niger | | Paris  Berne | 7 508  2 915 |  |
| Nigéria | | Paris | 22 533 |  |
| Norvège | | Paris  Berne  IPC  Nice  Locarno  PCT | 75 110  29 148  28 977  4 707  1 364  21 750 |  |
| Nouvelle‑Zélande | | Paris  Berne | 37 556  14 574 |  |
| Ouganda | | Paris | 7 508 |  |
| Pakistan |  | Berne | 8 744 |  |
| Pays‑Bas | | Paris  Berne  IPC  Nice  Locarno  PCT  Madrid  La Haye | 112 661  43 722  43 463  7 058  2 903  20 350  127 200  28 261 |  |
| Philippines | | Paris  Berne | 22 533  8 744 |  |
| Pologne | | Paris  Berne | 37 556  8 744 |  |
| Portugal | | Paris  Berne  IPC  Madrid  Nice | 75 110  14 574  28 977  84 800  4 707 |  |
| République arabe syrienne | | Paris | 22 533 |  |
| République centrafricaine | | Paris  Berne | 7 508  2 915 | 943 |
| République de Corée | | Paris  PCT | 22 533  3 700 |  |
| République démocratique du Congo | | Paris  Berne | 22 533  8 744 | 14 057  1 727 |
| République dominicaine | | Paris | 22 533 |  |
| République populaire démocratique de Corée | | Paris | 7 508 |  |
| République tchèque | | Paris  Berne  IPC  Nice  Locarno  Madrid | 50 073  19 432  19 318  3 138  910  56 533 |  |
| République‑Unie de Tanzanie | | Paris | 14 903 |  |
| Roumanie | | Paris  Berne  PCT  Madrid | 33 788  8 744  550  84 800 |  |
| Royaume‑Uni | | Paris  Berne  IPC  Nice  PCT | 187 765  72 871  72 435  11 764  168 000 |  |
| Rwanda | | Paris | 2 849 |  |
| Saint‑Marin | | Paris  Madrid | 22 533  25 400 |  |
| Saint‑Siège | | Paris  Berne  La Haye | 7 508  2 915  1 884 |  |
| Sénégal | | Paris  Berne | 7 508  8 744 |  |
| Serbie‑et‑Monténégro | | Paris  Berne  Nice  Locarno  Madrid | 29 927  14 574  2 354  1 364  84 800 |  |
| Slovaquie | | Paris  Berne  IPC  Nice  Locarno  Madrid | 25 037  9 716  9 659  1 569  454  28 267 |  |
| Soudan | | Paris | 2 849 |  |
| Sri Lanka | | Paris  Berne  PCT | 7 508  2 915  300 |  |
| Suède | | Paris  Berne  IPC  Nice  Locarno  PCT | 112 661  43 722  43 463  7 058  2 045  162 800 |  |
| Suisse | | Paris  Berne  IPC  Nice  Locarno  PCT  Madrid  La Haye | 112 661  43 722  43 463  7 058  2 045  74 000  127 200  28 261 |  |
| Suriname | | Paris  Berne  IPC  Nice  La Haye | 7 508  2 915  2 895  470  1 884 |  |
| Tchad | | Paris  Berne | 7 508  2 915 | 6 377  1 980 |
| Thaïlande | | Berne | 2 915 |  |
| Togo | | Paris  Berne | 7 508  2 915 |  |
| Trinité‑et‑Tobago | | Paris | 22 533 |  |
| Tunisie | | Paris  Berne  Nice  Madrid  La Haye | 22 533  8 744  1 412  25 400  5 652 |  |
| Turquie | | Paris  Berne | 22 533  8 744 |  |
| Uruguay | | Paris  Berne | 7 508  2 915 |  |
| Venezuela (République bolivarienne du) | | Berne | 14 574 |  |
| Viet Nam | | Paris  Madrid  La Haye | 7 508  25 400  1 884 |  |
| Zambie | | Paris | 7 508 |  |
| Zimbabwe | | Paris  Berne | 7 508  2 915 |  |
| Total | |  | 10 749 494 | 43 399 |

*Total des fonds de roulement*



\* Montant historique

*Total des fonds de roulement à recouvrer*



1 Le Fonds de roulement de l’Union de Paris a été créé en 1978 et fixé à 2 millions de francs suisses (paragraphes 301 et 302 du document AB/VII/23). L’assemblée de cette union ayant décidé d’utiliser le Fonds de roulement pour couvrir les dépenses exceptionnelles de la Conférence diplomatique pour la révision de la Convention de Paris (sessions de 1980, 1981, 1982 et 1984 et réunions préparatoires et consultatives de 1984 à 1987), elle a aussi décidé, à sa session de 1983, de reconstituer le Fonds de roulement pour un montant maximum de 2 millions de francs suisses (paragraphe 11.i) du document P/A/VIII/3). En conséquence, le Fonds de roulement de l’Union de Paris s’élevait au 31 décembre 2015 à 1 592 894,11 francs.

En 2015, les assemblées des États membres de l’OMPI ont décidé que les fonds de roulement de l’Union du PCT, qui s’élevaient à 2 millions de francs suisses, seraient reversés aux États membres de l’Union du PCT sous forme d’avoir sur les contributions facturées au cours de l’exercice biennal 2016‑2017.

2  Le Fonds de roulement de l’Union de Locarno a été créé en 1973 et fixé à 30 000 francs suisses (paragraphe 152 du document AB/IV/35). À la suite de l’adhésion des Pays‑Bas et du retrait des États‑Unis d’Amérique, le Fonds de roulement de l’Union de Locarno s’élevait au 31 décembre 2015 à 29 494 francs suisses.

# RÉPARTITION MADRID ET LA HAYE

## Union de Madrid – Émoluments supplémentaires – 2014

**Perception**

L’OMPI a perçu, en 2014, la somme de 3 135 800 francs au titre d’émoluments supplémentaires, pour des enregistrements et des renouvellements, sur la base du barème en vigueur à partir du 1er septembre 2008 [article 8.2)b) de l’Arrangement de Madrid et article 8)2)ii) du Protocole relatif à l’Arrangement de Madrid].

**Répartition**

Selon la règle 37 du règlement d’exécution commun à l’Arrangement de Madrid concernant l’enregistrement international des marques et au Protocole relatif à cet Arrangement, le coefficient mentionné à l’article 8.5) et 8.6) de l’Arrangement et du Protocole dont bénéficient les pays parties à l’Arrangement ou au Protocole, selon le cas, pour la répartition des émoluments supplémentaires et des compléments d’émoluments est le suivant :

|  |  |
| --- | --- |
| un, | pour les parties contractantes qui ne procèdent à aucun des examens prévus ci‑après; |
| deux, | pour les parties contractantes qui procèdent à un examen des seuls motifs absolus de refus; |
| trois, | pour les parties contractantes qui procèdent, en outre, à un examen d’antériorité sur opposition des tiers; |
| quatre | pour les parties contractantes qui procèdent d’office à un tel examen; |
|  | également, pour les parties contractantes qui procèdent d’office à des recherches d’antériorité avec indication des antériorités les plus pertinentes. |

Le nombre de désignations comprises dans les enregistrements ou les renouvellements pour lesquelles l’OMPI a perçu un émolument supplémentaire de 100 francs pour chaque classe de produits et de services en sus de la troisième était, pour le coefficient

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| un, | 1 018 | Antigua‑et‑Barbuda |
| deux, | 26 658 | Italie, Liechtenstein, Monaco, Saint‑Martin (Royaume des Pays‑Bas) |
| trois, | 98 435 | Allemagne, Autriche, Benelux, Croatie, France, Lettonie, Lesotho, Lituanie, Saint‑Marin, Slovénie, Suisse, ex‑République yougoslave de Macédoine |
| quatre, | 224 149 | Albanie, Algérie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bhoutan, Bosnie‑Herzégovine, Botswana, Bulgarie, Chine, Chypre, Cuba, Égypte, Espagne, Fédération de Russie, Hongrie, Iran (République islamique d’), Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Liberia, Madagascar, Maroc, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République de Moldova, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, Roumanie, Rwanda1, Sao Tomé‑et‑Principe, Serbie, Sierra Leone, Slovaquie, Soudan, Swaziland, Tadjikistan, Ukraine, Viet Nam, Zambie |

La somme perçue de 3 135 800 francs suisses doit être divisée par 1 246 235 [1 018 + (26 658 x 2) 53 316 + (98 435 x 3) 295 305 + (224 149 x 4) 896 596]. Il en résulte que la somme due pour chaque marque dont la protection a été demandée s’élève à 2,516218850 francs suisses par point de coefficient [3 135 800 : 1 246 235] soit, pour le coefficient

|  |  |
| --- | --- |
| un, | 2,51621885 francs suisses |
| deux, | 5,03243770 francs suisses |
| trois, | 7,54865655 francs suisses |
| quatre, | 10,06487540 francs suisses |

1 À compter du 7 août 2013.

La répartition des émoluments supplémentaires est donc la suivante :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| État | Nombre de désignations | somme due  par désignation | Total en francs suisses |
| Albanie | 3 550 | 10,06487540 | 35 730 |
| Algérie | 4 669 | 10,06487540 | 46 993 |
| Allemagne | 12 839 | 7,54865655 | 96 917 |
| Antigua‑et‑Barbuda | 1 018 | 2,51621885 | 2 562 |
| Arménie | 3 298 | 10,06487540 | 33 194 |
| Autriche | 12 373 | 7,54865655 | 93 400 |
| Azerbaïdjan | 4 610 | 10,06487540 | 46 399 |
| Bélarus | 7 437 | 10,06487540 | 74 852 |
| Benelux | 11 562 | 7,54865655 | 87 278 |
| Bhoutan | 927 | 10,06487540 | 9 330 |
| Bosnie‑Herzégovine | 6 060 | 10,06487540 | 60 993 |
| Botswana | 689 | 10,06487540 | 6 935 |
| Bulgarie | 5 041 | 10,06487540 | 50 737 |
| Chine | 14 168 | 10,06487540 | 142 599 |
| Chypre | 1 641 | 10,06487540 | 16 516 |
| Croatie | 7 010 | 7,54865655 | 52 916 |
| Cuba | 2 075 | 10,06487540 | 20 885 |
| Égypte | 7 642 | 10,06487540 | 76 916 |
| Espagne | 11 342 | 10,06487540 | 114 156 |
| Ex‑République yougoslave de Macédoine | 6 162 | 7,54865655 | 46 515 |
| Fédération de Russie | 23 594 | 10,06487540 | 237 471 |
| France | 12 610 | 7,54865655 | 95 189 |
| Hongrie | 8 295 | 10,06487540 | 83 488 |
| Iran (République islamique d’) | 3 611 | 10,06487540 | 36 344 |
| Italie | 11 792 | 5,03243770 | 59 343 |
| Kazakhstan | 7 797 | 10,06487540 | 78 476 |
| Kenya | 1 978 | 10,06487540 | 19 908 |
| Kirghizistan | 3 238 | 10,06487540 | 32 590 |
| Lesotho | 977 | 7,54865655 | 7 375 |
| Lettonie | 3 822 | 7,54865655 | 28 851 |
| Libéria | 1 090 | 10,06487540 | 10 971 |
| Liechtenstein | 7 120 | 5,03243770 | 35 831 |
| Lituanie | 3 734 | 7,54865655 | 28 187 |
| Madagascar | 747 | 10,06487540 | 7 518 |
| Maroc | 8 160 | 10,06487540 | 82 129 |
| Monaco | 6 798 | 5,03243770 | 34 211 |
| Mongolie | 2 827 | 10,06487540 | 28 453 |
| Monténégro | 5 978 | 10,06487540 | 60 168 |
| Mozambique | 1 530 | 10,06487540 | 15 399 |
| Namibie | 962 | 10,06487540 | 9 682 |
| Pologne | 8 142 | 10,06487540 | 81 948 |
| Portugal | 8 649 | 10,06487540 | 87 051 |
| République arabe syrienne | 23 | 10,06487540 | 231 |
| République de Moldova | 4 149 | 10,06487540 | 41 759 |
| République populaire démocratique de Corée | 2 760 | 10,06487540 | 27 779 |
| République tchèque | 8 000 | 10,06487540 | 80 519 |
| Roumanie | 7 555 | 10,06487540 | 76 040 |
| Rwanda | 433 | 10,06487540 | 4 358 |
| Saint‑Marin | 3 252 | 7,54865655 | 24 548 |
| Saint‑Martin | 948 | 5,03243770 | 4 771 |
| Sao Tomé‑et‑Principe | 400 | 10,06487540 | 4 026 |
| Serbie | 9 815 | 10,06487540 | 98 787 |
| Sierra Leone | 1 086 | 10,06487540 | 10 930 |
| Slovaquie | 7 035 | 10,06487540 | 70 806 |
| Slovénie | 6 300 | 7,54865655 | 47 557 |
| Soudan | 2 071 | 10,06487540 | 20 844 |
| Suisse | 17 794 | 7,54865655 | 134 321 |
| Swaziland | 1 051 | 10,06487540 | 10 578 |
| Tadjikistan | 2 986 | 10,06487540 | 30 054 |
| Ukraine | 10 263 | 10,06487540 | 103 296 |
| Viet Nam | 5 522 | 10,06487540 | 55 578 |
| Zambie | 1 253 | 10,06487540 | 12 611 |
| Total | 350 260 |  | 3 135 800 |

## Union de Madrid – Compléments d’émoluments – 2014

**Perception**

L’OMPI a perçu, en 2014, la somme de 37 436 400 francs suisses au titre de compléments d’émoluments correspondant à 374 364 désignations (faites lors de l’enregistrement, postérieurement à l’enregistrement ou lors du renouvellement), sur la base du barème en vigueur à partir du 1er septembre 2008 [article 8.2)c) de l’Arrangement de Madrid et article 8.2) iii) du Protocole relatif à l’Arrangement de Madrid].

**Répartition**

La répartition est faite selon le nombre de désignations [article 8.6) de l’Arrangement de Madrid et du Protocole relatif à l’Arrangement de Madrid] et un coefficient [règle 37 du règlement d’exécution commun à l’Arrangement de Madrid concernant l’enregistrement international des marques et au Protocole relatif à cet Arrangement].

Le nombre de désignations pour lesquelles l’OMPI a perçu 100 francs suisses au titre de compléments d’émoluments était, pour le coefficient

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| un, | 1 136 | Antigua‑et‑Barbuda |
| deux, | 27 633 | Italie, Liechtenstein, Monaco, Saint‑Martin (Royaume des Pays‑Bas) |
| trois, | 101 887 | Allemagne, Autriche, Benelux, Croatie, France, Lesotho, Lettonie, Lituanie, Saint‑Marin, Slovénie, Suisse, ex‑République yougoslave de Macédoine |
| quatre, | 243 708 | Albanie, Algérie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bhoutan, Bosnie‑Herzégovine, Botswana, Bulgarie, Chine, Chypre, Cuba, Égypte, Espagne, Fédération de Russie, Hongrie, Iran (République islamique d’), Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Liberia, Madagascar, Maroc, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République de Moldova, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, Roumanie, Rwanda, Sao Tomé‑et‑Principe, Serbie, Sierra Leone, Slovaquie, Soudan, Swaziland, Tadjikistan, Ukraine, Viet Nam, Zambie |

La somme perçue de 37 436 400 francs suisses doit être divisée par 1 336 895 [1 136 + (27 633 x 2) 55 266 + (101 887 x 3) 305 661 + (243 708 x 4) 974 832]. Il en résulte que la somme due pour chaque marque dont la protection a été demandée s’élève à 28,00249833 francs suisses par point de coefficient [37 436 400 : 1 336 895] soit, pour le coefficient :

|  |  |
| --- | --- |
| un, | 28,00249833 francs suisses |
| deux, | 56,00499666 francs suisses |
| trois, | 84,00749499 francs suisses |
| quatre, | 112,00999332 francs suisses |

La répartition des compléments d’émoluments est donc la suivante :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| État | Nombre de désignations | somme due  par désignation | Total en francs suisses |
| Albanie | 4 087 | 112,00999332 | 457 785 |
| Algérie | 5 155 | 112,00999332 | 577 412 |
| Allemagne | 13 141 | 84,00749499 | 1 103 942 |
| Antigua‑et‑Barbuda | 1 136 | 28,00249833 | 31 811 |
| Arménie | 3 677 | 112,00999332 | 411 861 |
| Autriche | 12 641 | 84,00749499 | 1 061 939 |
| Azerbaïdjan | 5 400 | 112,00999332 | 604 854 |
| Bélarus | 8 016 | 112,00999332 | 897 872 |
| Benelux | 11 776 | 84,00749499 | 989 272 |
| Bhoutan | 1 012 | 112,00999332 | 113 354 |
| Bosnie‑Herzégovine | 6 691 | 112,00999332 | 749 459 |
| Botswana | 886 | 112,00999332 | 99 241 |
| Bulgarie | 5 229 | 112,00999332 | 585 700 |
| Chine | 15 654 | 112,00999332 | 1 753 404 |
| Chypre | 1 844 | 112,00999332 | 206 546 |
| Croatie | 7 287 | 84,00749499 | 612 163 |
| Cuba | 2 297 | 112,00999332 | 257 287 |
| Égypte | 8 437 | 112,00999332 | 945 028 |
| Espagne | 11 640 | 112,00999332 | 1 303 796 |
| Ex‑République yougoslave de Macédoine | 6 735 | 84,00749499 | 565 790 |
| Fédération de Russie | 25 469 | 112,00999332 | 2 852 783 |
| France | 12 897 | 84,00749499 | 1 083 445 |
| Hongrie | 8 530 | 112,00999332 | 955 445 |
| Iran (République islamique d’) | 4 311 | 112,00999332 | 482 875 |
| Italie | 12 012 | 56,00499666 | 672 732 |
| Kazakhstan | 8 812 | 112,00999332 | 987 032 |
| Kenya | 2 346 | 112,00999332 | 262 775 |
| Kirghizistan | 3 513 | 112,00999332 | 393 491 |
| Lesotho | 1 107 | 84,00749499 | 92 996 |
| Lettonie | 4 070 | 84,00749499 | 341 911 |
| Libéria | 1 265 | 112,00999332 | 141 693 |
| Liechtenstein | 7 427 | 56,00499666 | 415 949 |
| Lituanie | 4 008 | 84,00749499 | 336 702 |
| Madagascar | 964 | 112,00999332 | 107 978 |
| Maroc | 8 971 | 112,00999332 | 1 004 842 |
| Monaco | 7 105 | 56,00499666 | 397 916 |
| Mongolie | 3 253 | 112,00999332 | 364 369 |
| Monténégro | 6 606 | 112,00999332 | 739 938 |
| Mozambique | 1 789 | 112,00999332 | 200 386 |
| Namibie | 1 184 | 112,00999332 | 132 620 |
| Pologne | 8 498 | 112,00999332 | 951 861 |
| Portugal | 8 898 | 112,00999332 | 996 665 |
| République arabe syrienne | 26 | 112,00999332 | 2 912 |
| République de Moldova | 4 651 | 112,00999332 | 520 958 |
| République populaire démocratique de Corée | 2 905 | 112,00999332 | 325 389 |
| République tchèque | 8 259 | 112,00999332 | 925 091 |
| Roumanie | 7 844 | 112,00999332 | 878 606 |
| Rwanda | 615 | 112,00999332 | 68 886 |
| Saint‑Marin | 3 374 | 84,00749499 | 283 441 |
| Saint‑Martin | 1 089 | 56,00499666 | 60 989 |
| Sao Tomé‑et‑Principe | 517 | 112,00999332 | 57 909 |
| Serbie | 10 511 | 112,00999332 | 1 177 337 |
| Sierra Leone | 1 247 | 112,00999332 | 139 676 |
| Slovaquie | 7 249 | 112,00999332 | 811 960 |
| Slovénie | 6 514 | 84,00749499 | 547 225 |
| Soudan | 2 317 | 112,00999332 | 259 527 |
| Suisse | 18 337 | 84,00749499 | 1 540 445 |
| Swaziland | 1 193 | 112,00999332 | 133 628 |
| Tadjikistan | 3 232 | 112,00999332 | 362 016 |
| Ukraine | 11 034 | 112,00999332 | 1 235 918 |
| Viet Nam | 6 208 | 112,00999332 | 695 358 |
| Zambie | 1 466 | 112,00999332 | 164 207 |
| Total | 374 364 |  | 37 436 400 |

## Union de Madrid – Total des émoluments en 2014

**Perception**

Les sommes suivantes ont été perçues par l’OMPI en 2014 :

– émoluments supplémentaires 3 135 800 francs suisses

– compléments d’émoluments 37 436 400 francs suisses

Total **40 572 200 francs suisses**

**Répartition**

Le total des émoluments supplémentaires et des compléments d’émoluments est réparti comme suit :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| État | Émoluments supplémentaires | Compléments d’émoluments | Total en francs suisses |
| Albanie | 457 785 | 35 730 | 493 515 |
| Algérie | 577 412 | 46 993 | 624 404 |
| Antigua‑et‑Barbuda | 31 811 | 2 562 | 34 372 |
| Arménie | 411 861 | 33 194 | 445 055 |
| Autriche | 1 061 939 | 93 400 | 1 155 338 |
| Azerbaïdjan | 604 854 | 46 399 | 651 253 |
| Bélarus | 897 872 | 74 852 | 972 725 |
| Benelux | 989 272 | 87 278 | 1 076 550 |
| Bhoutan | 113 354 | 9 330 | 122 684 |
| Bosnie‑Herzégovine | 749 459 | 60 993 | 810 452 |
| Botswana | 99 241 | 6 935 | 106 176 |
| Bulgarie | 585 700 | 50 737 | 636 437 |
| Chine | 1 753 404 | 142 599 | 1 896 004 |
| Croatie | 612 163 | 52 916 | 665 079 |
| Cuba | 257 287 | 20 885 | 278 172 |
| Chypre | 206 546 | 16 516 | 223 063 |
| République tchèque | 925 091 | 80 519 | 1 005 610 |
| République populaire démocratique de Corée | 325 389 | 27 779 | 353 168 |
| Égypte | 945 028 | 76 916 | 1 021 944 |
| France | 1 083 445 | 95 189 | 1 178 633 |
| Allemagne | 1 103 942 | 96 917 | 1 200 860 |
| Hongrie | 955 445 | 83 488 | 1 038 933 |
| Iran (République islamique d’) | 482 875 | 36 344 | 519 219 |
| Italie | 672 732 | 59 343 | 732 075 |
| Kazakhstan | 987 032 | 78 476 | 1 065 508 |
| Kenya | 262 775 | 19 908 | 282 684 |
| Kirghizistan | 393 491 | 32 590 | 426 081 |
| Lettonie | 341 911 | 28 851 | 370 761 |
| Lesotho | 92 996 | 7 375 | 100 371 |
| Libéria | 141 693 | 10 971 | 152 663 |
| Liechtenstein | 415 949 | 35 831 | 451 780 |
| Lituanie | 336 702 | 28 187 | 364 889 |
| Madagascar | 107 978 | 7 518 | 115 496 |
| Monaco | 397 916 | 34 211 | 432 126 |
| Mongolie | 364 369 | 28 453 | 392 822 |
| Monténégro | 739 938 | 60 168 | 800 106 |
| Maroc | 1 004 842 | 82 129 | 1 086 971 |
| Mozambique | 200 386 | 15 399 | 215 785 |
| Namibie | 132 620 | 9 682 | 142 302 |
| Pologne | 951 861 | 81 948 | 1 033 809 |
| Portugal | 996 665 | 87 051 | 1 083 716 |
| République de Moldova | 520 958 | 41 759 | 562 718 |
| Roumanie | 878 606 | 76 040 | 954 647 |
| Fédération de Russie | 2 852 783 | 237 471 | 3 090 253 |
| Rwanda | 68 886 | 4 358 | 73 244 |
| Saint‑Martin | 60 989 | 4 771 | 65 760 |
| Saint‑Marin | 283 441 | 24 548 | 307 990 |
| Sao Tomé‑et‑Principe | 57 909 | 4 026 | 61 935 |
| Serbie | 1 177 337 | 98 787 | 1 276 124 |
| Sierra Leone | 139 676 | 10 930 | 150 607 |
| Slovaquie | 811 960 | 70 806 | 882 767 |
| Slovénie | 547 225 | 47 557 | 594 781 |
| Espagne | 1 303 796 | 114 156 | 1 417 952 |
| Soudan | 259 527 | 20 844 | 280 372 |
| Swaziland | 133 628 | 10 578 | 144 206 |
| Suisse | 1 540 445 | 134 321 | 1 674 766 |
| République arabe syrienne | 2 912 | 231 | 3 144 |
| Tadjikistan | 362 016 | 30 054 | 392 070 |
| Ex‑République yougoslave de Macédoine | 565 790 | 46 515 | 612 305 |
| Ukraine | 1 235 918 | 103 296 | 1 339 214 |
| Viet Nam | 695 358 | 55 578 | 750 936 |
| Zambie | 164 207 | 12 611 | 176 818 |
| Total | 37 436 400 | 3 135 800 | 40 572 200 |

## Union de Madrid – Émoluments supplémentaires – 2015

**Perception**

L’OMPI a perçu, en 2015, la somme de 3 491 100 francs au titre d’émoluments supplémentaires, pour des enregistrements et des renouvellements, sur la base du barème en vigueur à partir du 1er septembre 2008 [article 8.2)b) de l’Arrangement de Madrid et article 8)2)ii) du Protocole relatif à l’Arrangement de Madrid].

**Répartition**

Selon la règle 37 du règlement d’exécution commun à l’Arrangement de Madrid concernant l’enregistrement international des marques et au Protocole relatif à cet Arrangement, le coefficient mentionné à l’article 8.5) et 8.6) de l’Arrangement et du Protocole dont bénéficient les pays parties à l’Arrangement ou au Protocole, selon le cas, pour la répartition des émoluments supplémentaires et des compléments d’émoluments est le suivant :

|  |  |
| --- | --- |
| un, | pour les parties contractantes qui ne procèdent à aucun des examens prévus ci‑après; |
| deux, | pour les parties contractantes qui procèdent à un examen des seuls motifs absolus de refus; |
| trois, | pour les parties contractantes qui procèdent, en outre, à un examen d’antériorité sur opposition des tiers; |
| quatre | pour les parties contractantes qui procèdent d’office à un tel examen; |
|  | également, pour les parties contractantes qui procèdent d’office à des recherches d’antériorité avec indication des antériorités les plus pertinentes. |

Le nombre de désignations comprises dans les enregistrements ou les renouvellements pour lesquelles l’OMPI a perçu un émolument supplémentaire de 100 francs pour chaque classe de produits et de services en sus de la troisième était, pour le coefficient

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| un, | 1 269 | Antigua‑et‑Barbuda |
| deux, | 26 674 | Italie, Liechtenstein, Monaco, Saint‑Martin (Royaume des Pays‑Bas) |
| trois, | 100 072 | Allemagne, Autriche, Benelux, Croatie, France, Lettonie, Lesotho, Lituanie, Saint‑Marin, Slovénie, Suisse, ex‑République yougoslave de Macédoine |
| quatre, | 236 610 | Albanie, Algérie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bhoutan, Bosnie‑Herzégovine, Botswana, Bulgarie, Cambodge1, Chine, Chypre, Cuba, Égypte, Espagne, Fédération de Russie, Gambie2, Hongrie, Iran (République islamique d’), Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Liberia, Madagascar, Maroc, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République de Moldova, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, Roumanie, Rwanda, Sao Tomé‑et‑Principe, Serbie, Sierra Leone, Slovaquie, Soudan, Swaziland, Tadjikistan, Ukraine, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe3 |

La somme perçue de 3 491 100 francs suisses doit être divisée par 1 301 273 [1 269 + (26 674 x 2) 53 348 + (100 072 x 3) 300 216 + (236 610 x 4) 946 440]. Il en résulte que la somme due pour chaque marque dont la protection a été demandée s’élève à 2,68283442 francs suisses par point de coefficient [3 491 800 : 1 301 273] soit, pour le coefficient

|  |  |
| --- | --- |
| un, | 2,68283442 francs suisses |
| deux, | 5,36566884 francs suisses |
| trois, | 8,04850326 francs suisses |
| quatre, | 10,73133768 francs suisses |

1 À compter du 5 juin 2015.

2 À compter du 18 décembre 2015.

3 À compter du 11 mars 2015.

La répartition des émoluments supplémentaires est donc la suivante :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| État | Nombre de désignations | somme due  par désignation | Total en francs suisses |
| Albanie | 3 938 | 11 | 42 260 |
| Algérie | 4 679 | 11 | 50 212 |
| Allemagne | 13 103 | 8 | 105 460 |
| Antigua‑et‑Barbuda | 1 269 | 3 | 3 405 |
| Arménie | 3 834 | 11 | 41 144 |
| Autriche | 12 424 | 8 | 99 995 |
| Azerbaïdjan | 5 005 | 11 | 53 710 |
| Bélarus | 7 512 | 11 | 80 614 |
| Benelux | 11 827 | 8 | 95 190 |
| Bhoutan | 1 131 | 11 | 12 137 |
| Bosnie‑Herzégovine | 6 765 | 11 | 72 598 |
| Botswana | 944 | 11 | 10 130 |
| Bulgarie | 4 957 | 11 | 53 195 |
| Cambodge | 381 | 11 | 4 089 |
| Chine | 15 132 | 11 | 162 387 |
| Chypre | 1 551 | 11 | 16 644 |
| Croatie | 7 099 | 8 | 57 136 |
| Cuba | 2 221 | 11 | 23 834 |
| Égypte | 8 437 | 11 | 90 540 |
| Espagne | 11 230 | 11 | 120 513 |
| Ex‑République yougoslave de Macédoine | 6 626 | 8 | 53 329 |
| Fédération de Russie | 25 767 | 11 | 276 514 |
| France | 12 779 | 8 | 102 852 |
| Gambie | 0 | 11 | 0 |
| Hongrie | 7 870 | 11 | 84 456 |
| Iran (République islamique d’) | 4 642 | 11 | 49 815 |
| Italie | 11 810 | 5 | 63 369 |
| Kazakhstan | 7 937 | 11 | 85 175 |
| Kenya | 1 538 | 11 | 16 505 |
| Kirghizistan | 3 653 | 11 | 39 202 |
| Lesotho | 1 229 | 8 | 9 892 |
| Lettonie | 3 734 | 8 | 30 053 |
| Libéria | 1 246 | 11 | 13 371 |
| Liechtenstein | 7 679 | 5 | 41 203 |
| Lituanie | 3 065 | 8 | 24 669 |
| Madagascar | 9,83 | 11 | 10 549 |
| Maroc | 9 096 | 11 | 97 612 |
| Monaco | 6 971 | 5 | 37 404 |
| Mongolie | 3 344 | 11 | 35 886 |
| Monténégro | 6 324 | 11 | 67 865 |
| Mozambique | 1 779 | 11 | 19 091 |
| Namibie | 1 490 | 11 | 15 990 |
| Pologne | 7 723 | 11 | 82 878 |
| Portugal | 8 440 | 11 | 90 572 |
| République arabe syrienne | 1 | 11 | 11 |
| République de Moldova | 4 400 | 11 | 47 218 |
| République populaire démocratique de Corée | 2 883 | 11 | 30 938 |
| République tchèque | 7 617 | 11 | 81 741 |
| Roumanie | 7 918 | 11 | 84 971 |
| Rwanda | 732 | 11 | 7 855 |
| Saint Martin | 214 | 5 | 1 148 |
| Saint‑Marin | 3 252 | 8 | 26 174 |
| Sao Tomé‑et‑Principe | 633 | 11 | 6 793 |
| Serbie | 10 201 | 11 | 109 470 |
| Sierra Leone | 1 354 | 11 | 14 530 |
| Slovaquie | 6 525 | 11 | 70 022 |
| Slovénie | 5 802 | 8 | 46 697 |
| Soudan | 2 442 | 11 | 26 206 |
| Suisse | 19 132 | 8 | 153 984 |
| Swaziland | 1 297 | 11 | 13 919 |
| Tadjikistan | 3 371 | 11 | 36 175 |
| Ukraine | 10 066 | 11 | 108 022 |
| Viet Nam | 5 780 | 11 | 62 027 |
| Zambie | 1 551 | 11 | 16 644 |
| Zimbabwe | 290 | 11 | 3 112 |
| Total | 364 625 |  | 3 491 100 |

## Union de Madrid – Compléments d’émoluments – 2015

**Perception**

L’OMPI a perçu, en 2015, la somme de 38 630 300 francs suisses au titre de compléments d’émoluments correspondant à 386 303 désignations (faites lors de l’enregistrement, postérieurement à l’enregistrement ou lors du renouvellement), sur la base du barème en vigueur à partir du 1er septembre 2008 [article 8.2)c) de l’Arrangement de Madrid et article 8.2) iii) du Protocole relatif à l’Arrangement de Madrid].

**Répartition**

La répartition est faite selon le nombre de désignations [article 8.6) de l’Arrangement de Madrid et du Protocole relatif à l’Arrangement de Madrid] et un coefficient [règle 37 du règlement d’exécution commun à l’Arrangement de Madrid concernant l’enregistrement international des marques et au Protocole relatif à cet Arrangement].

Le nombre de désignations pour lesquelles l’OMPI a perçu 100 francs suisses au titre de compléments d’émoluments était, pour le coefficient

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| un, | 1 365 | Antigua‑et‑Barbuda |
| deux, | 27 412 | Italie, Liechtenstein, Monaco, Saint‑Martin (Royaume des Pays‑Bas) |
| trois, | 103 055 | Allemagne, Autriche, Benelux, Croatie, France, Lesotho, Lettonie, Lituanie, Saint‑Marin, Slovénie, Suisse, ex‑République yougoslave de Macédoine |
| quatre, | 254 471 | Albanie, Algérie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bhoutan, Bosnie‑Herzégovine, Botswana, Bulgarie, Cambodge1, Chine, Chypre, Cuba, Égypte, Espagne, Fédération de Russie, Gambie2, Hongrie, Iran (République islamique d’), Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Liberia, Madagascar, Maroc, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République de Moldova, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, Roumanie, Rwanda, Sao Tomé‑et‑Principe, Serbie, Sierra Leone, Slovaquie, Soudan, Swaziland, Tadjikistan, Ukraine, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe3 |

La somme perçue de 38 630 300 francs suisses doit être divisée par 1 383 238 [1 365 + (27 412 x 2) 54 824 + (103 055 x 3) 309 165 + (254 471 x 4) 1 017 884]. Il en résulte que la somme due pour chaque marque dont la protection a été demandée s’élève à 27,92744271 francs suisses par point de coefficient [38 630 300 : 1 383 238] soit, pour le coefficient :

|  |  |
| --- | --- |
| un, | 27,92744271 francs suisses |
| deux, | 55,85488542 francs suisses |
| trois, | 83,78232813 francs suisses |
| quatre, | 111,70977084 francs suisses |

1 À compter du 5 juin 2015.

2 À compter du 18 décembre 2015.

3 À compter du 11 mars 2015.

La répartition des compléments d’émoluments est donc la suivante :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| État | Nombre de désignations | somme due  par désignation | Total en francs suisses |
| Albanie | 4 362 | 112 | 487 278 |
| Algérie | 5 249 | 112 | 586 365 |
| Antigua‑et‑Barbuda | 1 365 | 28 | 38 121 |
| Arménie | 4 166 | 112 | 465 383 |
| Autriche | 12 674 | 84 | 1 061 857 |
| Azerbaïdjan | 5 665 | 112 | 632 836 |
| Bélarus | 7 974 | 112 | 890 774 |
| Benelux | 12 027 | 84 | 1 007 650 |
| Bhoutan | 1 221 | 112 | 136 398 |
| Bosnie‑Herzégovine | 7 276 | 112 | 812 800 |
| Botswana | 1 139 | 112 | 127 237 |
| Bulgarie | 5 119 | 112 | 571 842 |
| Cambodge | 575 | 112 | 64 233 |
| Chine | 16 582 | 112 | 1 852 371 |
| Croatie | 7 314 | 84 | 612 784 |
| Cuba | 2 528 | 112 | 282 402 |
| Chypre | 1 714 | 112 | 191 471 |
| République tchèque | 7 884 | 112 | 880 720 |
| République populaire démocratique de Corée | 3 013 | 112 | 336 582 |
| Égypte | 9 243 | 112 | 1 032 533 |
| France | 13 023 | 84 | 1 091 097 |
| Gambie | 19 | 112 | 2 122 |
| Allemagne | 13 444 | 84 | 1 126 370 |
| Hongrie | 8 107 | 112 | 905 631 |
| Iran (République islamique d’) | 5 717 | 112 | 638 645 |
| Italie | 12 002 | 56 | 670 370 |
| Kazakhstan | 8 821 | 112 | 985 392 |
| Kenya | 1 816 | 112 | 202 865 |
| Kirghizistan | 3 960 | 112 | 442 371 |
| Lettonie | 3 942 | 84 | 330 270 |
| Lesotho | 1 347 | 84 | 112 855 |
| Libéria | 1 376 | 112 | 153 713 |
| Liechtenstein | 7 941 | 56 | 443 544 |
| Lituanie | 3 286 | 84 | 275 309 |
| Madagascar | 1 175 | 112 | 131 259 |
| Monaco | 7 248 | 56 | 404 836 |
| Mongolie | 3 666 | 112 | 409 528 |
| Monténégro | 6 723 | 112 | 751 025 |
| Maroc | 9 817 | 112 | 1 096 655 |
| Mozambique | 2 056 | 112 | 229 675 |
| Namibie | 1 655 | 112 | 184 880 |
| Pologne | 8 038 | 112 | 897 923 |
| Portugal | 8 630 | 112 | 964 055 |
| République de Moldova | 4 784 | 112 | 534 420 |
| Roumanie | 8 188 | 112 | 914 680 |
| Fédération de Russie | 27 207 | 112 | 3 039 288 |
| Rwanda | 943 | 112 | 105 342 |
| Saint Martin | 221 | 56 | 12 344 |
| Saint‑Marin | 3 341 | 84 | 279 917 |
| Sao Tomé‑et‑Principe | 718 | 112 | 80 208 |
| Serbie | 10 812 | 112 | 1 207 806 |
| Sierra Leone | 1 464 | 112 | 163 543 |
| Slovaquie | 6 743 | 112 | 753 259 |
| Slovénie | 5 976 | 84 | 500 683 |
| Espagne | 11 522 | 112 | 1 287 120 |
| Soudan | 2 669 | 112 | 298 153 |
| Swaziland | 1 410 | 112 | 157 511 |
| Suisse | 19 640 | 84 | 1 645 485 |
| République arabe syrienne | 2 | 112 | 223 |
| Tadjikistan | 3 595 | 112 | 401 597 |
| Ex‑République yougoslave de Macédoine | 7 041 | 84 | 589 911 |
| Ukraine | 10 594 | 112 | 1 183 453 |
| Viet Nam | 6 345 | 112 | 708 799 |
| Zambie | 1 755 | 112 | 196 051 |
| Zimbabwe | 434 | 112 | 48 482 |
| Total | 386 303 |  | 38 630 300 |

## Union de Madrid – Total des émoluments en 2015

**Perception**

Les sommes suivantes ont été perçues par l’OMPI en 2014 :

– émoluments supplémentaires 3 491 100 francs suisses

– compléments d’émoluments 38 630 300 francs suisses

Total **42 121 400 francs suisses**

**Répartition**

Le total des émoluments supplémentaires et des compléments d’émoluments est réparti comme suit :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| État | Émoluments supplémentaires | Compléments d’émoluments | | Total en francs suisses |
| Albanie | 487 278,02 | | 42 260,01 | 529 538,03 |
| Algérie | 586 364,59 | | 50 211,93 | 636 576,52 |
| Antigua‑et‑Barbuda | 38 120,96 | | 3 404,52 | 41 525,48 |
| Arménie | 465 382,91 | | 41 143,95 | 506 526,86 |
| Autriche | 1 061 857,23 | | 99 994,60 | 1 161 851,83 |
| Azerbaïdjan | 632 835,85 | | 53 710,35 | 686 546,20 |
| Bélarus | 890 773,71 | | 80 613,81 | 971 387,52 |
| Benelux | 1 007 650,06 | | 95 189,65 | 1 102 839,71 |
| Bhoutan | 136 397,63 | | 12 137,14 | 148 534,77 |
| Bosnie‑Herzégovine | 812 800,29 | | 72 597,50 | 885 397,79 |
| Botswana | 127 237,43 | | 10 130,38 | 137 367,81 |
| Bulgarie | 571 842,32 | | 53 195,24 | 625 037,56 |
| Cambodge | 64 233,12 | | 4 088,64 | 68 321,76 |
| Chine | 1 852 371,42 | | 162 386,60 | 2 014 758,02 |
| Croatie | 612 783,95 | | 57 136,32 | 669 920,27 |
| Cuba | 282 402,30 | | 23 834,30 | 306 236,60 |
| Chypre | 191 470,55 | | 16 644,30 | 208 114,85 |
| République tchèque | 880 719,83 | | 81 740,60 | 962 460,43 |
| République populaire démocratique de Corée | 336 581,54 | | 30 938,45 | 367 519,99 |
| Égypte | 1 032 533,41 | | 90 540,30 | 1 123 073,71 |
| France | 1 091 097,26 | | 102 851,82 | 1 193 949,08 |
| Gambie | 2122,49 | | ‑ | 2122,49 |
| Allemagne | 1 126 369,62 | | 105 459,54 | 1 231 829,16 |
| Hongrie | 905 631,11 | | 84 455,63 | 990 086,74 |
| Iran (République islamique d’) | 638 644,76 | | 49 814,87 | 688 459,63 |
| Italie | 670 370,33 | | 63 368,55 | 733 738,88 |
| Kazakhstan | 985 391,89 | | 85 174,63 | 1 070 566,52 |
| Kenya | 202 864,94 | | 16 504,80 | 219 369,74 |
| Kirghizistan | 442 370,69 | | 39 201,58 | 481 572,27 |
| Lettonie | 330 269,94 | | 30 053,11 | 360 323,05 |
| Lesotho | 112 854,80 | | 9 891,61 | 122 746,41 |
| Libéria | 153 712,64 | | 13 371,25 | 167 083,89 |
| Liechtenstein | 443 543,65 | | 41 202,97 | 484 746,62 |
| Lituanie | 275 308,73 | | 24 668,66 | 299 977,39 |
| Madagascar | 131 258,98 | | 10 548,90 | 141 807,88 |
| Monaco | 404 836,21 | | 37 404,08 | 442 240,29 |
| Mongolie | 409 528,02 | | 35 885,59 | 445 413,61 |
| Monténégro | 751 024,79 | | 67 864,98 | 818 889,77 |
| Maroc | 1 096 654,82 | | 97 612,25 | 1 194 267,07 |
| Mozambique | 229 675,29 | | 19 091,05 | 248 766,34 |
| Namibie | 184 879,67 | | 15 989,69 | 200 869,36 |
| Pologne | 897 923,14 | | 82 878,12 | 980 801,26 |
| Portugal | 964 055,32 | | 90 572,49 | 1 054 627,81 |
| République de Moldova | 534 419,54 | | 47 217,89 | 581 637,43 |
| Roumanie | 914 679,60 | | 84 970,73 | 999 650,33 |
| Fédération de Russie | 3 039 287,74 | | 276 514,38 | 3 315 802,12 |
| Rwanda | 105 342,31 | | 7 855,34 | 113 197,65 |
| Saint‑Martin | 12 343,93 | | 1 148,25 | 13 492,18 |
| Saint‑Marin | 279 916,76 | | 26 173,73 | 306 090,49 |
| Sao Tomé‑et‑Principe | 80 207,62 | | 6 792,94 | 87 000,56 |
| Serbie | 1 207 806,04 | | 109 470,38 | 1 317 276,42 |
| Sierra Leone | 163 543,10 | | 14 530,23 | 178 073,33 |
| Slovaquie | 753 258,98 | | 70 021,98 | 823 280,96 |
| Slovénie | 500 683,19 | | 46 697,42 | 547 380,61 |
| Espagne | 1 287 119,98 | | 120 512,92 | 1 407 632,90 |
| Soudan | 298 153,38 | | 26 205,93 | 324 359,31 |
| Swaziland | 157 510,78 | | 13 918,54 | 171 429,32 |
| Suisse | 1 645 484,92 | | 153 983,96 | 1 799 468,88 |
| République arabe syrienne | 223,42 | | 10,73 | 234,15 |
| Tadjikistan | 401 596,63 | | 36 175,34 | 437 771,97 |
| Ex‑République yougoslave de Macédoine | 589 911,37 | | 53 329,38 | 643 240,75 |
| Ukraine | 1 183 453,31 | | 108 021,65 | 1 291 474,96 |
| Viet Nam | 708 798,50 | | 62 027,13 | 770 825,63 |
| Zambie | 196 050,65 | | 16 644,30 | 212 694,95 |
| Zimbabwe | 48 482,04 | | 3 112,09 | 51 594,13 |
| Total | 38 630 300,00 | | 3 491 100,00 | 42 121 400,00 |

## Protocole relatif à l’Arrangement de Madrid – Taxes individuelles – 2014

*I. Sommes perçues*

En 2014, l’OMPI a perçu la somme de 136 235 409 francs suisses au titre de taxes individuelles payées en vertu de l’article 8.7 du Protocole relatif à l’Arrangement de Madrid, dont 128 858 241 francs suisses sous la forme de paiements entiers ou représentant la première partie de la taxe individuelle et 7 377 168 francs suisses représentant la seconde partie en rapport avec les désignations en vertu de la règle 34.3.a).

A) Le nombre de désignations pour lesquelles l’OMPI a perçu une taxe individuelle sous la forme de paiements entiers ou de première partie du paiement est le suivant :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | Nombre de désignations | Taxes individuelles perçues (en francs suisses) | |
| Arménie | 1 119 | | 274 811 | |
| Australie | 15 217 | | 10 903 642 | |
| Bahreïn | 2 814 | | 1 579 789 | |
| Bélarus | 1 945 | | 1 248 100 | |
| Benelux | 1 262 | | 386 284 | |
| Bonaire, Saint‑Eustache et Saba | 1 016 | | 292 540 | |
| Bulgarie | 813 | | 221 035 | |
| Chine | 12 629 | | 5 796 979 | |
| Colombie | 4 136 | | 2 330 493 | |
| Communauté européenne | 18 259 | | 22 616 860 | |
| Cuba | 602 | | 201 236 | |
| Curaçao | 1 154 | | 337 166 | |
| Danemark | 3 942 | | 1 802 657 | |
| Estonie | 3 237 | | 743 688 | |
| États‑Unis d’Amérique | 20 372 | | 14 480 281 | |
| Finlande | 3 411 | | 1 348 573 | |
| Géorgie | 4 883 | | 2 195 816 | |
| Ghana | 1 460 | | 478 549 | |
| Grèce | 3 714 | | 528 041 | |
| Inde | 8 138 | | 984 929 | |
| Irlande | 2 730 | | 1 301 057 | |
| Islande | 4 016 | | 927 889 | |
| Israël | 4 811 | | 3 670 347 | |
| Italie | 1 513 | | 202 549 | |
| Japon | 16 580 | | 6 106 968 | |
| Kenya4 | 333 | | 145 787 | |
| Kirghizstan | 953 | | 461 140 | |
| Mexique | 8 620 | | 3 357 854 | |
| Norvège | 12 745 | | 5 191 367 | |
| Nouvelle‑Zélande | 5 981 | | 1 473 772 | |
| Oman | 2 583 | | 2 666 991 | |
| Ouzbékistan | 4 814 | | 4 278 367 | |
| Philippines | 3 958 | | 853 230 | |
| République arabe syrienne | 1 852 | | 528 273 | |
| République de Corée | 13 295 | | 6 680 290 | |
| République de Moldova | 1 314 | | 502 678 | |
| Royaume‑Uni | 7 244 | | 2 576 357 | |
| Saint‑Marin | 398 | | 82 171 | |
| Saint‑Martin5 | 9 | | 2 806 | |
| Singapour | 11 513 | | 6 153 054 | |
| Suède | 3 829 | | 1 740 885 | |
| Suisse | 6 906 | | 3 187 050 | |
| Tadjikistan | 726 | | 315 310 | |
| Tunisie | 2 279 | | 408 381 | |
| Turkménistan | 3 574 | | 1 204 014 | |
| Turquie | 13 622 | | 3 814 554 | |
| Ukraine | 3 675 | | 1 693 659 | |
| Viet Nam | 2 874 | | 579 972 | |
| Sous‑total (A) | 252 870 | | 128 858 241 | |

4 À compter du 12 juin 2014.

5 À compter du 1er décembre 2014.

B) Le nombre de désignations pour lesquelles l’OMPI a perçu le paiement de la seconde partie est le suivant :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Cuba | 355 | 29 212 |
| Japon | 10 175 | 7 347 956 |
| Sous‑total (B) | 10 530 | 7 377 168 |
|  |  |  |
| TOTAL (A) + (B) | 263 400 | 136 235 409 |

*II. Répartition*

Les taxes individuelles ont été créditées sur le compte des parties contractantes auprès du Bureau international au cours du mois qui a suivi celui de l’inscription de l’enregistrement international, de la désignation postérieure ou du renouvellement pour lequel cette taxe a été payée [règle 38 du règlement d’exécution commun]

Union de Madrid – Taxes nationales de traitement – 2014

*I. Sommes perçues*

En 2014, l’OMPI a perçu la somme de 172 300 francs suisses au titre de taxes nationales de traitement établies par le ou les offices concernés pour des demandes d’enregistrement international envoyées au cours de cette année par l’intermédiaire de l’IRPI, le nouvel outil de communication électronique entre les parties contractantes de l’Arrangement de Madrid ou du protocole y relatif et le Bureau international, qui est devenu opérationnel en décembre 2013.

Le nombre de demandes d’enregistrement international pour lesquelles l’OMPI a perçu une taxe nationale de traitement est le suivant :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | Nombre de demandes d’enregistrement international | Taxes nationales perçues (en francs suisses) |
| Benelux | 1 723 | 172 300 |

Les taxes nationales de traitement ont été créditées sur le compte des parties contractantes auprès du Bureau international au cours du mois qui a suivi celui de la réception des demandes d’enregistrement international.

## Protocole relatif à l’Arrangement de Madrid – Taxes individuelles – 2015

*I. Sommes perçues*

En 2015, l’OMPI a perçu la somme de 164 302 792 francs suisses au titre de taxes individuelles payées en vertu de l’article 8.7 du Protocole relatif à l’Arrangement de Madrid, dont 156 675 562 francs suisses sous la forme de paiements entiers ou représentant la première partie de la taxe individuelle et 7 627 230 francs suisses représentant la seconde partie en rapport avec les désignations en vertu de la règle 34.3.a).

A) Le nombre de désignations pour lesquelles l’OMPI a perçu une taxe individuelle sous la forme de paiements entiers ou de première partie du paiement est le suivant :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | Nombre de désignations | Taxes individuelles perçues (en francs suisses) |
| Arménie | 1 300 | 323 292 |
| Australie | 18 594 | 12 792 198 |
| Bahreïn | 3 255 | 1 736 960 |
| Bélarus | 2 176 | 1 425 600 |
| Benelux | 1 353 | 362 512 |
| Bonaire, Saint‑Eustache et Saba | 1 208 | 326 380 |
| Bulgarie | 1 041 | 274 616 |
| Chine | 17 306 | 7 838 835 |
| Colombie | 4 889 | 2 633 676 |
| Communauté européenne | 26 040 | 32 069 624 |
| Cuba | 1 235 | 390 309 |
| Curaçao | 1 321 | 382 188 |
| Danemark | 3 567 | 1 538 695 |
| Estonie | 2 683 | 581 364 |
| États‑Unis d’Amérique | 25 596 | 18 196 297 |
| Finlande | 2 972 | 1 209 378 |
| Géorgie | 5 162 | 2 324 250 |
| Ghana | 1 751 | 639 779 |
| Grèce | 3 331 | 459 705 |
| Inde | 11 396 | 1 499 695 |
| Irlande | 2 495 | 1 100 003 |
| Islande | 4 370 | 1 212 266 |
| Israël | 5 827 | 4 553 484 |
| Italie | 1 674 | 211 247 |
| Japon | 20 088 | 6 529 511 |
| Kenya | 1 209 | 632 234 |
| Kirghizistan | 1 150 | 591 000 |
| Mexique | 10 719 | 4 262 439 |
| Norvège | 13 875 | 5 406 619 |
| Nouvelle‑Zélande | 7 800 | 1 995 483 |
| Oman | 2 983 | 3 084 073 |
| Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI)7 | 1 129 | 859 280 |
| Ouzbékistan | 5 032 | 4 559 922 |
| Philippines | 5 241 | 1 025 074 |
| République arabe syrienne | 2 545 | 616 093 |
| République de Corée | 16 332 | 8 311 279 |
| République de Moldova | 1 414 | 525 857 |
| Royaume‑Uni | 7 430 | 2 607 751 |
| Saint‑Marin | 580 | 120 833 |
| Saint‑Martin | 1 088 | 343 599 |
| Singapour | 13 486 | 7 282 287 |
| Suède | 3 366 | 1 448 719 |
| Suisse | 8 294 | 4 014 250 |
| Tadjikistan | 757 | 325 885 |
| Tunisie | 3 158 | 574 008 |
| Turkménistan | 3 899 | 1 304 937 |
| Turquie | 14 969 | 3 663 506 |
| Ukraine | 3 841 | 1 773 357 |
| Viet Nam | 3 752 | 735 213 |
| Sous‑total (A) | 304 679 | 156 675 562 |

7 À compter du jeudi 5 mars 2015.

B) Le nombre de désignations pour lesquelles l’OMPI a perçu un second paiement était le suivant :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Cuba | 321 | 26 373 |
| Japon | 11 352 | 7 600 857 |
| Sous‑total (B) | 11 673 | 7 627 230 |
|  |  |  |
| TOTAL (A) + (B) | 316 352 | 164 302 792 |

*II. Répartition*

Les taxes individuelles ont été créditées sur le compte des parties contractantes auprès du Bureau international au cours du mois qui a suivi celui de l’inscription de l’enregistrement international, de la désignation postérieure ou du renouvellement pour lequel cette taxe a été payée [règle 38 du règlement d’exécution commun].

**Union de Madrid – Taxes nationales de traitement – 2015**

*I. Sommes perçues*

En 2015, l’OMPI a perçu la somme de 236 484 francs suisses au titre de taxes nationales de traitement établies par le ou les offices concernés pour des demandes d’enregistrement international envoyées au cours de cette année par l’intermédiaire de l’IRPI, le nouvel outil de communication électronique entre les parties contractantes de l’Arrangement de Madrid ou du protocole y relatif et le Bureau international, qui est devenu opérationnel en décembre 2013.

Le nombre de demandes d’enregistrement international pour lesquelles l’OMPI a perçu une taxe nationale de traitement est le suivant :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Nombre de demandes d’enregistrement international | | Taxes nationales perçues (en francs suisses) | |
| Australie8 | 547 |  | 37 884 |  |
| Benelux | 1 986 |  | 198 600 |  |
| Total | 2 533 |  | 236 484 |  |

8 Du 13 mars 2015 au 7 août 2015

Les taxes nationales de traitement ont été créditées sur le compte des parties contractantes auprès du Bureau international au cours du mois qui a suivi celui de la réception des demandes d’enregistrement international.

## Union de La Haye – Taxes étatiques et taxes de désignation – 2014

**Taxes perçues**

En 2014, l’OMPI a perçu la somme de 2 614 837 francs suisses au titre de taxes de désignation standard en vertu des règles 12.1.a)ii) et 12.1.b) ou de taxes de désignation individuelles concernant des enregistrements internationaux régis exclusivement par l’Acte de 1960 ou l’Acte de 1999 en vertu de la règle 12.1.a)iii); ou, au regard de leur renouvellement, au titre de taxes de désignation standard en vertu de la règle 24.1.a)ii) ou de taxes de désignation individuelles en vertu de la règle 24.1)iii) du règlement d’exécution commun à l’Acte de 1999 et l’Acte de 1960 de l’Arrangement de La Haye, conformément au barème des taxes en vigueur à compter du 1er janvier 2010.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | Nombre de désignations | Taxes perçues (en francs suisses) |
| Albanie | 527 | 12 960 |
| Allemagne | 2 166 | 55 699 |
| Arménie | 484 | 11 834 |
| Azerbaïdjan | 378 | 11 022 |
| Belize | 513 | 11 414 |
| Benelux | 2 095 | 34 920 |
| Bénin | 118 | 2 229 |
| Bosnie‑Herzégovine | 550 | 14 901 |
| Botswana | 64 | 1 478 |
| Brunéi Darussalam | 28 | 4 694 |
| Bulgarie | 446 | 8 017 |
| Communauté européenne | 2 869 | 855 303 |
| Côte d’Ivoire | 128 | 2 399 |
| Croatie | 734 | 25 974 |
| Danemark | 73 | 6 664 |
| Égypte | 633 | 14 832 |
| Espagne | 336 | 24 203 |
| Estonie | 55 | 1 292 |
| Ex‑République yougoslave de Macédoine | 1 176 | 25 208 |
| Finlande | 26 | 2 850 |
| France | 2 226 | 38 829 |
| Gabon | 88 | 1 566 |
| Géorgie | 714 | 57 194 |
| Ghana | 62 | 6 997 |
| Grèce | 887 | 15 100 |
| Hongrie | 705 | 16 502 |
| Islande | 152 | 12 556 |
| Italie | 1 999 | 33 189 |
| Kirghizistan | 587 | 68 559 |
| Lettonie | 76 | 3 724 |
| Liechtenstein | 1 439 | 30 532 |
| Lituanie | 136 | 18 997 |
| Mali | 19 | 456 |
| Maroc | 1 302 | 59 862 |
| Monaco | 1 543 | 32 961 |
| Mongolie | 641 | 14 026 |
| Monténégro | 1 276 | 26 427 |
| Namibie | 80 | 1 907 |
| Niger | 28 | 677 |
| Norvège | 1 119 | 81 040 |
| Oman | 506 | 13 085 |
| Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) | 179 | 20 347 |
| Pologne | 40 | 1 992 |
| République arabe syrienne | 104 | 8 472 |
| République de Corée9 | 239 | 174 010 |
| République de Moldova | 830 | 53 898 |
| République populaire démocratique de Corée | 426 | 18 674 |
| Roumanie | 634 | 21 494 |
| Rwanda | 31 | 940 |
| Sao Tomé‑et‑Principe | 42 | 1 056 |
| Sénégal | 139 | 2 658 |
| Serbie | 1 108 | 70 756 |
| Singapour | 1 600 | 40 416 |
| Slovénie | 696 | 12 695 |
| Suisse | 6 263 | 317 381 |
| Suriname | 152 | 2 901 |
| Tadjikistan | 227 | 8 318 |
| Tunisie | 508 | 36 856 |
| Turquie | 2 911 | 73 746 |
| Ukraine | 1 743 | 86 148 |
| Total | 46 856 | 2 614 837 |

9 À compter du 1er juillet 2014

## Union de La Haye – Taxes étatiques et taxes de désignations – 2015

**Taxes perçues**

En 2015, l’OMPI a perçu la somme de 4 137 147 francs suisses au titre de taxes de désignation standard en vertu des règles 12.1.a)ii) et 12.1.b) ou de taxes de désignation individuelles concernant des enregistrements internationaux régis exclusivement par l’Acte de 1960 ou l’Acte de 1999 en vertu de la règle 12.1.a)iii); ou, au regard de leur renouvellement, au titre de taxes de désignation standard en vertu de la règle 24.1.a)ii) ou de taxes de désignation individuelles en vertu de la règle 24.1)iii) du règlement d’exécution commun à l’Acte de 1999 et l’Acte de 1960 de l’Arrangement de La Haye, conformément au barème des taxes en vigueur à compter du 1er janvier 2010.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | Nombre de désignations | Taxes perçues (en francs suisses) |
| Albanie | 663 | 16 419 |
| Allemagne | 2 288 | 52 192 |
| Arménie | 603 | 14 723 |
| Azerbaïdjan | 495 | 14 772 |
| Belize | 656 | 14 482 |
| Benelux | 2 220 | 36 903 |
| Bénin | 128 | 2 367 |
| Bosnie‑Herzégovine | 780 | 19 047 |
| Botswana | 64 | 1 565 |
| Brunéi Darussalam | 63 | 6 190 |
| Bulgarie | 560 | 10 138 |
| Communauté européenne | 3 787 | 982 060 |
| Côte d’Ivoire | 154 | 2 756 |
| Croatie | 1 066 | 28 219 |
| Danemark | 99 | 4 762 |
| Égypte | 931 | 19 950 |
| Espagne | 436 | 25 011 |
| Estonie | 138 | 3 321 |
| États‑Unis d’Amérique9 | 660 | 384 014 |
| Ex‑République yougoslave de Macédoine | 1 484 | 31 054 |
| Finlande | 62 | 6 620 |
| France | 2 346 | 39 884 |
| Gabon | 47 | 898 |
| Géorgie | 1 011 | 70 430 |
| Ghana | 81 | 7 073 |
| Grèce | 1 110 | 18 909 |
| Hongrie | 915 | 30 297 |
| Islande | 223 | 16 484 |
| Italie | 2 216 | 36 573 |
| Japon10 | 413 | 523 800 |
| Kirghizistan | 768 | 86 309 |
| Lettonie | 110 | 3 000 |
| Liechtenstein | 1 609 | 32 660 |
| Lituanie | 161 | 19 375 |
| Mali | 21 | 533 |
| Maroc | 1 791 | 73 668 |
| Monaco | 1 805 | 37 305 |
| Mongolie | 823 | 17 469 |
| Monténégro | 1 557 | 31 995 |
| Namibie | 85 | 2 007 |
| Niger | 28 | 591 |
| Norvège | 1 536 | 100 463 |
| Oman | 740 | 18 646 |
| Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) | 274 | 56 471 |
| Pologne | 55 | 2 659 |
| République arabe syrienne | 94 | 5 882 |
| République de Corée | 787 | 447 640 |
| République de Moldova | 1 115 | 72 381 |
| République populaire démocratique de Corée | 545 | 15 317 |
| Roumanie | 659 | 17 380 |
| Rwanda | 35 | 1 168 |
| Sao Tomé‑et‑Principe | 45 | 1 187 |
| Sénégal | 149 | 2 796 |
| Serbie | 1 310 | 70 513 |
| Singapour | 1 932 | 46 497 |
| Slovénie | 864 | 15 011 |
| Suisse | 6 764 | 304 736 |
| Suriname | 157 | 3 128 |
| Tadjikistan | 83 | 8 600 |
| Tunisie | 636 | 44 400 |
| Turquie | 3 463 | 82 155 |
| Ukraine | 2 022 | 94 292 |
| Total | 57 722 | 4 137 147 |

10 À compter du mercredi 13 mai 2015.

## Unions de Madrid et de La Haye – Répartition 2014

(montants exprimés en francs suisses)

– Service de l’enregistrement international des marques (Madrid) : émoluments supplémentaires et compléments d’émoluments, et taxes de traitement

– Service de l’enregistrement international des dessins et modèles industriels (La Haye) : taxes étatiques et taxes de désignations

| État | Madrid | | La Haye | Total |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Émoluments supplémentaires et compléments d’émoluments | Taxes individuelles Continuation d’effet\* Taxes de traitement\*\* |  |  |
| Albanie | 493 515 |  | 12 960 | 506 475 |
| Algérie | 624 404 |  |  | 624 404 |
| Allemagne | 1 200 860 |  | 55 699 | 1 256 559 |
| Antigua‑et‑Barbuda | 34 372 |  |  | 34 372 |
| Arménie | 445 055 | 274 811 | 11 834 | 731 700 |
| Australie\*\* |  | 10 903 642 |  | 10 903 642 |
| Autriche | 1 155 338 |  |  | 1 155 338 |
| Azerbaïdjan | 651 253 |  | 11 022 | 662 275 |
| Bahreïn |  | 1 579 789 |  | 1 579 789 |
| Bélarus | 972 725 | 1 248 100 |  | 2 220 825 |
| Belize |  |  | 11 414 | 11 414 |
| Benelux\*\* | 1 076 550 | 558 584 | 34 920 | 1 670 054 |
| Bénin |  |  | 2 229 | 2 229 |
| Bhoutan | 122 684 |  |  | 122 684 |
| Bonaire, Saint‑Eustrache et Saba |  | 292 540 |  | 292 540 |
| Bosnie‑Herzégovine | 810 452 |  | 14 901 | 825 353 |
| Botswana | 106 176 |  | 1 478 | 107 654 |
| Brunéi Darussalam |  |  | 4 694 | 4 694 |
| Bulgarie | 636 437 | 221 035 | 8 017 | 865 489 |
| Chine | 1 896 004 | 5 796 979 |  | 7 692 983 |
| Chypre | 223 063 |  |  | 223 063 |
| Colombie |  | 2 330 493 |  | 2 330 493 |
| Communauté européenne |  | 22 616 860 | 855 303 | 23 472 163 |
| Côte d’Ivoire |  |  | 2 399 | 2 399 |
| Croatie | 665 079 |  | 25 974 | 691 053 |
| Cuba | 278 172 | 230 448 |  | 508 620 |
| Curaçao |  | 337 166 |  | 337 166 |
| Danemark |  | 1 802 657 | 6 664 | 1 809 321 |
| Égypte | 1 021 944 |  | 14 832 | 1 036 776 |
| Espagne | 1 417 952 |  | 24 203 | 1 442 155 |
| Estonie |  | 743 688 | 1 292 | 744 980 |
| États‑Unis d’Amérique |  | 14 480 281 |  | 14 480 281 |
| Ex‑République yougoslave de Macédoine | 612 305 |  | 25 208 | 637 513 |
| Fédération de Russie | 3 090 253 |  |  | 3 090 253 |
| Finlande |  | 1 348 573 | 2 850 | 1 351 423 |
| France | 1 178 633 |  | 38 829 | 1 217 462 |
| Gabon |  |  | 1 566 | 1 566 |
| Géorgie |  | 2 195 816 | 57 194 | 2 253 010 |
| Ghana |  | 478 549 | 6 997 | 485 546 |
| Grèce |  | 528 041 | 15 100 | 543 141 |
| Hongrie | 1 038 933 |  | 16 502 | 1 055 435 |
| Inde |  | 984 929 |  | 984 929 |
| Iran (République islamique d’) | 519 219 |  |  | 519 219 |
| Irlande |  | 1 301 057 |  | 1 301 057 |
| Islande |  | 927 889 | 12 556 | 940 445 |
| Israël |  | 3 670 347 |  | 3 670 347 |
| Italie | 732 075 | 202 549 | 33 189 | 967 813 |
| Japon |  | 13 454 924 |  | 13 454 924 |
| Kazakhstan | 1 065 508 |  |  | 1 065 508 |
| Kenya | 282 684 | 145 787 |  | 428 471 |
| Kirghizistan | 426 081 | 461 140 | 68 559 | 955 780 |
| Lesotho | 100 371 |  |  | 100 371 |
| Lettonie | 370 761 |  | 3 724 | 374 485 |
| Libéria | 152 663 |  |  | 152 663 |
| Liechtenstein | 451 780 |  | 30 532 | 482 312 |
| Lituanie | 364 889 |  | 18 997 | 383 886 |
| Madagascar | 115 496 |  |  | 115 496 |
| Mali |  |  | 456 | 456 |
| Maroc | 1 086 971 |  | 59 862 | 1 146 833 |
| Mexique |  | 3 357 854 |  | 3 357 854 |
| Monaco | 432 126 |  | 32 961 | 465 087 |
| Mongolie | 392 822 |  | 14 026 | 406 848 |
| Monténégro | 800 106 |  | 26 427 | 826 533 |
| Mozambique | 215 785 |  |  | 215 785 |
| Namibie | 142 302 |  | 1 907 | 144 209 |
| Niger |  |  | 677 | 677 |
| Norvège |  | 5 191 367 | 81 040 | 5 272 407 |
| Nouvelle‑Zélande |  | 1 473 772 |  | 1 473 772 |
| Oman |  | 2 666 991 | 13 085 | 2 680 076 |
| Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) |  |  | 20 347 | 20 347 |
| Ouzbékistan |  | 4 278 367 |  | 4 278 367 |
| Philippines |  | 853 230 |  | 853 230 |
| Pologne | 1 033 809 |  | 1 992 | 1 035 801 |
| Portugal | 1 083 716 |  |  | 1 083 716 |
| République arabe syrienne | 3 144 | 528 273 | 8 472 | 539 889 |
| République de Corée |  | 6 680 290 | 174 010 | 6 854 300 |
| République de Moldova | 562 718 | 502 678 | 53 898 | 1 119 294 |
| République populaire démocratique de Corée | 353 168 |  | 18 674 | 371 842 |
| République tchèque | 1 005 610 |  |  | 1 005 610 |
| Roumanie | 954 647 |  | 21 494 | 976 141 |
| Royaume‑Uni |  | 2 576 357 |  | 2 576 357 |
| Rwanda | 73 244 |  | 940 | 74 184 |
| Saint Martin | 65 760 | 2 806 |  | 68 566 |
| Saint‑Marin | 307 990 | 82 171 |  | 390 161 |
| Sao Tomé‑et‑Principe | 61 935 |  | 1 056 | 62 991 |
| Sénégal |  |  | 2 658 | 2 658 |
| Serbie | 1 276 124 |  | 70 756 | 1 346 880 |
| Sierra Leone | 150 607 |  |  | 150 607 |
| Singapour |  | 6 153 054 | 40 416 | 6 193 470 |
| Slovaquie | 882 767 |  |  | 882 767 |
| Slovénie | 594 781 |  | 12 695 | 607 476 |
| Soudan | 280 372 |  |  | 280 372 |
| Suède |  | 1 740 885 |  | 1 740 885 |
| Suisse | 1 674 766 | 3 187 050 | 317 381 | 5 179 197 |
| Suriname |  |  | 2 901 | 2 901 |
| Swaziland | 144 206 |  |  | 144 206 |
| Tadjikistan | 392 070 | 315 310 | 8 318 | 715 698 |
| Tunisie |  | 408 381 | 36 856 | 445 237 |
| Turkménistan |  | 1 204 014 |  | 1 204 014 |
| Turquie |  | 3 814 554 | 73 746 | 3 888 300 |
| Ukraine | 1 339 214 | 1 693 659 | 86 148 | 3 119 021 |
| Viet Nam | 750 936 | 579 972 |  | 1 330 908 |
| Zambie | 176 818 |  |  | 176 818 |
| Total | 40 572 200 | 136 407 709 | 2 614 837 | 179 594 746 |

## Unions de Madrid et de La Haye – Répartition 2015

(montants exprimés en francs suisses)

– Service de l’enregistrement international des marques (Madrid) : émoluments supplémentaires et compléments d’émoluments, et taxes de traitement

– Service de l’enregistrement international des dessins et modèles industriels (La Haye) : taxes étatiques et taxes de désignations

| État | Madrid | | La Haye | Total |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Émoluments supplémentaires et compléments d’émoluments | Taxes individuelles Continuation d’effet\* Taxes de traitement\*\* |  |  |
| Albanie | 529 538 |  | 16 419 | 545 957 |
| Algérie | 636 577 |  |  | 636 577 |
| Allemagne | 1 231 829 |  | 52 192 | 1 284 021 |
| Antigua‑et‑Barbuda | 41 525 |  |  | 41 525 |
| Arménie | 506 527 | 323 292 | 14 723 | 844 542 |
| Australie\*\* |  | 12 830 082 |  | 12 830 082 |
| Autriche | 1 161 852 |  |  | 1 161 852 |
| Azerbaïdjan | 686 546 |  | 14 772 | 701 318 |
| Bahreïn |  | 1 736 960 |  | 1 736 960 |
| Bélarus | 971 388 | 1 425 600 |  | 2 396 988 |
| Belize |  |  | 14 482 | 14 482 |
| Benelux\*\* | 1 102 840 | 561 112 | 36 903 | 1 700 855 |
| Bénin |  |  | 2 367 | 2 367 |
| Bhoutan | 148 535 |  |  | 148 535 |
| Bonaire, Saint‑Eustache et Saba |  | 326 380 |  | 326 380 |
| Bosnie‑Herzégovine | 885 398 |  | 19 047 | 904 445 |
| Botswana | 137 368 |  | 1 565 | 138 933 |
| Brunéi Darussalam |  |  | 6 190 | 6 190 |
| Bulgarie | 625 038 | 274 616 | 10 138 | 909 792 |
| Cambodge | 68 322 |  |  | 68 322 |
| Chine | 2 014 758 | 7 838 835 |  | 9 853 593 |
| Chypre | 208 115 |  |  | 208 115 |
| Colombie |  | 2 633 676 |  | 2 633 676 |
| Communauté européenne |  | 32 069 624 | 982 060 | 33 051 684 |
| Côte d’Ivoire |  |  | 2 756 | 2 756 |
| Croatie | 669 920 |  | 28 219 | 698 139 |
| Cuba | 306 237 | 416 682 |  | 722 919 |
| Curaçao |  | 382 188 |  | 382 188 |
| Danemark |  | 1 538 695 | 4 762 | 1 543 457 |
| Égypte | 1 123 074 |  | 19 950 | 1 143 024 |
| Espagne | 1 407 633 |  | 25 011 | 1 432 644 |
| Estonie |  | 581 364 | 3 321 | 584 685 |
| États‑Unis d’Amérique |  | 18 196 297 | 384 014 | 18 580 311 |
| Ex‑République yougoslave de Macédoine | 643 241 |  | 31 054 | 674 295 |
| Fédération de Russie | 3 315 802 |  |  | 3 315 802 |
| Finlande |  | 1 209 378 | 6 620 | 1 215 998 |
| France | 1 193 949 |  | 39 884 | 1 233 833 |
| Gabon |  |  | 898 | 898 |
| Gambie | 2 122 |  |  | 2 122 |
| Géorgie |  | 2 324 250 | 70 430 | 2 394 680 |
| Ghana |  | 639 779 | 7 073 | 646 852 |
| Grèce |  | 459 705 | 18 909 | 478 614 |
| Hongrie | 990 087 |  | 30 297 | 1 020 384 |
| Inde |  | 1 499 695 |  | 1 499 695 |
| Iran (République islamique d’) | 688 460 |  |  | 688 460 |
| Irlande |  | 1 100 003 |  | 1 100 003 |
| Islande |  | 1 212 266 | 16 484 | 1 228 750 |
| Israël |  | 4 553 484 |  | 4 553 484 |
| Italie | 733 739 | 211 247 | 36 573 | 981 559 |
| Japon |  | 14 130 368 | 523 800 | 14 654 168 |
| Kazakhstan | 1 070 567 |  |  | 1 070 567 |
| Kenya | 219 370 | 632 234 |  | 851 604 |
| Kirghizistan | 481 572 | 591 000 | 86 309 | 1 158 881 |
| Lesotho | 122 746 |  |  | 122 746 |
| Lettonie | 360 323 |  | 3 000 | 363 323 |
| Libéria | 167 084 |  |  | 167 084 |
| Liechtenstein | 484 747 |  | 32 660 | 517 407 |
| Lituanie | 299 977 |  | 19 375 | 319 352 |
| Madagascar | 141 808 |  |  | 141 808 |
| Mali |  |  | 533 | 533 |
| Maroc | 1 194 267 |  | 73 668 | 1 267 935 |
| Mexique |  | 4 262 439 |  | 4 262 439 |
| Monaco | 442 240 |  | 37 305 | 479 545 |
| Mongolie | 445 414 |  | 17 469 | 462 883 |
| Monténégro | 818 890 |  | 31 995 | 850 885 |
| Mozambique | 248 766 |  |  | 248 766 |
| Namibie | 200 869 |  | 2 007 | 202 876 |
| Niger |  |  | 591 | 591 |
| Norvège |  | 5 406 619 | 100 463 | 5 507 082 |
| Nouvelle‑Zélande |  | 1 995 483 |  | 1 995 483 |
| Oman |  | 3 084 073 | 18 646 | 3 102 719 |
| Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) |  | 859 280 | 56 471 | 915 751 |
| Ouzbékistan |  | 4 559 922 |  | 4 559 922 |
| Philippines |  | 1 025 074 |  | 1 025 074 |
| Pologne | 980 801 |  | 2 659 | 983 460 |
| Portugal | 1 054 628 |  |  | 1 054 628 |
| République arabe syrienne | 234 | 616 093 | 5 882 | 622 209 |
| République de Corée |  | 8 311 279 | 447 640 | 8 758 919 |
| République de Moldova | 581 637 | 525 857 | 72 381 | 1 179 875 |
| République populaire démocratique de Corée | 367 520 |  | 15 317 | 382 837 |
| République tchèque | 962 460 |  |  | 962 460 |
| Roumanie | 999 650 |  | 17 380 | 1 017 030 |
| Royaume‑Uni |  | 2 607 751 |  | 2 607 751 |
| Rwanda | 113 198 |  | 1 168 | 114 366 |
| Saint Martin | 13 492 | 343 599 |  | 357 091 |
| Saint‑Marin | 306 090 | 120 833 |  | 426 923 |
| Sao Tomé‑et‑Principe | 87 001 |  | 1 187 | 88 188 |
| Sénégal |  |  | 2 796 | 2 796 |
| Serbie | 1 317 276 |  | 70 513 | 1 387 789 |
| Sierra Leone | 178 073 |  |  | 178 073 |
| Singapour |  | 7 282 287 | 46 497 | 7 328 784 |
| Slovaquie | 823 281 |  |  | 823 281 |
| Slovénie | 547 381 |  | 15 011 | 562 392 |
| Soudan | 324 359 |  |  | 324 359 |
| Suède |  | 1 448 719 |  | 1 448 719 |
| Suisse | 1 799 469 | 4 014 250 | 304 736 | 6 118 455 |
| Suriname |  |  | 3 128 | 3 128 |
| Swaziland | 171 429 |  |  | 171 429 |
| Tadjikistan | 437 772 | 325 885 | 8 600 | 772 257 |
| Tunisie |  | 574 008 | 44 400 | 618 408 |
| Turkménistan |  | 1 304 937 |  | 1 304 937 |
| Turquie |  | 3 663 506 | 82 155 | 3 745 661 |
| Ukraine | 1 291 475 | 1 773 357 | 94 292 | 3 159 124 |
| Viet Nam | 770 826 | 735 213 |  | 1 506 039 |
| Zambie | 212 695 |  |  | 212 695 |
| Zimbabwe | 51 594 |  |  | 51 594 |
| Total | 42 121 400 | 164 539 276 | 4 137 147 | 210 797 823 |

## Unions de Madrid et de La Haye – Récapitulation 2014‑2015

(montants exprimés en francs suisses)

|  | 2014 | 2015 | Total |
| --- | --- | --- | --- |
| Albanie | 506 475 | 545 957 | 1 052 432 |
| Algérie | 624 404 | 636 577 | 1 260 981 |
| Allemagne | 1 256 559 | 1 284 021 | 2 540 580 |
| Antigua‑et‑Barbuda | 34 372 | 41 525 | 75 898 |
| Arménie | 731 700 | 844 542 | 1 576 242 |
| Australie | 10 903 642 | 12 830 082 | 23 733 724 |
| Autriche | 1 155 338 | 1 161 852 | 2 317 190 |
| Azerbaïdjan | 662 275 | 701 318 | 1 363 593 |
| Bahreïn | 1 579 789 | 1 736 960 | 3 316 749 |
| Bélarus | 2 220 825 | 2 396 988 | 4 617 812 |
| Belize | 11 414 | 14 482 | 25 896 |
| Benelux | 1 670 054 | 1 700 855 | 3 370 909 |
| Bénin | 2 229 | 2 367 | 4 596 |
| Bhoutan | 122 684 | 148 535 | 271 219 |
| Bonaire, Saint‑Eustache et Saba | 292 540 | 326 380 | 618 920 |
| Bosnie‑Herzégovine | 825 353 | 904 445 | 1 729 798 |
| Botswana | 107 654 | 138 933 | 246 586 |
| Brunéi Darussalam | 4 694 | 6 190 | 10 884 |
| Bulgarie | 865 489 | 909 792 | 1 775 281 |
| Cambodge |  | 68 322 | 68 322 |
| Chine | 7 692 983 | 9 853 593 | 17 546 576 |
| Chypre | 223 063 | 208 115 | 431 178 |
| Colombie | 2 330 493 | 2 633 676 | 4 964 169 |
| Communauté européenne | 23 472 163 | 33 051 684 | 56 523 847 |
| Côte d’Ivoire | 2 399 | 2 756 | 5 155 |
| Croatie | 691 053 | 698 139 | 1 389 192 |
| Cuba | 508 620 | 722 919 | 1 231 538 |
| Curaçao | 337 166 | 382 188 | 719 354 |
| Danemark | 1 809 321 | 1 543 457 | 3 352 778 |
| Égypte | 1 036 776 | 1 143 024 | 2 179 800 |
| Espagne | 1 442 155 | 1 432 644 | 2 874 799 |
| Estonie | 744 980 | 584 685 | 1 329 665 |
| États‑Unis d’Amérique | 14 480 281 | 18 580 311 | 33 060 592 |
| Ex‑République yougoslave de Macédoine | 637 513 | 674 295 | 1 311 808 |
| Fédération de Russie | 3 090 253 | 3 315 802 | 6 406 055 |
| Finlande | 1 351 423 | 1 215 998 | 2 567 421 |
| France | 1 217 462 | 1 233 833 | 2 451 295 |
| Gabon | 1 566 | 898 | 2 464 |
| Gambie |  | 2 122 | 2 122 |
| Géorgie | 2 253 010 | 2 394 680 | 4 647 690 |
| Ghana | 485 546 | 646 852 | 1 132 398 |
| Grèce | 543 141 | 478 614 | 1 021 755 |
| Hongrie | 1 055 435 | 1 020 384 | 2 075 819 |
| Inde | 984 929 | 1 499 695 | 2 484 624 |
| Iran (République islamique d’) | 519 219 | 688 460 | 1 207 679 |
| Irlande | 1 301 057 | 1 100 003 | 2 401 060 |
| Islande | 940 445 | 1 228 750 | 2 169 195 |
| Israël | 3 670 347 | 4 553 484 | 8 223 831 |
| Japon | 13 454 924 | 14 654 168 | 28 109 092 |
| Kazakhstan | 1 065 508 | 1 070 567 | 2 136 074 |
| Kenya | 428 471 | 851 604 | 1 280 075 |
| Kirghizistan | 955 780 | 1 158 881 | 2 114 661 |
| Lesotho | 100 371 | 122 746 | 223 118 |
| Lettonie | 374 485 | 363 323 | 737 809 |
| Libéria | 152 663 | 167 084 | 319 747 |
| Liechtenstein | 482 312 | 517 407 | 999 719 |
| Lituanie | 383 886 | 319 352 | 703 238 |
| Madagascar | 115 496 | 141 808 | 257 304 |
| Mali | 456 | 533 | 989 |
| Maroc | 1 146 833 | 1 267 935 | 2 414 768 |
| Mexique | 3 357 854 | 4 262 439 | 7 620 293 |
| Monaco | 465 087 | 479 545 | 944 632 |
| Mongolie | 406 848 | 462 883 | 869 731 |
| Monténégro | 826 533 | 850 885 | 1 677 418 |
| Mozambique | 215 785 | 248 766 | 464 551 |
| Namibie | 144 209 | 202 876 | 347 086 |
| Niger | 677 | 591 | 1 268 |
| Norvège | 5 272 407 | 5 507 082 | 10 779 489 |
| Nouvelle‑Zélande | 1 473 772 | 1 995 483 | 3 469 255 |
| Oman | 2 680 076 | 3 102 719 | 5 782 795 |
| Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) | 20 347 | 915 751 | 936 098 |
| Ouzbékistan | 4 278 367 | 4 559 922 | 8 838 289 |
| Philippines | 853 230 | 1 025 074 | 1 878 304 |
| Pologne | 1 035 801 | 983 460 | 2 019 261 |
| Portugal | 1 083 716 | 1 054 628 | 2 138 344 |
| République arabe syrienne | 539 889 | 622 209 | 1 162 098 |
| République de Corée | 6 854 300 | 8 758 919 | 15 613 219 |
| République de Moldova | 1 119 294 | 1 179 875 | 2 299 169 |
| République populaire démocratique de Corée | 371 842 | 382 837 | 754 679 |
| République tchèque | 1 005 610 | 962 460 | 1 968 070 |
| Roumanie | 976 141 | 1 017 030 | 1 993 171 |
| Royaume‑Uni | 2 576 357 | 2 607 751 | 5 184 108 |
| Rwanda | 74 184 | 114 366 | 188 550 |
| Saint‑Marin | 390 161 | 426 923 | 817 084 |
| Saint‑Martin | 68 566 | 357 091 | 425 657 |
| Sao Tomé‑et‑Principe | 62 991 | 88 188 | 151 179 |
| Sénégal | 2 658 | 2 796 | 5 454 |
| Serbie | 1 346 880 | 1 387 789 | 2 734 669 |
| Sierra Leone | 150 607 | 178 073 | 328 680 |
| Singapour | 6 193 470 | 7 328 784 | 13 522 254 |
| Slovaquie | 882 767 | 823 281 | 1 706 048 |
| Slovénie | 607 476 | 562 392 | 1 169 868 |
| Soudan | 280 372 | 324 359 | 604 731 |
| Suède | 1 740 885 | 1 448 719 | 3 189 604 |
| Suisse | 5 179 197 | 6 118 455 | 11 297 652 |
| Suriname | 2 901 | 3 128 | 6 029 |
| Swaziland | 144 206 | 171 429 | 315 635 |
| Tadjikistan | 715 698 | 772 257 | 1 487 955 |
| Tunisie | 445 237 | 618 408 | 1 063 645 |
| Turkménistan | 1 204 014 | 1 304 937 | 2 508 951 |
| Turquie | 3 888 300 | 3 745 661 | 7 633 961 |
| Ukraine | 3 119 021 | 3 159 124 | 6 278 145 |
| Viet Nam | 1 330 908 | 1 506 039 | 2 836 947 |
| Zambie | 176 818 | 212 695 | 389 513 |
| Zimbabwe | 0 | 51 594 | 51 594 |
| Total | 178 626 933 | 209 818 279 | 388 443 198 |

# Fonds fiduciaire

**Fonds fiduciaire au 31 décembre 2015**



**Fonds fiduciaires au 31 décembre 2015**

(montants exprimés en francs suisses)

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Fonds fiduciaire/Communautés autochtones et locales accréditées |  |  |
| Solde, début d’exercice |  | 4 583 |
| *Recettes* |  |  |
| Fonds reçus | 0 |  |
| Intérêts | 0 | 0 |
| *Dépenses* |  |  |
| Voyages de tiers | 3 760 |  |
| Frais bancaires | 160 |  |
| Total des dépenses directes | 3 920 |  |
| Frais administratifs | 0 | ‑3 920 |
| Fonds disponibles, fin d’exercice |  | 663 |

Note : Fonds fiduciaires sous la forme de contributions volontaires (des gouvernements australien, français, norvégien, sud‑africain, suédois et suisse, du Christensen Fund et de la Nouvelle‑Zélande) visant à faciliter la participation des représentants des communautés autochtones et locales accréditées aux travaux du Comité intergouvernemental de la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et au folklore.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Fonds fiduciaire/Australie |  |  |
| Solde, début d’exercice |  | 1 133 310 |
| *Recettes* |  |  |
| Fonds reçus | 0 |  |
| Intérêts | 144 |  |
| Différence de change | 393 | 538 |
| *Dépenses* |  |  |
| Missions de personnel | 138 645 |  |
| Voyages de tiers | 338 212 |  |
| Bourses | 45 014 |  |
| Conférences | 45 575 |  |
| Services contractuels de personnes | 160 821 |  |
| Autres services contractuels | 177 313 |  |
| Représentation | 172 |  |
| Frais bancaires | 160 |  |
| Total des dépenses directes | 905 912 |  |
| Frais administratifs | 117 717 | ‑1 023 629 |
| Fonds disponibles, fin d’exercice |  | 110 219 |

Note : fonds fiduciaire sous la forme d’un accord de coopération entre le Gouvernement australien et l’OMPI en vue de promouvoir le développement de systèmes de propriété intellectuelle dans les pays les moins avancés (PMA) et les pays en développement.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Fonds fiduciaire/Australie (savoirs traditionnels) |  |  |
| Solde, début d’exercice |  | 0 |
| *Recettes* |  |  |
| Fonds reçus | 74 130 | 74 130 |
| *Dépenses* |  |  |
| Voyages de tiers | 63 514 |  |
| Total des dépenses directes | 63 514 |  |
| Frais administratifs | 8 257 | ‑71 771 |
| Remboursement au donateur |  | ‑2 359 |
| Fonds disponibles, fin d’exercice |  | 0 |

Note : fonds fiduciaire sous la forme d’une contribution financière spéciale du Gouvernement australien versée à l’OMPI pour l’organisation de deux séminaires sur la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et aux expressions culturelles traditionnelles. Ce fonds a été clôturé en décembre 2015.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Fonds fiduciaire/Brésil (francs suisses) |  |  |
| Solde, début d’exercice |  | 490 730 |
| *Recettes* |  |  |
| Fonds reçus | 0 |  |
| Intérêts | 68 |  |
| Différence de change | ‑692 | ‑624 |
| *Dépenses* |  |  |
| Missions de personnel | 4 056 |  |
| Voyages de tiers | 232 108 |  |
| Bourses | 1 772 |  |
| Services contractuels de personnes | 9 273 |  |
| Frais bancaires | 160 |  |
| Total des dépenses directes | 247 369 |  |
| Frais administratifs | 12 403 | ‑259 772 |
| Fonds disponibles, fin d’exercice |  | 230 334 |

Note : fonds fiduciaire sous la forme d’un accord de coopération technique entre le Gouvernement brésilien et l’OMPI en vue de la promotion d’une culture de la propriété intellectuelle et de l’adoption de pratiques optimales.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Fonds fiduciaire/Brésil Sud |  |  |
| Solde, début d’exercice |  | 75 048 |
| *Recettes* |  |  |
| Fonds reçus | 372 768 |  |
| Intérêts | 18 |  |
| Différence de change | ‑17 | 372 769 |
| *Dépenses* |  |  |
| Voyages de tiers | 182 316 |  |
| Conférences | 561 |  |
| Services contractuels de personnes | 2 362 |  |
| Frais bancaires | 160 |  |
| Total des dépenses directes | 185 399 |  |
| Frais administratifs | 24 104 | ‑209 503 |
| Fonds disponibles, fin d’exercice |  | 238 315 |

Note : fonds fiduciaire sous la forme d’un accord de coopération technique entre le Gouvernement brésilien et l’OMPI visant la prise d’initiatives en faveur de la coopération technique Sud‑Sud, en vue de rendre les pays en développement mieux à même d’utiliser les instruments de propriété intellectuelle.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Fonds fiduciaire/Brésil PNUD |  |  |
| Solde, début d’exercice |  | 0 |
| *Recettes* |  |  |
| Fonds reçus | 39 489 | 39 489 |
| *Dépenses* |  |  |
| Services contractuels de personnes | 39 336 |  |
| Total des dépenses directes | 39 336 |  |
| Frais administratifs | 153 | ‑39 489 |
| Fonds disponibles, fin d’exercice |  | 0 |

Note : fonds fiduciaire sous la forme d’un accord de contribution entre organismes du système des Nations Unies pour l’organisation d’un programme de formation destiné aux négociateurs dans le domaine du développement technologique qui s’est déroulé d’octobre à décembre 2015.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Fonds fiduciaire/Costa Rica |  |  |
| Solde, début d’exercice |  | 31 129 |
| *Recettes* |  |  |
| Fonds reçus | 0 |  |
| Intérêts | 34 |  |
| Différence de change | 3 629 | 3 663 |
| *Dépenses* |  |  |
| Voyages de tiers | 4 761 |  |
| Frais bancaires | 162 |  |
| Total des dépenses directes | 4 923 |  |
| Frais administratifs | 0 | ‑4 923 |
| Fonds disponibles, fin d’exercice |  | 29 868 |

Note : fonds fiduciaire sous la forme d’un accord de coopération technique entre le gouvernement costaricien et l’OMPI en vue de la modernisation des systèmes de brevets et marques de l’office national de la propriété intellectuelle. Les comptes et les rapports financiers de ce fonds fiduciaire sont tenus en dollars É.‑U.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Fonds fiduciaire/El Salvador |  |  |
| Solde, début d’exercice |  | 49 653 |
| *Recettes* |  |  |
| Fonds reçus | 0 |  |
| Intérêts | 55 |  |
| Différence de change | 5 803 | 5 858 |
| *Dépenses* |  |  |
| Frais bancaires | 162 |  |
| Total des dépenses directes | 162 |  |
| Frais administratifs | 0 | ‑162 |
| Fonds disponibles, fin d’exercice |  | 55 349 |

Note : fonds fiduciaire sous la forme d’un accord de coopération entre le Gouvernement salvadorien et l’OMPI en vue de la modernisation et du renforcement du système national de propriété industrielle. Les comptes et les rapports financiers de ce fonds fiduciaire sont tenus en dollars É.‑U.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Fonds fiduciaire/Union européenne/Pakistan |  |  |
| Solde, début d’exercice |  | 605 533 |
| *Recettes* |  |  |
| Fonds reçus | 0 |  |
| Intérêts | 124 |  |
| Différence de change | ‑50 245 | ‑50 121 |
| *Dépenses* |  |  |
| Missions de personnel | 9 247 |  |
| Voyages de tiers | 28 363 |  |
| Conférences | 5 733 |  |
| Services contractuels de personnes | 77 274 |  |
| Autres services contractuels | 188 664 |  |
| Locaux et entretien | 39 526 |  |
| Frais bancaires | 189 |  |
| Mobilier et matériel | 48 |  |
| Fournitures | 27 659 |  |
| Total des dépenses directes | 376 704 |  |
| Frais administratifs | 26 369 | ‑403 074 |
| Remboursement au donateur |  | ‑99 868 |
| Fonds disponibles, fin d’exercice |  | 52 470 |

Note : fonds fiduciaire sous la forme d’un accord entre la Communauté européenne et l’OMPI pour la modernisation du système de la propriété intellectuelle au Pakistan. Les comptes et les rapports financiers de ce fonds fiduciaire sont tenus en euros.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Fonds fiduciaire/Finlande/droits d’auteur I |  |  |
| Solde, début d’exercice |  | 15 319 |
| *Recettes* |  |  |
| Fonds reçus | 0 |  |
| Intérêts | 2 |  |
| Différence de change | ‑87 | ‑85 |
| *Dépenses* |  |  |
| Frais bancaires | 61 |  |
| Total des dépenses directes | 61 |  |
| Frais administratifs | 8 | ‑69 |
| Remboursement au donateur |  | ‑15 164 |
| (Gains)/pertes de change absorbés par l’OMPI |  | 0 |
| Fonds disponibles, fin d’exercice |  | 0 |

Note : fonds fiduciaire sous la forme d’un accord de coopération entre la Société de gestion des droits d’auteur de la Finlande et l’OMPI dans le domaine des activités relatives au secteur des industries créatives. Les comptes et rapport financiers pour ce fonds fiduciaire ont été tenus en euros. Ce fonds a ét clôturé en août 2014.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Fonds fiduciaire/Finlande/droits d’auteur II |  |  |
| Solde, début d’exercice |  | 8 671 |
| *Recettes* |  |  |
| Fonds reçus | 0 |  |
| Intérêts | 1 |  |
| Différence de change | ‑51 | ‑50 |
| *Dépenses* |  |  |
| Frais bancaires | 61 |  |
| Total des dépenses directes | 61 |  |
| Frais administratifs | 0 | ‑61 |
| Remboursement au donateur |  | ‑8 559 |
| Fonds disponibles, fin d’exercice |  | 0 |

Note : fonds fiduciaire sous la forme d’un accord de coopération entre le Ministère finlandais de l’éducation et de la culture et l’OMPI dans le domaine des activités relatives au secteur des industries créatives. Les comptes et rapport financiers pour ce fonds fiduciaire ont été tenus en euros. Ce fonds a été clôturé en août 2014.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Fonds fiduciaire/Finlande/droits d’auteur III |  |  |
| Solde, début d’exercice |  | 170 138 |
| *Recettes* |  |  |
| Fonds reçus | 0 |  |
| Intérêts | 28 |  |
| Différence de change | ‑762 | ‑734 |
| *Dépenses* |  |  |
| Missions de personnel | 4 126 |  |
| Voyages de tiers | 83 331 |  |
| Services contractuels de personnes | 22 444 |  |
| Frais bancaires | 41 |  |
| Total des dépenses directes | 109 941 |  |
| Frais administratifs | 14 295 | ‑124 236 |
| Remboursement au donateur |  | ‑45 169 |
| (Gains)/pertes de change absorbés par l’OMPI |  | 1 |
| Fonds disponibles, fin d’exercice |  | 0 |

Note : fonds fiduciaire sous la forme d’un accord de coopération entre le Ministère finlandais de l’éducation et de la culture et l’OMPI sur le droit d’auteur et le secteur des droits connexes. Les comptes et rapport financiers pour ce fonds fiduciaire ont été tenus en euros. Ce fonds a été clôturé en mai 2014.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Fonds fiduciaire/Finlande (francs suisses) |  |  |
| Solde, début d’exercice |  | 0 |
| *Recettes* |  |  |
| Fonds reçus | 105 110 |  |
| Intérêts | 7 | 105 116 |
| *Dépenses* |  |  |
| Services contractuels de personnes | 45 858 |  |
| Autres services contractuels | 34 165 |  |
| Représentation | 132 |  |
| Frais bancaires | 160 |  |
| Total des dépenses directes | 80 315 |  |
| Frais administratifs | 10 441 | ‑90 756 |
| Fonds disponibles, fin d’exercice |  | 14 360 |

Note : fonds fiduciaire sous la forme d’un accord de coopération entre le Ministère finlandais de l’éducation et de la culture et l’OMPI dans le domaine du droit d’auteur et des droits connexes au niveau national.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Fonds fiduciaire/France/propriété industrielle |  |  |
| Solde, début d’exercice |  | 752 474 |
| *Recettes* |  |  |
| Fonds reçus | 595 968 |  |
| Intérêts | 117 |  |
| Différence de change | ‑145 | 595 940 |
| *Dépenses* |  |  |
| Missions de personnel | 6 380 |  |
| Voyages de tiers | 226 311 |  |
| Conférences | 106 512 |  |
| Services contractuels de personnes | 3 910 |  |
| Frais bancaires | 160 |  |
| Total des dépenses directes | 343 273 |  |
| Frais administratifs | 44 644 | ‑387 917 |
| Fonds disponibles, fin d’exercice |  | 960 497 |

Note : fonds fiduciaire sous la forme d’une contribution volontaire du Gouvernement français destinée au Programme de coopération pour le développement de l’OMPI dans le domaine de la propriété industrielle (Union de Paris).

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Fonds fiduciaire/Allemagne/administrateurs auxiliaires |  |  |
| Solde, début d’exercice |  | 380 404 |
| *Recettes* |  |  |
| Fonds reçus | 424 582 |  |
| Intérêts | 49 | 424 631 |
| *Dépenses* |  |  |
| Ressources en personnel | 336 802 |  |
| Missions de personnel | 5 651 |  |
| Autres services contractuels | 6 292 |  |
| Frais bancaires | 221 |  |
| Total des dépenses directes | 348 967 |  |
| Frais administratifs | 41 876 | ‑390 843 |
| Remboursement au donateur |  | ‑6 321 |
| Fonds disponibles, fin d’exercice |  | 407 871 |

Note : fonds fiduciaire sous la forme d’une contribution volontaire du Gouvernement allemand destinée à fournir à l’OMPI les services d’administrateurs auxiliaires.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Fonds fiduciaire/Programme ibéro‑américain de la propriété industrielle |  |  |
| Solde, début d’exercice |  | 108 828 |
| *Recettes* |  |  |
| Fonds reçus | 180 460 |  |
| Intérêts | 25 |  |
| Différence de change | ‑170 | 180 315 |
| *Dépenses* |  |  |
| Voyages de tiers | 24 675 |  |
| Services contractuels de personnes | 21 126 |  |
| Frais bancaires | 160 |  |
| Total des dépenses directes | 45 961 |  |
| Frais administratifs | 3 228 | ‑49 189 |
| Fonds disponibles, fin d’exercice |  | 239 955 |

Note : fonds fiduciaire sous la forme d’un accord de coopération technique entre le Secrétariat technique du Programme ibéro‑américain sur la propriété industrielle et la promotion du développement et l’OMPI pour la modernisation et le renforcement des systèmes nationaux de propriété industrielle dans divers pays ibéro‑américains.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Fonds fiduciaire/Italie/propriété intellectuelle |  |  |
| Solde, début d’exercice |  | 624 680 |
| *Recettes* |  |  |
| Fonds reçus | 609 090 |  |
| Intérêts | 128 | 609 218 |
| *Dépenses* |  |  |
| Voyages de tiers | 240 |  |
| Autres services contractuels | 386 591 |  |
| Frais bancaires | 160 |  |
| Total des dépenses directes | 386 991 |  |
| Frais administratifs | 50 309 | ‑437 300 |
| Fonds disponibles, fin d’exercice |  | 796 598 |

Note : fonds fiduciaire sous la forme d’un accord de coopération entre le Gouvernement italien et l’OMPI dans le domaine de la promotion de la propriété intellectuelle et de la lutte contre la contrefaçon et le piratage multimédia.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Fonds fiduciaire/Italie/administrateurs auxiliaires |  |  |
| Solde, début d’exercice |  | 88 269 |
| *Recettes* |  |  |
| Fonds reçus | 135 793 |  |
| Intérêts | 14 | 135 807 |
| *Dépenses* |  |  |
| Ressources en personnel | 186 202 |  |
| Missions de personnel | 5 724 |  |
| Frais bancaires | 160 |  |
| Total des dépenses directes | 192 086 |  |
| Frais administratifs | 23 050 | ‑215 136 |
| Fonds disponibles, fin d’exercice |  | 8 940 |

Note : fonds fiduciaire sous la forme d’une contribution volontaire du Gouvernement italien destinée à assurer à l’OMPI les services d’un administrateur auxiliaire.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Fonds fiduciaire/Japon/Afrique‑PMA |  |  |
| Solde, début d’exercice |  | 1 391 783 |
| *Recettes* |  |  |
| Fonds reçus | 2 700 000 |  |
| Intérêts | 182 |  |
| Différence de change | 2 979 | 2 703 161 |
| *Dépenses* |  |  |
| Ressources en personnel | 484 412 |  |
| Missions de personnel | 197 546 |  |
| Voyages de tiers | 767 231 |  |
| Bourses | 386 905 |  |
| Conférences | 99 289 |  |
| Services contractuels de personnes | 92 086 |  |
| Autres services contractuels | 90 544 |  |
| Frais bancaires | 260 |  |
| Services communs du système des Nations Unies | 19 500 |  |
| Mobilier et matériel | 50 |  |
| Fournitures | 27 075 |  |
| Total des dépenses directes | 2 164 897 |  |
| Frais administratifs | 278 407 | ‑2 443 304 |
| Fonds disponibles, fin d’exercice |  | 1 651 640 |

Note : fonds fiduciaire sous la forme d’une contribution volontaire du Gouvernement japonais japonais destinée au Programme de coopération pour le développement l’OMPI dans le domaine de la propriété industrielle pour l’Afrique et les pays les moins avancés (PMA).

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Fonds fiduciaire/Japon/droits d’auteur |  |  |
| Solde, début d’exercice |  | 277 402 |
| *Recettes* |  |  |
| Fonds reçus | 937 292 |  |
| Intérêts | 36 |  |
| Différence de change | 825 | 938 153 |
| *Dépenses* |  |  |
| Ressources en personnel | 443 678 |  |
| Missions de personnel | 58 246 |  |
| Voyages de tiers | 239 723 |  |
| Conférences | 21 616 |  |
| Services contractuels de personnes | 8 992 |  |
| Représentation | 410 |  |
| Frais bancaires | 208 |  |
| Total des dépenses directes | 772 872 |  |
| Frais administratifs | 97 749 | ‑870 620 |
| Fonds disponibles, fin d’exercice |  | 344 935 |

Note : fonds fiduciaire sous la forme d’une contribution volontaire du Gouvernement japonais destinée au Programme de coopération pour le développement de l’OMPI dans le domaine du droit d’auteur et des droits connexes.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Fonds fiduciaire/Japon/propriété industrielle |  |  |
| Solde, début d’exercice |  | 4 287 471 |
| *Recettes* |  |  |
| Fonds reçus | 8 160 000 |  |
| Intérêts | 698 |  |
| Différence de change | ‑1 149 | 8 159 549 |
| *Dépenses* |  |  |
| Ressources en personnel | 1 577 173 |  |
| Missions de personnel | 308 007 |  |
| Voyages de tiers | 739 639 |  |
| Bourses | 603 938 |  |
| Conférences | 55 674 |  |
| Services contractuels de personnes | 169 165 |  |
| Publications | 17 212 |  |
| Autres services contractuels | 2 900 365 |  |
| Locaux et entretien | 204 835 |  |
| Communication | 6 354 |  |
| Représentation | 1 130 |  |
| Frais bancaires | 1 197 |  |
| Services communs du système des Nations Unies | 581 |  |
| Mobilier et matériel | 539 |  |
| Fournitures | 40 525 |  |
| Total des dépenses directes | 6 626 334 |  |
| Frais administratifs | 850 688 | ‑7 477 021 |
| Fonds disponibles, fin d’exercice |  | 4 969 999 |

Note : fonds fiduciaire sous la forme d’une contribution volontaire du Gouvernement japonais destinée au Programme de coopération pour le développement de l’OMPI dans le domaine de la propriété industrielle.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Fonds fiduciaire/Japon/administrateurs auxiliaires I |  |  |
| Solde, début d’exercice |  | 15 251 |
| *Recettes* |  |  |
| Fonds reçus | 0 | 0 |
| *Dépenses* |  |  |
| Ressources en personnel | 4 615 |  |
| Frais bancaires | 40 |  |
| Total des dépenses directes | 4 655 |  |
| Frais administratifs | 559 | ‑5 213 |
| Remboursement au donateur |  | ‑10 037 |
| Fonds disponibles, fin d’exercice |  | 0 |

Note : fonds fiduciaire sous la forme d’une contribution volontaire du Gouvernement japonais destinée à fournir à l’OMPI les services d’un administrateur auxiliaire jusqu’au mois de juillet 2014.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Fonds fiduciaire/Japon/administrateurs auxiliaires II |  |  |
| Solde, début d’exercice |  | 0 |
| *Recettes* |  |  |
| Fonds reçus | 432 969 | 432 969 |
| *Dépenses* |  |  |
| Ressources en personnel | 139 795 |  |
| Frais bancaires | 80 |  |
| Total des dépenses directes | 139 875 |  |
| Frais administratifs | 16 785 | ‑156 660 |
| Fonds disponibles, fin d’exercice |  | 276 309 |

Note : fonds fiduciaire sous la forme d’une contribution volontaire du Gouvernement japonais destinée à fournir à l’OMPI les services d’un administrateur auxiliaire à partir de mars 2015.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Fonds fiduciaire/Mexique |  |  |
| Solde, début d’exercice |  | 163 194 |
| *Recettes* |  |  |
| Fonds reçus | 0 |  |
| Intérêts | 23 |  |
| Différence de change | 53 | 76 |
| *Dépenses* |  |  |
| Voyages de tiers | 6 875 |  |
| Conférences | 8 813 |  |
| Représentation | 1 767 |  |
| Frais bancaires | 160 |  |
| Total des dépenses directes | 17 615 |  |
| Frais administratifs | 1 229 | ‑18 844 |
| Fonds disponibles, fin d’exercice |  | 144 426 |

Note : fonds fiduciaire sous la forme d’un accord de coopération entre le Gouvernement mexicain et l’OMPI pour le développement et le renforcement du système national de propriété industrielle.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Fonds fiduciaire/Portugal |  |  |
| Solde, début d’exercice |  | 72 977 |
| *Recettes* |  |  |
| Fonds reçus | 0 |  |
| Intérêts | 15 |  |
| Différence de change | ‑8 226 | ‑8 211 |
| *Dépenses* |  |  |
| Frais bancaires | 163 |  |
| Total des dépenses directes | 163 |  |
| Frais administratifs | 21 | ‑184 |
| Fonds disponibles, fin d’exercice |  | 64 583 |

Note : fonds fiduciaire sous la forme d’un accord entre l’Institut national de propriété industrielle du Portugal et l’OMPI destiné au développement d’activités conjointes de coopération au profit des pays lusophones. Les comptes et les rapports financiers de ce fonds fiduciaire sont tenus en euros.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Fonds fiduciaire/République de Corée/droits d’auteur |  |  |
| Solde, début d’exercice |  | 565 824 |
| *Recettes* |  |  |
| Fonds reçus | 660 844 |  |
| Intérêts | 80 |  |
| Différence de change | 12 | 660 936 |
| *Dépenses* |  |  |
| Ressources en personnel | 128 397 |  |
| Missions de personnel | 89 247 |  |
| Voyages de tiers | 325 192 |  |
| Conférences | 63 842 |  |
| Services contractuels de personnes | 45 687 |  |
| Autres services contractuels | 44 559 |  |
| Frais bancaires | 186 |  |
| Total des dépenses directes | 697 109 |  |
| Frais administratifs | 0 | ‑697 109 |
| Fonds disponibles, fin d’exercice |  | 529 652 |

Note : fonds fiduciaire sous la forme d’une contribution volontaire du Gouvernement de la République de Corée destinée au Programme de coopération pour le développement de l’OMPI dans le domaine du droit d’auteur et des droits connexes.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Fonds fiduciaire/République de Corée/droit d’auteur/administrateurs professionnels | | |
| Solde, début d’exercice |  | 206 641 |
| *Recettes* |  |  |
| Fonds reçus | 449 401 |  |
| Intérêts | 24 | 449 425 |
| *Dépenses* |  |  |
| Ressources en personnel | 304 187 |  |
| Frais bancaires | 211 |  |
| Total des dépenses directes | 304 397 |  |
| Frais administratifs | 36 528 | ‑340 925 |
| Fonds disponibles, fin d’exercice |  | 315 141 |

Note : fonds fiduciaire sous la forme d’une contribution volontaire du Gouvernement de la République de Corée en vue d’assurer à l’OMPI les services d’un administrateur chargé de gérer le fonds fiduciaire de la République de Corée sur le droit d’auteur.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Fonds fiduciaire/République de Corée/propriété intellectuelle |  |  |
| Solde, début d’exercice |  | 1 272 754 |
| *Recettes* |  |  |
| Fonds reçus | 1 355 712 |  |
| Intérêts | 178 |  |
| Différence de change | 158 | 1 356 048 |
| *Dépenses* |  |  |
| Ressources en personnel | 368 486 |  |
| Missions de personnel | 148 301 |  |
| Voyages de tiers | 325 849 |  |
| Bourses | 241 230 |  |
| Conférences | 62 805 |  |
| Services contractuels de personnes | 29 914 |  |
| Autres services contractuels | 397 819 |  |
| Représentation | 820 |  |
| Frais bancaires | 187 |  |
| Total des dépenses directes | 1 575 411 |  |
| Frais administratifs | 0 | ‑1 575 411 |
| Fonds disponibles, fin d’exercice |  | 1 053 391 |

Note : fonds fiduciaire sous la forme d’un accord entre l’Office coréen de la propriété intellectuelle (KIPO) et l’OMPI, destinée au programme de coopération pour le développement de l’OMPI dans le domaine de la propriété industrielle dans les pays en développement et les pays les moins avancés.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Fonds fiduciaire/République de Corée/administrateurs professionnels |  |  |
| Solde, début d’exercice |  | 515 484 |
| *Recettes* |  |  |
| Fonds reçus | 1 088 593 |  |
| Intérêts | 69 | 1 088 662 |
| *Dépenses* |  |  |
| Ressources en personnel | 779 704 |  |
| Frais bancaires | 264 |  |
| Total des dépenses directes | 779 968 |  |
| Frais administratifs | 93 596 | ‑873 564 |
| Fonds disponibles, fin d’exercice |  | 730 583 |

Note : fonds fiduciaire sous la forme d’une contribution volontaire du Gouvernement de la République de Corée destinée à fournir des administrateurs à l’OMPI.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Fonds fiduciaire/République de Corée/éducation |  |  |
| Solde, début d’exercice |  | 247 489 |
| *Recettes* |  |  |
| Fonds reçus | 338 886 |  |
| Intérêts | 42 |  |
| Différence de change | 0 | 338 928 |
| *Dépenses* |  |  |
| Bourses | 254 221 |  |
| Conférences | 1 896 |  |
| Frais bancaires | 167 |  |
| Total des dépenses directes | 256 284 |  |
| Frais administratifs | 12 814 | ‑269 098 |
| Fonds disponibles, fin d’exercice |  | 317 318 |

Note : fonds fiduciaire sous la forme d’un accord entre l’Office coréen de la propriété intellectuelle (KIPO) et l’OMPI, destiné à l’éducation dans le domaine de la propriété intellectuelle.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Fonds fiduciaire/République de Corée/promotion du respect de la propriété intellectuelle | | |
| Solde, début d’exercice |  | 0 |
| *Recettes* |  |  |
| Fonds reçus | 254 275 |  |
| Intérêts | 6 |  |
| Différence de change | ‑54 | 254 227 |
| *Dépenses* |  |  |
| Missions de personnel | 28 304 |  |
| Voyages de tiers | 129 946 |  |
| Conférences | 6 127 |  |
| Services contractuels de personnes | 28 014 |  |
| Représentation | 1 504 |  |
| Frais bancaires | 151 |  |
| Total des dépenses directes | 194 047 |  |
| Frais administratifs | 9 705 | ‑203 752 |
| Fonds disponibles, fin d’exercice |  | 50 475 |

Note : fonds fiduciaire sous la forme d’une contribution volontaire du Gouvernement de la République de Corée à la promotion du respect du droit d’auteur et des droits connexes.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Fonds fiduciaire/Espagne (francs suisses) |  |  |
| Solde, début d’exercice |  | 165 592 |
| *Recettes* |  |  |
| Fonds reçus | 327 670 |  |
| Intérêts | 24 |  |
| Différence de change | ‑29 | 327 665 |
| *Dépenses* |  |  |
| Voyages de tiers | 290 496 |  |
| Conférences | 6 095 |  |
| Services contractuels de personnes | 37 862 |  |
| Frais bancaires | 177 |  |
| Frais administratifs | 6 992 |  |
| Total des dépenses directes | 341 622 |  |
| Frais administratifs | 44 415 | ‑386 036 |
| Fonds disponibles, fin d’exercice |  | 107 221 |

Note : fonds fiduciaire sous la forme d’une contribution volontaire du Gouvernement espagnol destinée au Programme de coopération pour le développement de l’OMPI dans le domaine de la propriété industrielle dans les pays d’Amérique latine.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Fonds fiduciaire/Suisse |  |  |
| Solde, début d’exercice |  | 0 |
| *Recettes* |  |  |
| Fonds reçus | 60 000 | 60 000 |
| *Dépenses* |  |  |
| Voyages de tiers | 44 543 |  |
| Total des dépenses directes | 44 543 |  |
| Frais administratifs | 5 791 | ‑50 334 |
| Remboursement au donateur |  | ‑9 666 |
| Fonds disponibles, fin d’exercice |  | 0 |

Note : fonds fiduciaire sous la forme d’une contribution financière spéciale du Gouvernement suisse versée à l’OMPI aux fins du financement de la participation des représentants des communautés autochtones et locales au séminaire de l’OMPI sur la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et aux expressions culturelles traditionnelles. Ce fonds a été clôturé en décembre 2015.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Fonds fiduciaire/Projet pilote des ressources mondialement accessibles des intermédiaires de confiance (TIGAR) | | |
| Solde, début d’exercice |  | 4 393 |
| *Recettes* |  |  |
| Fonds reçus | 0 |  |
| Intérêts | 1 | 1 |
| *Dépenses* |  |  |
| Services contractuels de personnes | 1 226 |  |
| Frais bancaires | 160 |  |
| Total des dépenses directes | 1 386 |  |
| Frais administratifs | 180 | ‑1 566 |
| Fonds disponibles, fin d’exercice |  | 2 827 |

Note : fonds fiduciaire sous la forme de contributions volontaires d’organisations du secteur privé ou d’intérêt public, en vue d’aider les personnes handicapées visuelles et incapables de lire des imprimés à accéder des œuvres protégées par le droit d’auteur.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Fonds fiduciaire/États‑Unis d’Amérique/droits d’auteur |  |  |
| Solde, début d’exercice |  | 2 709 |
| *Recettes* |  |  |
| Fonds reçus | 0 |  |
| Intérêts | 19 |  |
| Différence de change | 5 023 | 5 041 |
| *Dépenses* |  |  |
| Autres services contractuels | 23 913 |  |
| Frais bancaires | 142 |  |
| Total des dépenses directes | 24 055 |  |
| Frais administratifs | 3 047 | ‑27 101 |
| Remboursement au donateur |  | ‑1 583 |
| (Gains)/pertes de change absorbés par l’OMPI |  | 20 935 |
| Fonds disponibles, fin d’exercice |  | 0 |

Note : fonds fiduciaire sous la forme d’un accord de coopération entre l’Office des brevets et des marques des États‑Unis d’Amérique (USPTO) et l’OMPI dans le domaine du droit d’auteur dans les pays en développement. Les comptes et les rapports financiers de ce fonds fiduciaire étaient tenus en dollars É.‑U. ce fonds a été clôturé en octobre 2014.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Fonds fiduciaire/États‑Unis d’Amérique/application des droits de propriété intellectuelle | |  |
| Solde, début d’exercice |  | ‑2 680 |
| *Recettes* | 0 | 0 |
| *Dépenses* | 0 | 0 |
| (Gains)/pertes de change absorbés par l’OMPI |  | 2 680 |
| Fonds disponibles, fin d’exercice |  | 0 |

Note : fonds fiduciaire sous la forme d’un accord de coopération entre l’Office des brevets et des marques des États‑Unis d’Amérique (USPTO) et l’OMPI dans le domaine du respect des droits de propriété intellectuelle. Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt étaient tenus en dollars É.‑U. Ce fonds a été clôturé en janvier 2015.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Fonds fiduciaire/États‑Unis d’Amérique/petites et moyennes entreprises | |  |
| Solde, début d’exercice |  | 92 731 |
| *Recettes* |  |  |
| Fonds reçus | 0 |  |
| Intérêts | 71 |  |
| Différence de change | 5 493 | 5 564 |
| *Dépenses* |  |  |
| Services contractuels de personnes | 16 800 |  |
| Frais bancaires | 178 |  |
| Total des dépenses directes | 16 978 |  |
| Frais administratifs | 2 207 | ‑19 186 |
| Remboursement au donateur |  | ‑64 854 |
| (Gains)/pertes de change absorbés par l’OMPI |  | ‑14 256 |
| Fonds disponibles, fin d’exercice |  | 0 |

Note : fonds fiduciaire sous la forme d’un accord de coopération entre l’Office des brevets et des marques des États‑Unis d’Amérique (USPTO) et l’OMPI pour des services liés aux besoins de propriété intellectuelle des petites et moyennes entreprises. Les comptes et les rapports financiers de ce fonds fiduciaire étaient tenus en dollars É.‑U. Ce fonds a été clôturé en mai 2015.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Fonds fiduciaire/Uruguay (francs suisses) |  |  |
| Solde, début d’exercice |  | 102 336 |
| *Recettes* |  |  |
| Fonds reçus | 68 459 |  |
| Intérêts | 18 |  |
| Différence de change | 62 | 68 539 |
| *Dépenses* |  |  |
| Voyages de tiers | 7 035 |  |
| Bourses | 2 469 |  |
| Frais bancaires | 160 |  |
| Fournitures | 12 587 |  |
| Total des dépenses directes | 22 251 |  |
| Frais administratifs | 0 | ‑22 251 |
| Fonds disponibles, fin d’exercice |  | 148 624 |

Note : fonds fiduciaire sous la forme d’un accord de coopération technique entre le Gouvernement de l’Uruguay et l’OMPI pour le développement du système national de la propriété intellectuelle.

[Fin du document]

1. \* Union de Paris (130e et 131e années), Union de Berne (127e et 128e années), Union de Madrid (123e et 124e années), Union de La Haye (89e et 90e années), Union de Nice (57e et 58e années), Union de Lisbonne (56e et 57e années), OMPI (45e et 46e années), Union de Locarno (44e et 45e années), Union de l’IPC (40e et 41e années), Union du PCT (37e et 38e années), Union du TRT (35e et 36e années), Union de Vienne (29e et 30e années). [↑](#footnote-ref-2)
2. 1  Calendrier des paiements établi en juillet 2006 pour le règlement des arriérés correspondant aux unions de Paris, de Berne et de Nice et selon le système de contribution unique en 10 paiements annuels. [↑](#footnote-ref-3)